

EN ITALIE

Deux mouvements extrémistes revendiquent l'assassinat du substitut Occorsio

LIRE PAGE 2

BULLETIN DU JOUR

La France, l'OTAN et la Méditerranée

La Méditerranée est une artère maritime vitale pour la quasi-totalité des pays de l'OTAN puisque, sur les quinze cents navires de commerce qui sillonnent quotidiennement cette mer, douze cents battent pavillon pour le compte des États de l'Europe occidentale. A eux seuls, les ports méditerranéens de la France assurent 40 % de l'ensemble du trafic maritime national et la moitié de l'approvisionnement en pétrole. Cette analyse géopolitique est à l'origine de la décision de Georges Pompidou, puis confirmée par M. Valéry Giscard d'Estaing, de renforcer l'escadre française de la Méditerranée, comme l'a rappelé le chef de l'Etat à Toulon.

Des lors qu'ils sont largement tributaires de leurs importations énergétiques par voie maritime, les pays riverains de la Méditerranée sont de plus en plus sensibles à la menace d'une éventuelle attaque sous-marine qui couperait leurs principales lignes de ravitaillement.

Une telle crainte se nourrit, à tort ou à raison, du fait que depuis quinze ans maintenant la flotte soviétique, dont la présence était négligeable dans les années 50 en Méditerranée, a fait une apparition remarquée en y détachant en permanence une escadre de la mer Noire. Malgré la convention de Montreux, qui n'autorise les sous-marins soviétiques à passer les détroits turcs de Dardanelles que pour des réparations, l'Union soviétique a envoyé en Méditerranée une importante flotte composée de sous-marins — on en compte jusqu'à une quinzaine — détachés à tour de rôle de la flotte septentrionale ou de celle de la Baltique.

Dans un entretien à l'hebdomadaire américain « Time », le commandant suprême des forces alliées en Europe, le général Alexander Haig, vient de révéler qu'il y a désormais moins de risques de voir les États-Unis retirer leurs troupes d'Europe et de Méditerranée depuis que les pays de l'OTAN ont pris conscience de leur interdépendance et de l'accroissement de la menace soviétique. Et il est de fait, pour prendre un exemple qui date bientôt de deux ans, que l'Union soviétique n'a pas su ou pu, apparemment, tirer parti, sur le plan diplomatique et militaire, de la crise qui a opposé la Grèce et la Turquie à propos de Chypre ou de l'exploitation des champs pétroliers de la mer Égée.

C'est dans ce contexte international qu'intervient l'arrivée à Toulon, venant de Brest où ils étaient précédemment basés, des principaux moyens aéronavals d'intervention de la marine française. Désormais, les deux porte-avions « Foch » et « Clemenceau », ainsi que leur escorte de croiseurs et de frigates lance-missiles, auront leurs attaches à Toulon, ce qui représente un doublement du tonnage des bâtiments de combat de l'escadre de Méditerranée.

Mais la marine nationale, qui doit payer un lourd tribut à la constitution d'une force océanique stratégique composée de sous-marins lance-missiles et de porte-avions nucléaires, traverse une phase difficile. La plupart de ses navires de guerre auront plus de vingt-cinq ans à la fin de cette décennie et ils devront être progressivement retirés du service sans être remplacés nombre pour nombre.

L'amiral de Joybert, ancien chef d'état-major de la marine nationale, notait récemment que la France était incapable de protéger son trafic marchand en Méditerranée et de la Méditerranée occidentale. De cette observation qu'il a faite récemment, l'actuel chef d'état-major, l'amiral Jéze-Noulet, a tiré la conclusion qu'il fallait organiser une réaction concertée de la France avec ses alliés. Le ministre de la Défense n'exclut pas cette hypothèse, au nom du principe que l'union fait la force et que la mer est devenue trop grande pour ne pas prévoir une réorganisation multinationale en période de crise grave.

(Lire nos informations page 8.)

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

Les Neuf discutent à Bruxelles de l'élection du Parlement européen au suffrage universel

Le Conseil européen commence à Bruxelles, ce lundi 12 juillet, à 15 h. 30, une session qui s'achèvera mardi en fin de matinée. Les Neuf — M. Giscard d'Estaing et huit chefs de gouvernement — prendront acte des travaux de leurs ministres des affaires étrangères pour donner une suite concrète au rapport de M. Tindemans sur l'Union européenne. Ce rapport demande notamment une meilleure harmonisation des politiques étrangères, en particulier dans le dialogue Nord-Sud. Ils parleront aussi de la commission des Communautés qui doit entrer en fonction le 1^{er} janvier 1977. Il est pratiquement acquis qu'elle sera présidée par M. Jenkins, actuellement ministre britannique de l'Intérieur. Mais cette nomination pourrait n'être annoncée officiellement qu'en décembre, en même temps que celle des autres commissaires.

Pour l'essentiel, la session de Bruxelles sera consacrée à l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Les milieux de la Communauté estiment que cette fois les Neuf devraient parvenir à un accord encore en suspens : le nombre et la répartition des sièges.

Pour l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel, le conseil européen de Bruxelles, les 12 et 13 juillet, sera, dit-on, la dernière chance : si les modalités de scrutin ne sont pas arrêtées définitivement mardi, les législations nationales ne pourront être votées à temps pour que le scrutin européen ait lieu en mai-juin 1978, conformément à l'engagement pris par les chefs de gouvernement en décembre. Et cet engagement n'est pas tenu, les élections européennes, attendues depuis dix-neuf ans, risquent une fois encore d'être reportées aux calendes grecques.

Le dernier point litigieux est celui de la répartition nationale des sièges. Pour l'Assemblée européenne actuelle — dont les membres sont désignés par les Parlements nationaux, — le traité de Rome a fixé une répartition forfaitaire, qui fait la part belle aux petits pays. C'est ainsi que les

Luxembourgeois sont vingt fois mieux représentés que ne le voudrait la démographie. Aussi a-t-on envisagé pour l'élection directe une répartition plus respectueuse de l'égalité des électeurs. La logique et l'équité voudraient que le nombre des sièges attribués à chaque Etat soit strictement proportionnel à la population. Mais les plus petits ne veulent rien savoir et entendent bien maintenir une composition de l'Assemblée plus proche de l'Europe des États, qu'ils ne cessent cependant de vilipender, que de l'Europe des peuples — dont ils se réclament.

Force est donc de chercher une cote mal tuée. Le conseil de la Communauté, qui doit se prononcer à l'unanimité, a été saisi de neuf propositions.

MAURICE DELARUE.

(Lire la suite page 2.)

Les combats font rage au Liban MM. Arafat et Joumblatt lancent des appels de détresse à divers États arabes

Vingt-quatre heures avant la réunion du conseil de la Ligue arabe, prévue pour ce lundi soir 12 juillet, MM. Arafat et Joumblatt ont lancé des appels de détresse à divers pays arabes. Le chef de file de la gauche libanaise a invité l'Arabie Saoudite, l'Égypte, l'Algérie, la Libye et l'Inde à « intervenir directement sur les plans militaire et politique » pour mettre un terme aux combats. Tout comme M. Joumblatt, le président de l'O.L.P. accuse la Syrie de vouloir détruire la résistance palestinienne et le « mouvement naturel libanais ».

La situation militaire des forces palestino-progressistes paraissait critique lundi matin. Tandis que la radio phalangiste annonçait la chute du camp de Tell-El-Zaatar, à Beyrouth — nouvelle que démentait la partie adverse, — des combats se poursuivaient avec une rare intensité sur tous les fronts. Radio-Amchit (conservatrice) a annoncé que les milices de droite avaient occupé plusieurs localités dans le Nord et attentaient les portes de Tripoli. Radio-Damas, a affirmé, samedi, que les combats des trois jours précédents avaient fait plus de trois mille huit cents morts.

M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'O.L.P., a exhorté dimanche l'Arabie à agir rapidement au Liban en faveur des palestino-progressistes, qui, a-t-il dit, sont « placés entre l'enferme et le martyre » (les conservateurs libanais d'une part, les Syriens, de l'autre). Dans un message adressé à M. Sayed Marout, président de l'Assemblée nationale égyptienne, M. Arafat déclare : « La situation empire, et nous attendons une initiative rapide de votre part. S'il faut attendre la réunion du conseil de la Ligue arabe lundi ou mardi, il sera trop tard ».

Dans ce message, le leader palestinien affirme que la situation est « pire que tout ce que l'on peut imaginer » et souligne que les infrastructures du Liban sont « totalement paralysées » en raison notamment « du bombardement de la raffinerie de pétrole de Zahran par les forces syriennes ».

M. Arafat indique que la pénurie de carburant « prive les combattants et les civils de pain, et que l'arrêt du courant électrique empêche les hôpitaux de pratiquer des interventions chirurgicales ».

Le veille, M. Kamal Joumblatt, le chef de file de la gauche libanaise, avait adressé un message à plusieurs chefs d'État arabes, dont le président Sadate, leur demandant d'intervenir « militairement et politiquement afin de faire face au complot syrien ».

M. Joumblatt demandait également au président Sadate d'organiser le ravitaillement du Liban par voie maritime, et suggérait que les convois de vivres et de médicaments soient escortés par des unités des forces navales, « afin d'assurer l'arrivée des cargaisons à destination ».

(Lire la suite page 4.)

M. Jimmy Carter est assuré de l'emporter à la convention démocrate

Réunis lundi au Madison Square Garden de New-York, les cinq mille délégués et suppléants à la 3^{re} convention du parti démocrate devraient désigner, mercredi, M. Jimmy Carter comme candidat à la Maison-Blanche. La ville de New-York est passée et un millier de policiers mobilisés pour cette « herminette » qui, cette année, prend l'allure d'un couronnement sans surprise.

De notre correspondant

New-York. — En 1924 il avait fallu 6 tonnes de produits chimiques pour éliminer l'odeur du cirque qui, à Madison Square Garden, avait précédé la convention démocrate. Après dix-sept jours de débats et cent trois tours de scrutin, celle-ci avait finalement désigné un candidat, John W. Davis, écarté quelques mois plus tard par le président Coolidge.

A cinquante-deux ans d'intervalle, les démocrates se réunissent de nouveau à New-York, dans la même enceinte entièrement rénovée, mais l'histoire ne se répète pas. Jimmy Carter sera, à coup sûr, nommé mercredi au premier tour de scrutin par une convention unie, sage et disciplinée. À part le choix du vice-président sur lequel M. Carter entretient un mystère délié, la convention s'annonce ainsi sans surprise et d'un intérêt très relatif au point que certaines des grandes chaînes de télévision envisagent de réduire leur « couverture » de ce grand événement quadriennal de la vie publique américaine.

Le spectacle cependant reste unique, étant à la fois de la herminette et du pèlerinage politique accompli par des milliers de délégués, venus de tous les horizons du pays avec leurs familles, qui se retrouvent dans la bonne humeur au cours de nombreuses « parties » bien abrévies.

Dans le temps, les décisions étaient prises en coulisses et selon la formule consacrée, dans les « chambres enfumées » des hôtels à la suite de sordides tractations. Tout a changé. Cette fois, il n'y aura pas de marchandage et les patrons des « machines politiques » ont dû accepter le choix populaire clairement exprimé (sans expression cependant est réduite puisque moins d'un tiers seulement des électeurs inscrits ont voté pour Jimmy Carter), leur imposant un homme dont ils ne voulaient pas.

HENRI PIERRE.

(Lire la suite page 5.)

LES JEUX OLYMPIQUES DE MONTRÉAL

● Remous autour de la participation de Taïwan.

(Lire page 13.)

● « Le Monde » publiera demain un dossier sur les Jeux de la XXI^e olympiade.

AU JOUR LE JOUR

LE SHOW VOLÉ

S'il y a eu un show, M. Chirac l'a, comme on dit en anglais, volé à M. Giscard d'Estaing. Tandis que ce dernier était interviewé à la télévision sur la passerelle du « Clemenceau », l'intérêt des paroles présidentielles était largement éclipsé par la minigique du premier ministre, qui, bien qu'un second plan, se maintenait fermement dans le champ de la caméra.

On le voyait tour à tour se tenir nerveusement la mer avec une énorme paire de jumelles, ainsi qu'il a été précisé à tous les Français, puis jeter des regards inquiets à son président comme s'il se demandait si l'homme à la barre était occupé, contrairement au règlement, à regarder la France dans les yeux, si ne contenant pas de prendre la relève.

ROBERT ESCARPIT.

VOIES SANS ISSUE A BELFAST

Le 12 juillet — la « glorious twelfth » — des milliers de protestants défilent dans les rues de Belfast, des autres villes de l'Irlande du Nord avec bannières, tambours et fifres, pour célébrer l'anniversaire de la bataille de la Boyne et la victoire du protestant Guillaume d'Orange sur le catholique Jacques II.

C'est une occasion de réjouissances où des hommes d'affaires dignes, coiffés du traditionnel chapeau melon, portant un sabre nu ou un parapluie, suivent les petits orchestres de jeunes « apprentis d'Ulster », qui jouent les airs

orangistes. Mais l'esprit de carnaval peut vite dégénérer en émeute anticatholique.

Cette manifestation contraste singulièrement avec le décor de Belfast ravagée par la guerre. Partout les cicatrices de la violence apparaissent : des bâtiments noirs, démolis par les bombes, des fenêtres et des portes murées, des rues barricadées, condamnées par des grilles et des barbelés, gardées par les véhicules blindés de l'armée britannique, des soldats à chaque coin de rue, nerveux, sur le qui-vive, mitraillant au poing, la main sur la détente... Ville de voies sans issue.

I. — Le conflit est aussi une guerre de religion

De notre envoyé spécial

ALAIN WOODROW

qui en a vu d'autres. La cinquantaine, petite, boulotte et myope, elle est sûrement la seule de son espèce : une religieuse anglicane, vivante seule dans le no man's land entre un quartier catholique et un quartier protestant de Belfast, et accueillie dans les foyers de l'un et de l'autre — malgré son état religieux et — son accent d'ordinaire.

Sean, son père, son frère, sont trois victimes de ce qu'on appelle pudiquement les « troubles », en Irlande du Nord. Depuis 1969, on compte plus de quinze cents morts et des milliers de blessés ou de traumatisés. En l'occurrence, Sean est catholique et il y a son protestant. Mais, Sister Anna aurait pu raconter la même histoire en inversant les rôles. Elle nous introduira, d'ailleurs, chez un vieux couple catholique — qui passent le plus clair de leur temps à guetter « la bande de jeunes voyous catholiques » qui vient envahir d'innocentes les soldats britanniques patrouillant devant leur maison et lancer des pierres contre leurs carreaux.

Ensuite, on verra une famille catholique. Le père, ouvrier non spécialisé et républicain convaincu, pense que la discrimination contre les catholiques existe toujours, malgré des efforts réels. « Repardes les chantiers navals, dit-il. La grande usine de Harland and Wolff emploie plus de neuf mille protestants et seulement six cents catholiques — et ce sont encore ceux-ci qui sont les premiers touchés par le chômage actuel. » Sa femme, en train d'enlever ses bigoudis, car elle se prépare à se rendre au club du quartier où elle travaille comme serveuse, se moque gentiment de la ferveur politique de son mari, partisan acharné d'une Irlande réunie.

« Je ne demande qu'une seule chose, avoue-t-elle, le retour de la paix. Même l'I.R.A., qui prétend lutter pour notre libération, terrorise les catholiques autant que les protestants. »

Comment expliquer cette vendetta insensée et anachronique, cette spirale de violence sans fin ? Faut-il renoncer à l'exercice de la raison lorsqu'on aborde ce problème ? « La situation empire, et nous attendons une initiative rapide de votre part. S'il faut attendre la réunion du conseil de la Ligue arabe lundi ou mardi, il sera trop tard ».

(Lire la suite page 3.)

POIROT-DELPECH Les grands de ce monde

roman

« Pages superbes et morceaux de bravoure inclinent l'intrigue sentimentale à la chronique politique... De cette révolution qui s'agit dans la rétrospective, je n'ai pas lu depuis huit ans de lecture plus exacte. Ce qui prouverait qu'il s'agit d'un roman. Rien n'est vrai, tout est vrai. »

François Mitterrand

GALLIMARD

AU FESTIVAL DE LA ROCHELLE

Les enfants de la Mama

La Mama de New-York, Ellen Stewart, était au Festival de La Rochelle, veillant sur ses enfants : le Cotton Club et le groupe d'André Serban, qui présentent les spectacles déjà donnés au Théâtre national de Chaillot, la Trilogie (« Médée », « Electre », « les Troyennes ») « la Bonne Ame de Se-Tchouan », et créait « Comme il vous plaira ».

Le Cotton Club retrace les grandes années du music-hall noir avec des danseurs d'époque dans leurs numéros de claquettes, et des choristes — girls d'aujourd'hui qui obéissent à la mode « anti-glamour ». La nostalgie peut se traiter de trois manières : la sublimation, la dérision, l'attendrissement. Ellen Stewart a choisi la tendresse, a choisi de raconter avec le sourire du cœur une grande misère, un grand courage : la réalité du show-business. Les chansons aux parfums de subnote-dix-huit, les robes de satinette, les smoking blancs, les franges argen-

tées, scintillantes sur les corps noirs, l'orchestre qui swingue, accusent avec superbe la dureté d'un métier où il est interdit de ne pas être jeune, beau, riche, un métier dans lequel l'incarne le modèle frelaté de la réussite.

André Serban et ses comédiens ont choisi une autre façon de lutter, en refusant le confort de la spécialisation. Après leur travail sur la force émotionnelle de la tragédie grecque (la Trilogie), ils sont allés à l'opposé et, avec Brecht, ont donné leur version du théâtre populaire. Invités par la Maison de la culture pour le Festival, ils se sont installés pendant deux mois — et se sont fait accepter. Ils ont répété leur création, ont joué dans des lieux adaptés à chacun de leur spectacle, ont adapté chacun de leur spectacle aux lieux où ils devaient jouer. Euripide face à la mer, Brecht dans la ville, Shakespeare sous les orbes.

COLETTE GODARD.

(Lire la suite page 9.)

DIPLOMATIE

Les Neuf discutent à Bruxelles de l'élection du Parlement européen

(Suite de la première page.)

On compte une proposition de l'Assemblée européenne (conformément à la procédure établie par le traité de Rome), deux projets de gouvernement français, un irlandais, un italien, un allemand, un belge, un luxembourgeois et, dernier-né, un britannique. Tous ces projets, sauf un, se fondent sur des barèmes aussi ingénieux que compliqués, qui, tout en augmentant le nombre total des sièges (de cent quatre-vingt-dix-huit actuellement à quatre cent pour l'Assemblée la plus volumineuse) favorisent la proportionnalité quand ils sont présentés par des « grands » — c'est notamment le cas du premier projet français — et la défavorisent quand ils sont présentés par des « petits » : le projet de l'Assemblée, lui, essaye de se maintenir dans une honnête moyenne.

L'exception, c'est le deuxième projet français présenté inopinément par le président Giscard d'Estaing le 1^{er} avril, au dernier conseil européen. Le président de la République a proposé que, « provisoirement », la répartition actuelle des sièges soit maintenue. Elle ne serait améliorée que lorsqu'un accord se révélerait possible entre les Neuf. L'avantage de ce système est d'abord sa simplicité. Le traité de Rome, qui ne prévoit aucune modification dans la composition de l'Assemblée lors du passage au suffrage direct, n'aurait pas besoin d'être amendé sur ce point.

■ Dans un message adressé à la conférence des présidents des Parlements européens, réunie à Bonn les 9 et 10 juillet, le nouveau président communiste de la Chambre des députés italienne, M. Pietro Ingrao, déclare qu'il est favorable à une participation des peuples à la construction européenne et que l'élection du Parlement de Strasbourg au suffrage universel est un élément de cette participation. — (Corresp.)

■ La Confédération européenne des anciens combattants, dans un communiqué signé de M. A. R. Fougères, délégué général, déclare notamment : « Les futurs citoyens de l'Europe ont les yeux fixés sur les chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Bruxelles pour confirmer leur accord définitif sur l'élection d'un Parlement européen au suffrage universel et pour lui donner le droit de pouvoir. C'est la signature d'un nouveau traité. Cet acte très important engagera la responsabilité directe et personnelle de nos dirigeants. Il pèsera lourd sur le destin commun de nos pays. Il donnera ou refusera au peuple le droit d'en décider lui-même. (...) La seule réforme fondamentale, c'est l'union de l'Europe. Nous l'exigeons et sommes décidés à lutter pour l'imposer. »

ce qui éviterait des complications parlementaires. Le revers de la médaille est évidemment que la sous-représentation des électeurs français, et de ceux des plus grands pays en général, serait maintenue pour une durée indéfinie. Mais M. Giscard d'Estaing a estimé que cet inconvénient présentait, à la réflexion, un autre avantage, celui-ci à usage interne. On sait les gaullistes très réticents à l'égard de cette Assemblée européenne émise dont ils craignent les ambitions supra-nationales. Celle-ci n'aurait de cesse, disent-ils, d'obtenir de nouveaux pouvoirs aux dépens des gouvernements nationaux. Or — rétorque M. Giscard d'Estaing — l'intention de l'U.D.R. — la répartition inscrite dans le traité de Rome est si peu représentative qu'elle ne peut produire qu'une caricature. Tant que la composition de l'Assemblée ne sera pas modifiée, nul ne voudra lui confier des pouvoirs réels.

Ce raisonnement, qui n'a évidemment pas été exprimé aussi ornementalement par le président français, a fait quelque effet en France sur la majorité. Il n'en a pas été de même partout. En Italie, on craint qu'une Assemblée aussi équilibrée, limitée à cent quatre-vingt-dix-huit membres, ne permette pas de réserver quelques sièges aux petits partis pro-européens qui sont l'appoint indispensable de toute coalition gouvernementale. Mais c'est surtout la Grande-Bretagne qui a rejeté la formule giscardienne : pour M. Callaghan, elle ferait apparaître une inégalité insupportable entre les électeurs d'Ecosse et du Pays de Galles — déjà soumis à une agitation nationaliste de plus en plus virulente — et les électeurs du Benelux par exemple, mieux traités au sein de la Communauté du seul fait qu'ils appartiennent à des Etats indépendants.

De là une cascade de « variantes » de la proposition française. Toutes consistent à doubler le nombre des sièges de l'Assemblée actuelle en introduisant des correctifs : la variante belge dispose que la moitié de l'Assemblée serait répartie comme aujourd'hui et l'autre proportionnellement à la population ; la variante allemande consiste à ne pas doubler la représentation du Luxembourg ; celle du Luxembourg retient six sièges aux cinq plus petits Etats, la variante britannique fait la même soustraction tout en ajoutant six sièges aux quatre plus grands Etats. Au stade actuel, bien qu'il ne l'ait pas dit officiellement, le gouvernement français a assoupli sa position et renoncé à choisir entre la proportionnalité ou le maintien intégral de la répartition du traité de Rome. Il accepte de discuter ce que l'on appelle par courtoisie « les variantes de la deuxième proposition française » et qui n'en sont pas plus qu'elles impliquent toutes des aménagements.

dements au traité. L'accord n'est certes pas fait, mais, au point où on en est aujourd'hui, le nombre des « variantes » possibles étant infini, il serait surprenant que les Neuf ne finissent pas par s'entendre.

La grande préoccupation de M. Giscard d'Estaing, qui semble personnellement tout acquis à l'élection au suffrage direct, est que l'accord des Neuf soit « vendable » à l'U.D.R. Puisque le traité de Rome devra être en tout état de cause amendé, sans doute le président de la République tiendra-t-il à préciser que l'Assemblée européenne ne saurait en aucun cas, dans l'avenir, accroître ses pouvoirs de son propre chef et que d'autres amendements soumis à ratification parlementaire seraient à cet égard nécessaires.

De toute façon, quelle que soit la forme juridique de l'accord des Neuf, l'élection de l'Assemblée européenne donnera lieu à un débat au Parlement français, ne serait-ce que pour voter la loi organisant le scrutin européen.

MAURICE DERARUE.

UN TEST POUR LES BRITANNIQUES

(De notre correspondant.)

Londres. — Un accord sur la composition de l'Assemblée européenne serait aux yeux des Britanniques le « test » de la réussite, à la réunion du Conseil européen des lundi 12 et mardi 13 juillet à Bruxelles. Pour l'instant, les milieux officiels anglais se déclarent « prudemment optimistes » ; mais les bruits répandus dans les couloirs de White Hall ne reflètent plus tout à fait l'atmosphère qui avait prévalu lors de la visite du président français à Londres. M. Giscard d'Estaing avait dit alors que si le problème dépendait uniquement de Paris et de Londres, il serait facilement résolu.

Le second problème, plus épineux et qui met en jeu des intérêts substantiels, est celui des pêcheries. A Londres, on soutient, non sans raison d'ailleurs, que la part des eaux britanniques dans une zone de pêche européenne serait nettement plus considérable que celle des autres pays de la Communauté. Aussi faudrait-il reconnaître des privilèges aux pêcheurs britanniques dans certaines zones allant de 12 jusqu'à 50 milles des côtes du Royaume-Uni. — J. W.

■ Une délégation des radicaux français, conduite par M. Robert Fabre, se rendra à Londres les 15 et 16 juillet prochains pour rencontrer les principaux dirigeants du parti libéral britannique et, notamment, le nouveau leader de ce parti, M. David Steel.

POINT DE VUE

Parlement européen et Constitution française

par PAUL SABOURIN (*)

QUATRE arguments sont actuellement développés, pour démontrer que l'élection au suffrage universel du Parlement européen est contraire à notre Constitution.

Cette élection porterait en effet atteinte à la souveraineté nationale, porterait atteinte à notre Constitution dans la conception de la représentation nationale qu'elle affirme, supposerait que les systèmes électoraux dans tous les pays soient uniformes, aboutirait à une révision de la Constitution en ce qui concerne l'organisation des pouvoirs publics qu'elle a prévue.

Aucun de ces arguments n'échappe, en droit, à la réfutation (1).

1) Cette élection du Parlement européen au suffrage universel porterait atteinte à la souveraineté nationale, nous dit-on, dans la mesure où notre droit constitutionnel ne connaît que l'élection des députés nationaux et non celle de députés européens.

On peut répondre que l'élection du Parlement européen au suffrage universel ne change en rien les rapports établis par le traité de Rome entre le Parlement européen et les Parlements nationaux, n'apporte donc aucune atteinte à la souveraineté nationale.

Mais il faut aller plus loin. Le préambule de la Constitution de 1958 fait sien celui de la Constitution de 1946, et notamment reprend cette affirmation : « Sous réserve de réciprocité, la France consent aux limitations de souveraineté nécessaires à l'organisation et à la défense de la paix. » Qui oserait affirmer aujourd'hui que cette formule ne s'appliquait pas au traité communautaire ?

2) L'élection du Parlement européen au suffrage universel porterait atteinte à la Constitution dans la conception de la représentation nationale qu'elle affirme. En effet, le conflit serait évident entre l'arti-

cle 138, alinéa 3, du traité de Rome, qui vise « l'adoption par les Etats membres de dispositions électorales conformes à leurs règles constitutionnelles respectives » et l'article 3 de notre Constitution, qui dispose que la souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum. Or, la Constitution ne prévoit que des représentants députés et sénateurs. On ne peut donc envoyer de députés élus au suffrage universel au Parlement européen qu'après une modification de notre Constitution.

On peut répondre que le constituant de 1958 connaissait l'article 138 du traité de Rome. Or, il n'a prévu aucun verrou, tel qu'on pouvait le déduire de l'article 3, alinéa 3, de la Constitution de 1946 : « En toutes autres matières, le peuple exerce la souveraineté nationale par ses députés à l'Assemblée nationale... » L'article 3 de la Constitution de 1958 est singulièrement plus ouvert : il ne fait aucune allusion à une éventuelle impossibilité pour des représentants de cette souveraineté nationale d'exercer cette dernière dans d'autres instances que nationales.

3) Le troisième argument est le suivant : en vertu de l'article 138, alinéa 3, du traité de Rome, qui prévoit « une procédure uniforme dans tous les Etats membres » pour cette élection au suffrage universel, il faut attendre que tous les Etats aient adopté le même système électoral.

A cet argument, il faut répondre par l'analyse des mots « procédure uniforme ». Le traité de Rome ne parle pas — et pour cause — de « mode de scrutin unique », de « système électoral unique ». Ce qui veut dire que les procédures à prévoir sont celles qui existent dans tout système électoral démocratique

et qui permettent de le mettre en œuvre : l'égalité de tous à l'accès aux urnes, la liberté de vote des citoyens, universalité et le secret des élections, les garanties qui entourent le déroulement et la fin du scrutin (décompte des voix, dépouillement des bulletins, proclamation des résultats). Alors que les règles de fond, tels l'accès des partis politiques au scrutin, l'indépendance des représentants, le régime de l'éligibilité, des immunités et incompatibilités, le mode de scrutin, sont du ressort de chaque Etat, conformément à la décision du Conseil européen (Rome, décembre 1975), qui a prévu que les élections de 1978 aient lieu « selon la loi électorale en vigueur dans chaque pays ».

4) L'élection du Parlement européen au suffrage universel oblige à une révision de la Constitution dans la mesure où une nouvelle organisation des institutions communautaires a des conséquences sur notre propre organisation des pouvoirs publics.

A cette analyse importante, il faut répondre très clairement qu'on ne doit pas confondre l'élection du Parlement au suffrage universel et une modification du traité de Rome, laquelle ne masquerait pas d'être soumise à l'approbation du peuple français, selon les mécanismes de notre Constitution. Or, dans le moment actuel, aucune « mutation » des institutions communautaires n'est entraînée par cette élection. Il s'agit seulement de faire jouer enfin les mécanismes du traité de Rome. Si, une fois l'élection réalisée, il y a modification des pouvoirs des institutions communautaires, on fera jouer alors les mécanismes prévus dans notre Constitution. Mais nous n'en sommes pas encore là.

Ainsi, il n'y a pas matière juridique pour une intervention du Conseil constitutionnel, ni question de droit à soumettre à référendum. En conséquence, à la limite, refuser des élections européennes au suffrage universel, c'est contester ce dernier.

(1) Vedel, Le Point, 15 décembre 1975, et La Constitution n'est qu'un prétexte.

EUROPE

Tchécoslovaquie

« Ambassadeur itinérant » du Vatican

Mgr POGGI
A PASSÉ CINQ JOURS
A PRAGUE

(De notre correspondant.)

Vienne. — Mgr Luigi Poggi, « ambassadeur itinérant » du Saint-Siège, chargé des relations avec les pays socialistes, a quitté Prague vendredi 9 juillet après cinq jours d'entretiens avec M. Karel Brzda, chef du secrétariat pour les affaires ecclésiastiques auprès du gouvernement fédéral. Un bref communiqué évoque l'« atmosphère ouverte » des travaux et la « bonne volonté » des participants.

Au mois de décembre dernier à Rome, M. Brzda s'était déjà entretenu avec Mgr Casaroli, secrétaire du conseil pour les affaires publiques de Prague. Le dialogue amorcé voici neuf ans se poursuit, mais il est toujours aussi épineux.

Sur les treize diocèses du pays, neuf sont toujours vacants, dont les deux archidiocèses : celui de Prague, depuis la mort en 1969 du cardinal Beran, et celui d'Olmouc, depuis le décès, il y a deux ans, du cardinal Trochta. C'est pourquoi les informations sur l'hospitalisation de Mgr Tomasik ont été accueillies avec inquiétude ; l'administrateur apostolique de Prague, qui a soixante-seize ans, est considéré par beaucoup de catholiques comme le dernier rempart de l'Eglise de Tchécoslovaquie face au mouvement « Praxem la Fides », dont personne ne met en doute l'extrême des rapports avec le régime. — (Interim.)

Italie

Deux mouvements extrémistes rivaux revendiquent l'assassinat du substitut Occorsio

De notre correspondant

Rome. — Après trois semaines de calme, l'Italie affronte à nouveau une vague de violence. L'objectif principal des terroristes, la magistrature, comme s'il fallait absolument porter de l'écran à la réalité l'inquiétant scénario du film de Francesco Rosi *Catavros exquies*. Pendant le week-end, trois juges ont été visés : il n'y a eu que des dégâts matériels aux domiciles des procureurs de Bologne et de Pésaro, mais un substitut du parquet de Rome, M. Vittorio Occorsio, est mort sous les balles de ses agresseurs, samedi, 10 juillet, dans une rue de la capitale (le Monde date 11-12 juillet).

Deux groupuscules de tendance opposée revendiquent ce crime : le mouvement néo-fasciste Ordre Nouveau, qui est également dissous, et les Brigades rouges, dont le caractère révolutionnaire rencontre encore quelques scepticismes à gauche. Un conflit semblable s'était manifesté le 8 juin dernier, après l'assassinat du procureur général de Gènes. Mais les Brigades rouges n'avaient eu aucun mal à prouver la paternité de leur crime, alors que dans le cas présent les enquêteurs soupçonnent plutôt l'Ordre nouveau : près du cadavre de M. Occorsio, atteint de neuf balles, on a retrouvé des tracts du mouvement néo-fasciste sur lequel le magistrat enquêtait.

Politiquement inclassable, le substitut de Rome s'était acquis des sympathies à gauche comme à droite. Après avoir été chargé de délit commis par voie de presse, il vit passer entre ses mains des dossiers explosifs : l'attentat de la Piazza Fontana à Milan, le mouvement Ordre nouveau, des enlèvements, etc. Malgré des menaces de mort, il refusait d'être escorté par des policiers. L'assassinat du juge Cocco à Gènes, le mois dernier, a d'ailleurs démontré que cela ne suffisait pas à décourager les assassins.

Les attaques contre les magistrats provoquent un grand malaise en Italie. Au pays du compromis quotidien, rien n'est plus déstabilisant que cette violence froide, étrangère à toute vendetta. Comment, se demandent-ils, des groupuscules aussi différents qu'Ordre nouveau et les Brigades rouges peuvent-ils revendiquer les mêmes actes avec les mêmes mots et — à quelques nuances près — les mêmes arguments ? « Bourreau », M. Occorsio était donc aux yeux des « rouges » comme des « noirs », qui, les uns et les autres, affirment avoir « exécuté » sur ordre d'un « tribunal ». Entre les partisans de la « justice prolétarienne » et les « ennemis de la dictature démocratique », l'homme de la rue n'est guère porté à faire de distinction.

Inquiète, la gauche politique cache

Espagne

Les thèses du parti communiste sont approuvées par le congrès clandestin des commissions ouvrières

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté en faveur de l'amnistie, dimanche 11 juillet, à Madrid et dans plusieurs villes d'Espagne. A Madrid et à Barcelone, la police est intervenue brutalement et aurait même ouvert le feu dans le faubourg ouvrier de Carabanchel. Deux manifestants auraient été blessés. A Barcelone, les forces de l'ordre ont littéralement quadrillé le centre.

Un congrès national clandestin des commissions ouvrières s'est d'autre part réuni dans la capitale catalane, dimanche. Les thèses défendues par les délégués proches du parti communiste l'ont emporté.

De notre correspondant

Madrid. — Un congrès national des commissions ouvrières, regroupant trois cent cinquante délégués, a eu lieu dans la clandestinité le dimanche 11 juillet à Barcelone. Le congrès n'avait pas été autorisé par les autorités.

La composition du secrétariat national de vingt-sept membres, nettement dominé par le parti communiste, a été confirmée par les congressistes, mais les débats ont été très animés. Une proposition présentée par les délégués proches du parti communiste affirmait que les commissions ouvrières ne peuvent pas se constituer en syndicat aussi longtemps que la « rupture démocratique » n'est pas réalisée et que la fusion n'est pas faite avec l'Union générale des travailleurs (U.G.T., socialiste) et l'Union syndicale ouvrière, socialiste de tendance autogestionnaire. Une autre proposition, appuyée par le parti du travail d'Espagne, marxiste-léniniste, et par l'Organisation révolutionnaire des travailleurs (ORT), maintenait en revanche que les commissions devaient se constituer immédiatement en syndicat. La première proposition a été approuvée par 263 voix contre 68.

La commission permanente de

l'Assemblée de Catalogne s'est également réunie à Barcelone dimanche pendant six heures. La commission affirme que la seule solution à la situation actuelle est la « rupture démocratique ». Elle demande aussi une amnistie totale. Il semble que le gouvernement étudie en ce moment un projet d'amnistie dont seraient exclus les membres de l'ETA. Trois cent trente-quatre prisonniers politiques en bénéficieraient. — J.-A. N.

● RECTIFICATIF. — Des erreurs de transmission ont modifié les orthographes des noms de plusieurs membres du nouveau gouvernement (le Monde du 9 juillet). Le premier vice-président est le lieutenant général Fernando de Santiago y Diaz de Mendivil. Le ministre du commerce est M. José Lladó (qui est né en 1934). Enfin, l'ancien ministre de l'Information, limogé en octobre 1974, est M. Pio Cabanillas.

Grèce

UN NOUVEAU TÉMOIN AFFIRME QUE LA MORT D'ALECOS PANAGOULIS SERAIT L'ŒUVRE D'UNE ORGANISATION NÉO-FASCISTE

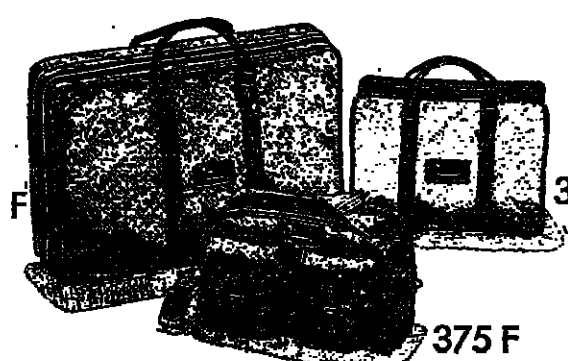
Athènes (A.F.P.). — La mort du député Alecos Panagoulis, tué dans un « accident de la route » le 1^{er} mai dernier, serait l'œuvre d'une organisation néo-fasciste-dite « l'Araignée » (Arachni), selon les révélations faites par Georges Leonardos, témoin de dernière heure, devant le juge d'instruction. Selon les conclusions de l'enquête officielle, la voiture du député avait été heurtée à l'aube par une voiture de tourisme conduite par M. Michel Stela. Pendant le contrôle de son véhicule, le député s'était écrasé sur un mur, se tuant sur le coup.

Les « révélations » de M. Leonardos ont été faites au ministère de l'ordre public jeudi, puis à un quotidien à sensation athénien, avant que, sur les conseils du ministre, le témoin se rende vendredi chez un juge d'instruction.

La presse locale fournit des « détails » dont il ressort que M. Leonardos avait été impliqué dans le meurtre de Giorgios Lambrakis (l'affaire Z), en 1963. Il avait été condamné à dix mois de prison.

Toujours selon la presse, « l'Araignée » serait financée par un certain Antonio, ressortissant italien, néo-fasciste. Elle aurait été fondée en janvier 1975 afin de semer le trouble en adressant des menaces anonymes à des personnalités de gauche et d'extrême gauche notamment.

Les bagages nylon de Lancel.



Opéra (parking Paramount)
Rond-Point des Champs-Élysées (parking Matignon)
C.I.P. Porte Maillot - Parly 2 - Vélizy 2 - Créteil
Lyon Part Dieu et rue de la République - Nice
Dépositaires officiels - Liste sur demande

EUROPE

Voie sans issue à Belfast

Irlande du Nord

(Suite de la première page.)

Les analogies, de toute façon, sont d'un recours limité. On vous explique que l'Irlande du Nord, c'est le Vietnam — sauf que les communistes sont catholiques, c'est l'Afrique du Sud — sauf que les Noirs sont blancs, c'est le Liban — sauf que les musulmans sont chrétiens, c'est Algérie —

LES ÉGLISES DANS L'ÎLE

IRLANDE	NORD (6 comtés) capitale Belfast	SUD (26 comtés) capitale Dublin
Surface (en km ²)	14 139	70 232
Population	1 540 000	3 200 000
Catholiques	498 000 (33 %)	2 702 000 (85 %)
Presbytériens	413 000 (27 %)	22 000 (0,7 %)
Eglises d'Irlande (anglicans)	345 000 (23 %)	185 000 (5,8 %)
Évangélistes	75 000 (5 %)	4 000 (0,1 %)
Autres protestants	80 000 (5 %)	28 000 (0,9 %)

sauf qu'une partie de l'O.A.S. existe pour l'indépendance, c'est le Pays basque, les séparatistes jauras, les Wallons et les Flamands — sauf que, sauf que... L'Irlande du Nord, c'est aussi la Bretagne, par la superficie, et guère plus de la moitié de la ville de Paris, par le nombre d'habitants : un million de protestants, un demi-million de catholiques (1). Malgré sa petite taille, la province compte au moins huit partis politiques, et il n'est pas rare à Belfast, de voir flotter jusqu'à quatre drapeaux différents : l'Union-jack britannique, l'Union-jack irlandaise, le drapeau protestant et le drapeau catholique. (2) Lors du recensement de 1971, 65,3 % ont reconnu appartenir à une confession protestante, 34,7 % à une confession catholique. (3) Organisation fondée au dix-neuvième siècle par les protestants, à partir de plusieurs sociétés secrètes qui répondaient aux revendications catholiques par les terrores. Un tiers environ de tous les protestants de l'Irlande sont membres de l'ordre d'Orange.

haïr comme le nôtre, pour qui le passé est toujours vivant. Il y a trois constantes de l'histoire irlandaise qui fournissent des clés pour comprendre la situation actuelle : d'abord, les habitants de l'île n'ont jamais partagé une identité nationale unique ; ensuite, ils n'ont jamais été gouvernés par une autorité qu'ils acceptaient totalement comme légitime ; enfin, la religion a toujours été un facteur de division plutôt que d'unification.

Chrétien à 99 %

Lorsque la guerre civile larvée qui déchire la province d'Ulster depuis 1968 a éclaté, l'Église protestante publique internationale s'est étonnée d'apprendre qu'il s'agissait d'un conflit entre catholiques et protestants. Comment une guerre de religion entre chrétiens était-elle encore possible aujourd'hui ? Les autorités religieuses se sont aussitôt empressées d'expliquer qu'il n'était nullement question de guerre de religion, mais d'une lutte civique, sociale, politique, économique, ethnique, coloniale... Même son de cloche aujourd'hui. « Le problème en Irlande n'est pas religieux mais sectaire, affirme l'évêque d'Armagh, la différence est totale : si les leaders religieux qui ont participé au séminaire d'information sur la situation religieuse en Irlande du Nord, organisé à Belfast en juin par le conseil européen des Églises, ont pu constater que les Églises ne sont pas des institutions religieuses, mais des institutions politiques, elles ont dû constater que les Églises ne sont pas des institutions politiques, mais des institutions religieuses. » Or les observateurs et les sociologues se demandent maintenant, au contraire, s'ils n'ont pas égaré l'aspect religieux un peu trop rapidement ; si la responsabilité des Églises n'est pas profondément engagée et si

l'empressement de celles-ci pour souligner les autres causes du conflit ne cache pas un désir de détourner l'attention de leurs propres faiblesses. Que ce soit l'Église catholique en Eire, ou les Églises protestantes et anglicanes en Ulster, elles ne sauraient jouer le rôle de Poncè-Pilate dans un pays qui se déclare chrétien à 99 %.

Pas d'alibi pour les Églises

Cette analyse sociologique de la religion, toutefois — à laquelle les Églises s'accrochent pour essayer de se disculper — ne sau-

rait leur servir d'alibi. Au contraire, elle révèle leur faiblesse en matière d'évangélisation. Loin de prêcher la réconciliation des chrétiens, les Églises ont renforcé les divisions sectaires entre les confessions et multiplié les préjugés réciproques.

Le pire, c'est le fanatisme d'un pasteur Ian Paisley, qui investit l'Église de Rome, « femme égarée » et « grande prostituée » du

Des enfants marqués par la haine

Le gouvernement britannique semble décidé à aborder un sujet longtemps considéré comme tabou : la déségrégation de l'enseignement en Irlande du Nord.

Malgré l'enquête de 1973, qui révèle que 60 % des parents sont en faveur d'écoles mixtes, et malgré l'accueil favorable des trois grandes Églises protestantes, l'Église catholique reste très attachée à son système d'enseignement privé, à tel point que Mgr William Philbin, évêque de Down and Connor, refuse toujours d'administrer le sacrement de la confirmation aux enfants catholiques dans les écoles d'État.

Pour sa part, le cardinal Conway nous a dit que les bêtises de la haine sont loin d'être éteintes, et qu'il faut poursuivre la recherche ; mais, nous avons appris, d'autre part, qu'il décourage toutes les enquêtes sur ce sujet. Même

Mgr Edward Daly, un des évêques les plus ouverts — longtemps curé dans le quartier pauvre du Bogside à Derry, il s'était signalé lors de la fusillade tragique de « Bloody Sunday » par son intervention courageuse en faveur des victimes, — demeure réticent à ce sujet. « Le problème posé par l'enseignement intégré, nous a-t-il déclaré, est celui du sectarisme. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, certains enfants sont déjà marqués par la haine avant l'âge scolaire, et il faut éviter d'introduire le sectarisme dans un milieu où le risque de contaminer ceux qui ne sont pas encore touchés. »

Paradoxe en vérité quand l'absence de toute base commune est invoquée comme argument irréfutable à l'encontre des écoles mixtes, alors que l'école devrait justement fournir cette base commune à la réconciliation ! — A. W.

AFRIQUE

Angola

Londres et Washington s'indignent de l'exécution de quatre mercenaires à Luanda

Les quatre mercenaires condamnés à mort le 26 juin par le tribunal révolutionnaire de Luanda pour leur participation au conflit angolais ont été exécutés samedi 10 juillet. Il s'agit de Costa George, alias colonel Callan, Andrew McKenna, John Barker, tous trois sujets britanniques, et Daniel Gearhart, de nationalité américaine. La veille, le président Neto avait refusé de les gracier. Selon le *Diário de Luanda*, quotidien de la capitale, plusieurs ambassadeurs africains auraient assisté aux exécutions de samedi. Au cours du procès, neuf autres mercenaires britanniques et américains avaient été condamnés à des peines allant jusqu'à trente ans de prison. Le premier ministre britannique, M. Callaghan, la reine Elizabeth, la Commission internationale des droits de l'homme ont demandé aux autorités angolaises de faire preuve de clémence. Mais le chef de l'État angolais voulait faire un exemple : la peine de mort sera appliquée, avait-il déclaré, pour mettre fin à l'invasion de mercenaires dans les conflits.

● A LONDRES, le gouvernement britannique se déclare « consterné ». Le communiqué publié par Downing Street reproche au régime angolais de n'avoir tenu compte d'aucune considération humanitaire, ni des appels à la clémence. Il n'y a, selon le gouvernement de Londres, « aucune justification » à la sévérité des sentences prononcées contre les mercenaires. L'exécution des quatre hommes constitue en fait, estiment les milieux politiques britanniques, une « rebuffade » pour le premier ministre et pour la reine. Selon le *Times* du lundi 12 juillet, Londres pourrait porter l'affaire devant la Cour internationale de justice.

● A WASHINGTON, l'exécution d'un ressortissant américain a été ressentie comme un affront d'autant plus cinglant qu'il est le fait d'un gouvernement qui s'humilie l'Amérique. Le président Ford, qui avait entrepris des démarches de dernière minute pour tenter de sauver la vie de Daniel Gearhart, a déclaré que cette exécution était « injustifiée et illégitime ». Cette sentence, a-t-il ajouté, « exerce au mépris de supplices émanant du monde entier en faveur d'une commutation de la peine de mort, rend encore plus difficile tout progrès vers la normalisation des relations entre l'Angola et les États-Unis ». M. Kissinger a affirmé de son côté qu'il s'agissait d'un acte déshonorant à l'égard des États-Unis. Il a affirmé qu'il n'y a aucun fondement en droit international ou national, à l'action du gouvernement angolais.

Les Cubains nous aident mais ne dirigent pas le pays affirme le chef de l'État angolais

« Nous n'avons plus besoin de nos camarades cubains lorsque nos forces armées seront en mesure de dominer les techniques militaires modernes, quand nos FAPLA (Forces armées populaires de libération de l'Angola) auront assimilé la technique de fonctionnement des armes sophistiquées et la conduite d'une guerre du vingtième siècle », affirme le président Neto dans une interview publiée dans le bi-mensuel *Afrique-Asie* du 12 juillet. « Naturellement, pour cela, il faut du temps », précise le chef de l'État angolais, qui ajoute : « Les Cubains nous aident, certes, mais ils n'ont pas entre les mains la direction de notre pays. Cela, ce sont des spéculations qui ont pris naissance aux États-Unis, et qui visent à discréditer un peuple avec lequel ils ont un grand contentieux. Cuba est un petit pays qui a tenu en échec l'impérialisme américain, ce que n'oubliera jamais ce dernier. Et, une fois de plus, avec l'aide de Cuba, les États-Unis ont été tenus en échec en Angola. Ce sont deux épingles qui restent dans leur gorge... »

« La France centre de mouvements subversifs » Le président angolais, qui évoque l'existence de bases au Zaïre, en Zambie et en Afrique du Sud, d'où partent, selon lui, les agressions contre son pays, affirme en outre, à propos de la France : « Le territoire français, et plus précisément sa capitale, est devenu le principal centre des mouvements subversifs qui s'agitent contre différents pays africains. Là se trouve une centrale qui regroupe des individus réactionnaires acharnés contre l'Angola, le Congo, la Guinée, les anciennes colonies portugaises. Bref, la France est le sanctuaire de toutes les organisations réactionnaires qui, à partir de là, distillent leur propagande subversive contre tous les régimes africains. Je crois, ajoute M. Neto, qu'il s'agit d'une orientation qui ne peut porter aucun fruit. »

« Dans une lettre au premier ministre angolais, M. Oluf Palme, M. Fidel Castro avait annoncé au mois de mai un retrait progressif d'Angola du contingent cubain évalué à 15 000 hommes, de sources américaines. Cette lettre, dont la teneur avait été communiquée le 23 mai à M. Kissinger, précisait que deux cent cinquante quatorze soldats cubains seraient envoyés en Angola chaque semaine. Le 10 juin, à Bruxelles, le secrétaire américain à la Défense, M. Evans, avait cependant affirmé, devant ses pairs de l'OTAN, que les États-Unis ne disposaient d'aucune preuve d'un départ de soldats cubains d'Angola. »

Territoire français des Afars et des Issas

Après les troubles de samedi qui ont fait quinze morts l'opposition accuse les partisans de M. Aref de s'être livrés à des provocations

Correspondance

Djibouti. — C'est dans le calme qu'ont été enterrées dimanche 11 juillet quatorze des quinze victimes des affrontements qui, le samedi 10, ont opposé les partisans de l'Union nationale pour l'indépendance, parti composé en majorité d'Afars et qui soutient la politique de M. Ali Aref, à des partisans de la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.P.A.I.), principal mouvement d'opposition, essentiellement soutenu par les éthiopiens et somaliens. A quelques centaines de mètres de distance, onze personnes d'origine afar étaient enterrées par les éthiopiens et somaliens (mais, de bonne source, il semble que trois d'entre elles appartenaient à la Ligue populaire) alors qu'en présence d'une foule importante de deux Issas et un Afar, membres de la L.P.A.I. étaient enterrés. Un discret service d'ordre avait été mis en place et la région protégeait les abords du haut commissariat. La semaine dernière, des réunions avaient été organisées par les deux principaux partis dans le quartier 2. Jeudi soir, alors que les militants de la L.P.A.I. tenaient un meeting, M. Ali Aref réunissait ses partisans et accusait la France de tous les maux. Vendredi, la L.P.A.I. mettait en

garde ses militants contre les provocateurs (des bandes armées de bâtons et guidées par les propres frères du président Aref circulant en effet depuis quelques semaines à travers la ville). Elle demandait aux autorités françaises, responsables du maintien de l'ordre, de « mettre fin à ces provocations habituelles hors d'état de nuire ». Samedi matin, après une altercation comme il s'en produisait souvent entre services d'ordre des deux partis, les bagarres éclatèrent. Dans un quartier peuplé essentiellement d'Issas, les maisons des Afars furent incendiées. Un barrage placé entre quartiers afars et issas a cependant empêché toute extension des violences. Le couvre-feu a d'ailleurs été reporté de 20 à 22 heures.

En fin de matinée, les pendarmes parvenaient à séparer les combattants grâce notamment à l'intervention d'un hélicoptère d'où tombaient des grenades lacrymogènes et offensives.

M. Hassan Gouled, président de la L.P.A.I. et M. Ahmed Dini, porte-parole du mouvement afar, ont déclaré dimanche à Tananarive qu'ils avaient fait escorte après avoir assisté à la conférence de F.O.U.A. à l'île Maurice, ont demandé à leurs militants de conserver leur calme.


Éthiopie

● LE GÉNÉRAL GETACHEW NADEW, administrateur de la loi martiale et chef des forces armées, a été nommé ministre de l'Éthiopie, après avoir été nommé à la tête de la sécurité à son domicile à Addis-Abeba dans la nuit du 10 au 11 juillet, annonce l'A.F.P. qui cite « des sources bien informées ». Le général était arrivé trois jours auparavant d'Asmara capitale administrative de l'Erythrée.

Algérie

● LA SONATRACH ATTAQUE DES SOCIÉTÉS ALÉRICAIENNES EN JUSTICE. — La société nationale algérienne Sonatrach vient d'attaquer en justice la firme américaine General Tire and Rubber et trois de ses filiales, qu'elle accuse d'avoir versé des pots-de-vin pour obtenir un important contrat (la construction d'une usine de liquéfaction de gaz). L'une des filiales, Chemico, avait eu un contrat annulé

Prochain article : II. - LE JOUR DU JUGEMENT ?



ROBERT LAFFONT

Le grand patron du F.B.I.
La main de fer qui a tenu
six présidents américains.

HOOVER

Un livre de
JEAN-MICHEL CHARLIER
et PIERRE DEMARET

Collection "Dossiers noirs"

PROCHE-ORIENT

LA SITUATION AU LIBAN

Libres opinions

Liban, terre de civilisation et de tolérance

par le professeur PAUL MILLIEZ (*)

DEPUIS vingt-cinq ans, le Liban est ma seconde patrie. J'y ai des amis partout. Je les aime tous autant et n'arrive pas encore à comprendre comment les uns et les autres ont pu se laisser entraîner à une guerre fratricide, indiscutablement favorisée et entretenue par l'étranger.

En France, beaucoup ne semblent pas avoir conscience de certaines réalités. Savent-ils que de très nombreux Libanais sont chiites ? Ils seraient neuf cent mille. Ils sont de même religion que les Iraniens. Leur chef, l'imam Sadra, est d'origine iranienne, naturalisé libanaise. Ces chiites constituent la population la plus pauvre du pays ; beaucoup d'entre eux ont été refoulés du sud du Liban et vivent auprès des camps palestiniens.

Les chrétiens libanais ont surtout catholiques de rite maronite, mais comportent aussi des Grecs orthodoxes, des Grecs catholiques, des catholiques romains, des Arméniens catholiques, des Arméniens orthodoxes, et l'ex-cubain. Ils sont environ sept cent mille. Les sunnites, qui sont les musulmans orthodoxes, seraient actuellement trois cent cinquante mille. Les druzes, qui forment une secte à part, seraient deux cent mille.

Sur le territoire libanaise, vivent, en outre, environ quatre cent mille Palestiniens refoulés de partout, accueillis au Liban par les uns avec amitié, par les autres avec contrainte. Le Liban est le seul pays où les Palestiniens ont une liberté d'action. Ils constituent une grande part des combattants du camp progressiste. Dans tous les autres pays arabes, les Palestiniens ont été encadrés, mis au pas ou massacrés.

Il y a une énorme émigration libanaise, d'abord à majorité chrétienne, commencée sous l'oppression ottomane, vers les Amériques et l'Europe. Cet exode se poursuit, autant musulman que chrétien, et s'est étendu, entre les deux guerres, vers l'Afrique noire. Depuis la découverte du pétrole, les Libanais émigrent en grand nombre vers le golfe.

On peut considérer que l'émigration libanaise depuis un siècle est d'environ quatre millions de personnes. Beaucoup restent fidèles à la mère patrie. Il y a par contre des immigrants chrétiens, venant au Liban de tous les pays voisins, depuis 1920. Aucun recensement n'a eu lieu au Liban depuis plusieurs dizaines d'années ; les chiffres cités ci-dessus m'ont été fournis par des représentants des différents groupes.

Les luttes actuelles qui déchirent le Liban sont dites confessionnelles ; en fait, il est des musulmans favorables aux phalangistes (chrétiens), comme il est des pays arabes entièrement musulmans qui sont favorables aux chrétiens, mais l'on ignore trop souvent qu'il y a de nombreux chrétiens parmi les Palestiniens. Il existe des unités palestiniennes presque uniquement composées de chrétiens. Les camps chrétiens palestiniens sont attaqués par les chrétiens libanais combattants (phalangistes ou chamounistes) au même titre que les camps palestiniens musulmans. De nombreux attentats sont organisés par les chrétiens palestiniens (contre Robert Kennedy, par exemple), de même qu'un grand nombre des détournements d'avions. De très nombreux chrétiens font partie de ces organisations, c'est-à-dire des organisations excluant toute négociation avec Israël. Beaucoup de chrétiens et de musulmans libanais se refusent à couper les ponts avec leurs frères de l'autre confession.

Un terrain d'entente existe entre Libanais, mais il serait dangereux d'ignorer la présence au Liban des Palestiniens. Il serait inadmissible que certains pays arabes, occidentaux et communistes, en profitent pour régler, sans leur consentement, le sort des Palestiniens. Ces pays sont essentiellement responsables de la situation, véritable abîme de fixation entretenu par eux tous.

Beaucoup de Palestiniens sont calmes et savent que l'on ne veut rien leur faire. Ils ont remplacé les juifs dans l'opprobre. J'ai reçu de nombreux témoignages récents venant des actuels adversaires affirmant qu'ils avaient vu des provocateurs succomber violemment sur les combattants des deux camps pour attiser cette affreuse guerre civile. Je ne veux pas envisager par qui de tels crimes sont perpétrés.

Je n'ai aucun droit de me mêler des problèmes libanais ; je supplie cependant mes amis de comprendre que, en continuant de se battre, ils servent des intérêts qui, par contre, je connais fort bien et qui ne sont pas les leurs. Puis-je souhaiter aux Libanais de toute tendance de reprendre raison et de dialoguer ?

(*) Professeur de clinique médicale à Paris VI.

DANS UNE INTERVIEW A «NEWSWEEK»

Les dirigeants de l'O.L.P. ont commis au Liban une impardonnable erreur de jugement affirme le roi Hussein

Dans une interview à l'hebdomadaire *Newsweek*, publiée ce lundi 12 juillet, le roi Hussein de Jordanie donne des précisions sur les résultats de son récent voyage à Moscou et critique vivement la direction actuelle de l'O.L.P. dont il paraît suggérer le renouvellement.

Sur le premier point, il déclare à propos de l'éventuel achat de missiles : « Nous avons une excellente offre soviétique que nous sommes en train d'étudier. Je ne peux prévoir aucun changement, à moins qu'une offre comparable ou meilleure ne vienne ».

Interrogé sur les motifs de son changement d'attitude à l'égard des Etats-Unis, le souverain répond à Arnaud de Borchgrave : « Nous avons commencé à nous sentir abandonnés par les Etats-Unis au cours de l'été de 1974, quand votre administration a décidé, après l'accord de dégelage israélo-syrien, de suivre les conseils des Israéliens et d'ignorer la voie occidentale (du Jourdain) en faisant porter ses efforts diplomatiques de nouveau sur le Sinaï et sur un second accord de dégelage avec l'Egypte. Cela nous a conduit à accepter les décisions du « sommet » de Rabat du côté arabe. Il est trop évident, pour nous, que, lorsqu'on en vient à un équilibre entre Israël et la Jordanie, nous ne pouvons pas compter pour beaucoup aux yeux de Washington ».

Interrogé ensuite sur les causes de la crise libanaise, le roi affirme : « D'abord, c'est un sérieux problème libanais qui aurait été résolu par les Libanais eux-mêmes, si l'O.L.P. n'était maintenue en dehors de l'affaire. En second lieu, il y a eu les divisions des Arabes, qui ont utilisé le Liban comme leur champ de bataille. En troisième lieu, il y a eu une impardonnable erreur de jugement des dirigeants de l'O.L.P., qui a entraîné l'implication de milliers de Palestiniens dans une lutte armée dans un territoire non palestinien pour une cause qui n'est pas une cause palestinienne, et qui ne coïncide pas avec les intérêts palestiniens et arabes. Nous avons aujourd'hui plus de divisions dans le monde arabe que jamais auparavant. L'O.L.P. est affaibli, peut-être de façon irréparable, son argumentation selon laquelle des juifs, des musulmans et des chrétiens pourraient vivre en harmonie côte-à-côte dans une future grande Palestine, alors qu'on voit que les Arabes eux-mêmes, citoyens d'un même pays, non seulement ne peuvent pas coexister, mais s'affrontent jour et nuit. Ils ont fait le jeu d'Israël et détourné l'attention des problèmes majeurs de la région... Les dirigeants de l'O.L.P. devront améliorer leurs méthodes, et, ensuite, si les efforts pour une solution pacifique sont repris, une O.L.P. réunie et plus sage doit prendre part au processus diplomatique ».

[N.D.R. — C'est la première fois que le roi Hussein s'en prend publiquement à l'O.L.P. depuis que celle-ci a été reconnue comme le seul représentant légitime du peuple palestinien par les chefs d'Etats arabes réunis à Rabat en octobre 1974. Le souverain jordanien s'était alors rallié au point de vue de ses pairs, et avait officiellement renoncé à rattacher le Cisjordanie à son royaume, après l'évacuation de ce territoire par Israël.]

LES COMBATS FONT RAGE

(Suite de la première page.)

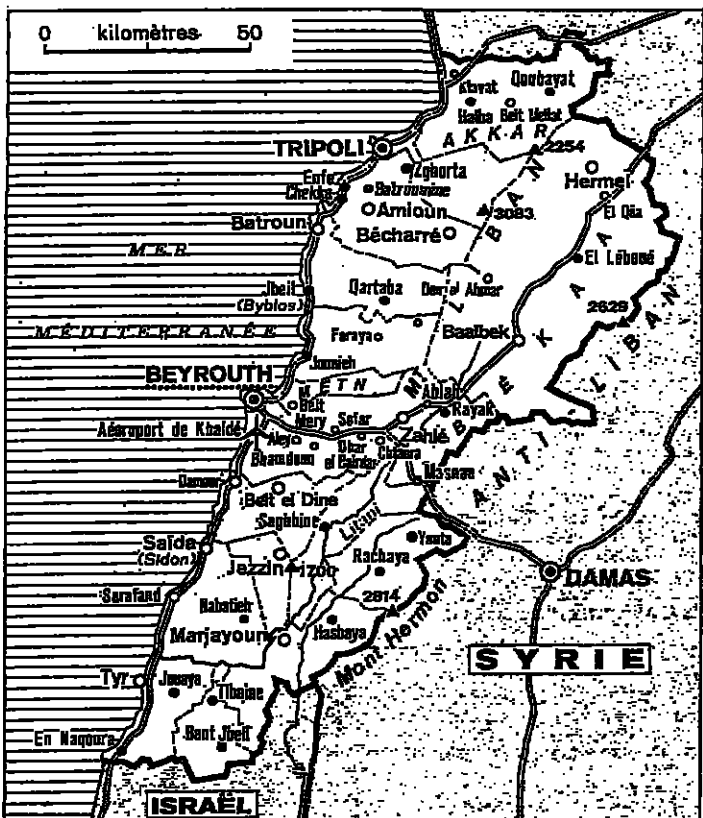
Le chef du mouvement national libanaise accusait la Syrie et Israël d'imposer un blocus aérien, maritime et terrestre afin d'affaiblir des régions entières du Liban.

Les appels au secours lancés par MM. Arafat et Jumblatt n'avaient provoqué, lundi en fin de matinée, aucune réaction de la part des autorités syriennes. En revanche, M. Mahmoud Riad, secrétaire général de la Ligue arabe, a invité dimanche les pays arabes à envoyer « rapidement » au Liban des médicaments et du matériel médical. Il a d'autre part qualifié la situation au Liban d'« extrêmement dangereuse ».

● AU CAIRE, où les ministres

giste annonçait que le « dernier flot de résistances à Tell-El-Zaitar » était tombé aux mains des forces conservatrices. De son côté, la Voie de la Palestine a admis, dans sa première émission de lundi matin, qu'« un groupe d'isolacionistes a réussi à s'installer dans l'usine Matia » à la périphérie sud du camp, — où « étaient réfugiés un certain nombre de civils ». La Voie de la Palestine a ajouté que ces habitants « ont été faits prisonniers » et qu'« aucune nouvelle n'est parvenue à leur sujet ». Les Palestiniens reconnaissent que la situation des défenseurs du camp demeure « extrêmement difficile ».

Sur le front du Liban-nord, les forces phalangistes ont annoncé dimanche matin la prise des villages d'Enfe et de Batrounine. A



des affaires étrangères des pays de la Ligue arabe se réunissent ce lundi matin, les observateurs font preuve de scepticisme sur l'efficacité des mesures qui pourraient être adoptées, en raison des dissensions entre les gouvernements arabes. La convocation d'un « sommet » demeure, pour la même raison, problématique.

● A DAMAS, les dirigeants syriens ont poursuivi, dans la nuit de dimanche à lundi, leurs ententes avec une délégation du Front du Kfour (des conservateurs), arrivée dimanche matin dans la capitale syrienne. Cette délégation est composée de MM. Lucien Dabbab, ancien ministre des affaires étrangères et proche collaborateur du président François Joseph Moghazab, ancien député et membre du parti national libéral ; Dany Chamoun, fils de M. Camille Chamoun ; Béchir Gemayel, responsable militaire des milices phalangistes, et Karim Paltre, membre du bureau politique de ce même parti. D'autre part, le président Hafez El Assad a reçu dimanche, peu avant minuit, l'imam Moussa Sadra, chef spirituel de la communauté chiite au Liban, qui s'est rallié récemment à la politique de Damas.

Sur le plan militaire, les forces palestiniennes et de la gauche libanaise se trouvaient, dimanche soir, dans une situation difficile, à la suite de l'intensification de l'offensive des forces conservatrices sur tous les fronts. Selon l'agence d'information palestinienne Wafa, cette offensive a pour objectif de mettre à la porte les Arabes devant le fait accompli avant le début de la conférence des ministres des affaires étrangères des Etats membres de la Ligue arabe.

Dimanche soir, la radio phalan-

giste annonçait que le « dernier flot de résistances à Tell-El-Zaitar » était tombé aux mains des forces conservatrices. De son côté, la Voie de la Palestine a admis, dans sa première émission de lundi matin, qu'« un groupe d'isolacionistes a réussi à s'installer dans l'usine Matia » à la périphérie sud du camp, — où « étaient réfugiés un certain nombre de civils ». La Voie de la Palestine a ajouté que ces habitants « ont été faits prisonniers » et qu'« aucune nouvelle n'est parvenue à leur sujet ». Les Palestiniens reconnaissent que la situation des défenseurs du camp demeure « extrêmement difficile ».

Sur le front du Liban-nord, les forces phalangistes ont annoncé dimanche matin la prise des villages d'Enfe et de Batrounine. A

● A BEYROUTH, enfin, on précise que les trois C.R.S. — MM. Louis Remy, Jacques Vermeille et Freddy Lachance — libérés samedi sont en bonne santé. On indique de bonne source que les trois gardes de l'ambassade de France n'avaient pas été enlevés par un groupe politique, mais par une famille musulmane dont l'un des membres serait détenu à Beyrouth-Est (contrôlée par les forces conservatrices), et qui cherchait à obtenir sa libération en échange des trois Israéliens capturés. Cette version n'a pas été, toutefois, officiellement confirmée.

UN « FRONT D'UNION NATIONALE » A ÉTÉ CONSTITUÉ

Beyrouth (A.F.P.). — Un Front d'union nationale groupant des personnalités politiques libanaises chrétiennes et musulmanes a été constitué, le dimanche 11 juillet, à Beyrouth, en vue de lutter contre les « manœuvres visant à la partition et au démembrement du Liban ». La constitution de ce Front, qui intervient à la veille de la réunion de la Ligue arabe sur le Liban, a été annoncée par M. Raymond Bde, chef de file des chrétiens modérés, en présence de plusieurs parlementaires des deux communautés libanaises. Le Front, qui comprend, outre M. Bde, le premier ministre, M. Rachid Karame, et quatre anciens chefs de gouvernement, ainsi qu'une dizaine de députés représentant les diverses provinces, se propose d'œuvrer en vue d'obtenir le retrait des troupes syriennes de l'ensemble du territoire libanaise et l'application des résolutions de la Ligue arabe sur le Liban.

APRÈS L'OPÉRATION D'ENTEBBE

LA DISPARITION DE Mme BLOCH

Londres rejette les explications de Kampala

Les autorités ougandaises ont informé le haut commissaire britannique, qu'elles n'avaient pas retrouvé Mme Dora Bloch, l'otage de l'Airbus qui avait été hospitalisée à l'hôpital de Kampala. Elles maintiennent que celle-ci était retournée à l'aéroport d'Entebbe avant le raid israélien.

● A LONDRES, le Foreign Office a publié, samedi soir, un communiqué rejetant les explications fournies par le gouvernement ougandais, « explications qui aggravaient nos craintes pour la vie de Mme Bloch ».

D'autre part, le secrétaire au Foreign Office, nous dit notre correspondant, est vivement critiqué pour avoir adressé à Kampala des condoléances après la mort des soldats ougandais victimes du raid israélien. Un tel geste est présenté dans les milieux officiels comme une simple mesure de prudence, près de cinq cents missionnaires, enseignants

et hommes d'affaires britanniques vivant en Ouganda.

● A WASHINGTON, M. Kissinger a déclaré samedi que deux commandos israéliens, seize ans, de sa chambre d'hôpital après le raid israélien sur Entebbe.

● A JERUSALEM, le gouverne-

ment israélien a publié un communiqué déclarant que « toute la responsabilité du sort de Mme Bloch incombe au gouvernement ougandais ». Cependant, on souligne dans les milieux officiels que, pour ne pas porter préjudice aux efforts déployés par la Grande-Bretagne et ne pas nuire à la vieille dame, au cas où elle serait encore en vie, Israël s'est abstenu d'accuser ouvertement le président ougandais de l'avoir fait tuer. Quelles que soient les craintes que l'on nourrit en Israël à ce sujet.

LE DÉTOURNEMENT A ÉTÉ RÉALISÉ PAR DES DISSIDENTS DU F.P.L.P. affirme M. Habache

Beyrouth (A.F.P.). — Dans une interview à l'hebdomadaire libanaise *Monday Morning*, M. Georges Habache, secrétaire général du Front populaire pour la libération de la Palestine (F.P.L.P.), a déclaré que le détournement de l'Airbus d'Air France avait été réalisé par un groupe d'hommes qui avaient appartenu à son organisation, mais qui avaient rompu avec elle il y a quelque temps.

« Le Front populaire », a souligné M. Habache, « a répété à maintes reprises qu'il n'était pas responsable de cette opération. N'importe qui peut prétendre appartenir au F.P.L.P., mais seuls les organes centraux du mouvement peuvent l'engager. Seuls les commandos émanant du bureau central d'information expriment le point de vue ou la position de l'organisation ».

Après avoir appelé que le F.P.L.P. avait décidé, lors de son troisième congrès, il y a quatre ans, d'« arrêter toutes les opérations de détournement », M. Habache a estimé que « seule la lutte populaire armée — comme celle qui a lieu actuellement au Liban — peut conduire à la libération nationale. La Palestine ne peut pas être libérée par des dizaines ou même des centaines de détournements d'avions ». Il a enfin souhaité que les auteurs de telles opérations aient le courage à l'avenir d'assumer leurs responsabilités au lieu de les rejeter sur le F.P.L.P.

LES FÉLICITATIONS D'UN « PROFESSIONNEL »...

Tel-Aviv (A.F.P.). — Selon le quotidien israélien *Maariv*, le président Idi Amin a téléphoné, vendredi 9 juillet, au colonel Barouk Bar-Lev (†) et lui a dit : « En tant que soldat professionnel, je dois vous dire que l'opération israélienne à Entebbe a été fort bien menée, et que vos commandos se sont distingués ». Il lui a affirmé que la veille du raid aérien, il avait donné l'ordre à ses soldats de désamorcer les explosifs que les terroristes avaient placés autour du hall où ils gardaient leurs otages. « Cela vous a beaucoup aidé », aurait-il dit à son interlocuteur, en lui précisant que plusieurs des militaires ougandais tués au cours de l'opération avaient été entraînés naguère par des instructeurs israéliens. *Maariv* ajoute que le chef de l'Etat ougandais a demandé au colonel Bar-Lev d'organiser la livraison par Israël de pièces de rechange pour des chenillettes, des chars et des moteurs qu'Israël avait fournis dans le passé à l'Ouganda. « Je n'ai rien fait de mal à Israël », aurait-il ajouté. Je n'ai pas tué d'Israéliens, et je n'ai pas l'intention de combattre Israël. « Il a nié avoir coopéré avec les pirates de l'air, qui, a-t-il dit, « n'ont apporté que des ennemis à l'Ouganda ».

(†) Ancien chef de la mission militaire israélienne en Ouganda (N.D.L.R.).

LES ÉTATS-UNIS VONT DEMANDER A L'ONU DE METTRE HORS LA LOI LE TERRORISME INTERNATIONAL

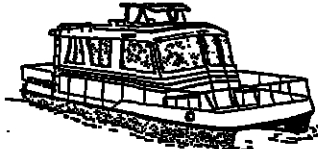
Le Conseil de sécurité des Nations unies reprend ce lundi 12 juillet son débat sur le raid israélien d'Entebbe. Les pays africains et les pays non alignés qui siègent actuellement au Conseil réclament la condamnation d'Israël pour avoir violé la souveraineté de l'Ouganda. Ils présentent un texte en ce sens, qui n'a pas encore été adopté et qui se heurte sans nul doute au veto des Etats-Unis dont le représentant expose cette semaine la position.

M. Kissinger a révélé samedi, au cours d'une conférence de presse, que les Etats-Unis demandaient que l'ONU mette hors la loi le terrorisme international.

Washington s'efforce d'obtenir

l'appui d'autres pays membres du Conseil de sécurité : « Nous n'avons pas encore obtenu de consensus », remarque le secrétaire d'Etat américain, et si nous ne pouvons parvenir à cet accord, nous présenterons le projet de résolution par nous-mêmes ».

A Bonn, où ils se sont réunis vendredi et samedi derniers, les présidents des Parlements de quinze des dix-huit pays membres du Conseil de l'Europe, dont ceux des neuf pays de la C.E.E., ont adressé aux Parlements nationaux un appel pour une solution à l'échelon mondial du problème de la lutte contre le terrorisme. — (A.F.P., U.P.I.)



CROISIÈRES FLUVIALES

location à la semaine ou au week-end

de vedette fluviale de grand confort (4 à 6 personnes)

Départ de Paris (Port de Draveil). Nombreux itinéraires sur la Seine, la Marne et l'Yonne.

SCARATOUR - Tél. 887.23.19 ou 942.32.12. C'est un service de la Compagnie des Sablières de la Seine.

مكتبة الأمل

PROCHE-ORIENT

Soudan

Le président Nemeiry annonce que sept cents des conjurés du 2 juillet ont été tués

Le président Nemeiry a annoncé, dimanche 12 juillet, que plus de sept cents conjurés à la tentative du coup d'Etat du 2 juillet ont été tués et plus de trois cents autres arrêtés.

Le dernier bilan officiel faisait état d'une soixantaine de morts parmi les militaires et de seize chez les policiers.

Khartoum. — Dans la capitale soudanaise, la tentative de coup d'Etat du vendredi 2 juillet s'est terminée par une victoire décisive du régime.

Le général Nemeiry, chef de l'Etat, a prévenu sans ambiguës ses compatriotes qu'il fallait s'attendre à des difficultés dans l'avenir du pays, d'où sont originaires plusieurs des conjurés. On apprend qu'il y a trois mois les autorités avaient intercepté à Koutoum, dans l'ouest du Soudan, « deux cent trente hommes

De notre envoyé spécial

armés venant de Libye », et que, dans la nuit du 1^{er} au 2 juillet dernier, la police avait arrêté cinquante-cinq cadres des Frères musulmans. La sortie du territoire national resta interdite aux Soudanais non munis d'une autorisation spéciale.

Dans la capitale, on commence à réparer les dégâts causés par les obus des conjurés à des bâtiments publics. La police couvre-t-elle n'est plus en vigueur que de 22 h à 5 h du matin. Les langues se délient peu à peu. Un membre civil influent du gouvernement, évoquant l'« énigmatique voyage » à Tripoli et à Khartoum, peu de jours avant le coup d'Etat manqué, de l'ambassadeur égyptien Vinnogradov, retient la possibilité que celui-ci, sous couvert de parler du Liban, où le Soudan participe à la force arabe de sécurité, soit venu lui pour conseiller aux communistes soudanais de se rallier à la conjuration si elle réussissait.

« L'installation à Khartoum d'un régime pro-Israël et pro-occidental aurait eu pour effet d'isoler l'Egypte. Quelle revanche pour Moscou ! », conclut notre interlocuteur.

Bien que toutes les armes prises aux conjurés soient de marque soviétique, la bénédiction du Kremlin au complot du 2 juillet reste une hypothèse. En revanche, les contours du danger de la conjuration, ainsi que ses ramifications libyennes, se sont peu à peu précisés ces derniers jours à travers les déclarations de plusieurs prisonniers, les propos de personnalités soudanaises appartenant ou non au régime, et les récits de témoins étrangers des événements du début du mois.

La conviction générale aujourd'hui à Khartoum est que l'affaire du 2 juillet doit être attribuée aux diverses forces islamiques traditionnelles (ou aux partis dissous à travers lesquels elles se manifestent), regroupées sous la houlette de M. Seddik El-Mahdi, chef du parti de la Oumma (Communauté musulmane). La non-participation de l'armée soudanaise est admise par tout le monde. Le responsable militaire du complot, M. Mohamed Nour Saad, est certes un ex-général de brigade, mais il avait été chassé de son corps en 1974, le pouvoir « doutant de son loyalisme ». M. Mohamed Nour Saad est, comme le lieutenant-colonel Hassan Hussein, l'un des auteurs de la tentative de putsch de septembre 1975. Comme nombre

de conjurés du 2 juillet, il est issu d'une famille d'obédience mahdiste de l'ouest du pays.

Longtemps le sud de la Libye et le Tchad, l'ensemble désertique occidental formé par le Darfour et le Kordofan est une immense contrée peuplée d'Africains arabes très pauvres, très religieux et très nationalistes. C'est la Vendée du Soudan.

Plusieurs « mercenaires » soudanais arrêtés après l'échec du coup d'Etat de jeunes paysans pieux et crédules, ont affirmé qu'ils avaient été recrutés en Libye (où ils étaient allés chercher un emploi « pour venir rétablir l'islam à Khartoum »). Des fidèles du Mahdi, plus chevronnés, ont proclamé à la télévision, avec le feu du fanatisme dans le regard, qu'ils se sentaient appelés, maintenant que le sang de l'île d'Aden était versé.

En 1970, dans cette grande île du Nil Blanc, à environ 150 km. au sud de la capitale, les partisans du président Nemeiry déclenchèrent les mahdistes. C'est en invoquant ce souvenir que des insurgés du 2 juillet sont entrés dans nombre de maisons de Khartoum et y ont tué tout le monde, y compris les enfants.

La participation de « mercenaires » étrangers ne peut plus être mise en doute dès lors que des témoins dignes de foi ont reconnu parmi les prisonniers des Éthiopiens vivant au Soudan, et que des Saras du sud du Tchad (l'éthnie de feu le président Tombalbaye), arborant sur le visage des scarifications caractéristiques de cette tribu, ont été présentés à la presse, ainsi que des Maliens.

Selon M. Mansour Khalid, titulaire du portefeuille de l'éducation tout en étant le conseiller occulte du président pour les affaires internationales, « le Soudan avait depuis trois ans que des camps d'entraînement existaient contre lui à Koutoum et à Oualat, dans le sud-est de la Libye. Le président Nemeiry en avait parlé en vain au colonel Kadhafi, qui prétendait que ces camps servaient à l'entraînement contre Israël... C'est le président qui a autorisé une participation étrangère est découragée dans un complot contre le régime du président Nemeiry. C'est très grave. Ce qui est rassurant, en revanche, c'est la faible participation intérieure au complot ». Selon M. Mansour Khalid, Khartoum dément les preuves que, « si tôt au pouvoir, M. Seddik El-Mahdi et ses alliés seraient l'unité avec la Libye, en guise de reconnaissance pour l'aide de Tripoli ».

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

BIBLIOGRAPHIE

Les mémoires d'un Palestinien

Voilà un livre émouvant et beau, et qui pourtant ne parle que de violence, voilà un livre où est la mémoire de tout un peuple, et qui cependant est écrit sur le ton simple de la conversation ; un livre qui est une conversation limpide, sans haine, sans la moindre concession non plus à la facilité qui serait de convaincre à moitié ou de plaquer par le teneur ou l'on feindrait de s'aggraver. Mme Eugénie Chahar, qui a écrit le témoignage de Mahmoud Issa, dont le nom de guerre est Selim, sous le titre « Je suis un Palestinien », ne fera à cet ouvrage qu'un seul reproche : ce titre, et la photo qui l'illustre, car ils donnent l'un et l'autre au lecteur une impression d'agressivité qui n'a rien de la sérénité, l'aspect de douceur même que la souffrance et l'humiliation réelles donnent en fin de compte au récit de ce combattant.

Cela pourrait commencer ainsi : « Je suis né à Saint-Jean-d'Acre, ma mère était Vénétoise ; à l'âge de cinq ans, j'ai découvert la violence et j'ai connu l'exil ; j'ai moi-même été conduit à la violence, mais je suis toujours en exil » ; et je ne connais pas la fin de cet exil, j'ai la conviction que mon fils la connaîtra.

Selim a tout fait. Il était, en mai 1968, à la bataille de El-Karam, qui donna aux Palestiniens la première preuve qu'ils pouvaient remporter, bien qu'ils fussent inférieurs en nombre et en armes, une victoire armée : « Des centaines d'hommes armés, insubordonnés, abandonnant le terrain devant notre attaque », en décembre de la même année, c'est lui qui fait

sauter un avion d'El Al sur l'aéroport d'Athènes. Il explique longuement les principes et les mobiles de l'opération : aboutir au succès qui permettra de parler à la face du monde, de vaincre la conspiration du silence, « punir la politique stérile et la haine des nous bâillonner, quel qu'en soit le prix, puisque Tel-Aviv préfère sacrifier ses otages plutôt qu'il d'entendre nos revendications ».

Ensuite, Selim découvre un autre exil, sans doute le plus douloureux : celui qu'éprouve chaque jour d'avantage son peuple au cœur même du monde arabe, qui, pourtant, se dit « arabe » et « musulman ». On reproche couramment aux Palestiniens de ne s'être pas intégrés dans les pays où ils se sont installés. Mais que vous voulez dire ? Ce qui s'est passé en Jordanie en 1970, ce qui se passe au Liban aujourd'hui, montre que les juifs n'ont pu s'intégrer dans un monde où ils sont dispersés depuis des siècles, on ne doit pas s'étonner qu'il en soit de même pour nous après seulement vingt-cinq ans d'exil. Beaucoup ignorent que les pays arabes ne se ressemblent pas plus entre eux que les européens. L'intérêt par les Bédouins au camp d'Al-Jaïr en 1970, Selim devait découvrir la haine de ceux qui, quelques mois auparavant, l'accueillaient partout en héros à son retour d'Athènes. Il en tire une conclusion : « Les pays arabes de type bourgeois ne sont pas taillés pour lutter contre un régime de type colonialiste comme Israël ». Cette conclusion, qu'elle soit musulmane, qu'elle soit chrétienne, qu'elle soit juive, elle est la même : la condamnation du régime de la société se mirent aux fenêtres pour ne rien manquer du spectacle qu'offraient les camps

sous les tirs de roquettes, et elles applaudissent devant ce feu d'artifice qui allait les libérer de nous. Cela m'a laissé indifférent. Une guerre de religion ? Selim sait que c'est une sinistre plaisanterie de plus : « Au Liban, où la religion nous sépare plus que nous ne nous unit, nous ne nous sommes plus qu'ailleurs que Dieu nous a abandonnés. »

Cet abandon de Dieu, cet abandon des hommes, c'est la surhumaine qu'il faut trouver au plus profond de soi pour faire exploser une colère sacrée dans l'indifférence dorée du monde, voilà la grande violence que Selim, dans ce livre, nous fait découvrir. C'est la violence qui, dans la violence, nous fait découvrir que nous sommes seuls. C'est la violence qui, dans la violence, nous fait découvrir que nous sommes seuls. C'est la violence qui, dans la violence, nous fait découvrir que nous sommes seuls.

Ph. de SAINT-ROBERT.

* Mahmoud Issa, alias Selim, le héros de l'opération, est à l'heure de la publication de ce livre, à l'âge de 22 ans, à l'École Supérieure de la Défense, à Beyrouth.

AMÉRIQUES

LA CONVENTION DÉMOCRATE DE NEW-YORK

M. JIMMY CARTER
EST ASSURÉ DE L'EMPORTER

(Suite de la première page.)

L'ère des affrontements est dépassée, au grand regret des observateurs observants qui évoquent les bagarres de Chicago en 1968 où de jeunes contestataires furent matraqués par la police, ou encore la convention de Miami en 1972 où la désignation de McGovern déclencha quasiment une guerre civile au sein du parti. Cette fois aucune violence n'est à craindre. À l'extérieur, c'est très sage : les adversaires de l'avancement et les « homosexuels » ont été écartés dans l'espace réservé aux démocrates. La mobilisation policière est tout de même imposante (New-York est une ville qui reste dangereuse à certains moments), et une spéciale — très contestée — a été votée la semaine dernière pour permettre d'arrêter préventivement les manifestants. Les nombreuses dans le secteur.

La convention de New-York s'ouvre ainsi dans un climat d'unité. La seule note discordante, à ce jour, vient des femmes démocrates qui voudraient obtenir une représentation égale à celle des hommes à la convention de 1980. Jimmy Carter, qui a refusé leur demande, paraît maintenant disposé à un compromis. De tous les horizons du parti, on paraît prêt à arrêter les angles.

Le paradoxe et ce qui fait l'originalité de cette convention est que Jimmy Carter est encore un homme isolé, soutenu seulement par une minorité (surtout des Noirs) et entouré de gens dont certains l'ont combattu ouvertement. Ainsi la phase finale de ce que l'on appelle déjà le « coup » ou le « miracle politique » de Jimmy Carter s'annonce difficile.

Sortant du clair-obscur dans lequel il s'est complu jusqu'ici, il doit maintenant gagner les cours des démocrates, dissiper toute leur méfiance et les faire passer de la rébellion à un soutien enthousiaste. En même temps, s'adressant pour la première fois à une assemblée nationale et internationale, il doit, de la tribune de la convention, lancer un message assez inspiré pour galvaniser l'opinion américaine et affirmer sa stature d'homme d'Etat.

Ainsi, le provincial Jimmy Carter, qui, jusqu'à présent, a limité ses apparitions à de petites villes, fait à New-York ses débuts sur la grande scène nationale et internationale. Beaucoup parmi son jeune entourage — ils ont une trentaine d'années en moyenne — se montrent nerveux à la veille de cette grande première. Jimmy Carter manifeste plus de sérénité. Il reste l'homme des certitudes, lui qui, dès le début de sa campagne, annonçait sans broncher qu'il serait président des États-Unis.

HENRI PIERRE.

● M. Ronald Reagan a en partie comblé son retard sur le président Ford en assurant les suffrages de quinze des seize délégués choisis le 10 juillet par les comités électoraux du Colorado.

Le succès de l'ancien gouverneur de Californie était prévu, mais crucial pour lui s'il voulait conserver des chances lors de la Convention de Kansas-City, le mois prochain. M. Reagan dispose maintenant de 999 délégués contre 1 037 au président Ford (1 130 sont requis pour l'investiture). 173 délégués sont toujours officiellement non engagés, et ils restent à désigner. — (A.F.F.)

Un rituel démocratique

New-York. — Les Conventions — démocrates et républicaines — se réunissent tous les quatre ans au cours de l'été qui précède les élections présidentielles afin de désigner celui qui portera les couleurs du parti dans la course à la Maison Blanche. Les délégués choisis par tous les États (par le truchement des « primaires » ou par désignation des « machines ») se réunissent en congrès et votent autant de fois qu'il est nécessaire jusqu'à ce qu'un des candidats à l'investiture obtienne la majorité requise.

La plupart des délégués viennent à la Convention avec un mandat, c'est-à-dire qu'ils sont tenus de voter pour un candidat précis, au moins au cours du premier tour de scrutin. D'autres (« Uncommitted ») arrivent sans mandat et répondent à leur voix — lorsqu'ils peuvent faire pencher la balance en faveur d'un candidat — en échange de postes dans l'administration ou de largesses gouvernementales envers leur État. En réalité, la Convention donne, tous les quatre ans, l'illusion que la coalition hétéroclite des cinquante partis locaux (un par État), qui portent le même nom, forment un parti national.

On peut distinguer, pour l'essentiel, deux types de Conventions. Celle qui est chargée de départager deux ou plusieurs candidats quand les jeux ne sont pas faits. Elle peut être houleuse et même volcanique. Celle, au contraire, qui est uniquement chargée d'introniser le candidat qui, au terme des « primaires », n'a plus de concurrent (c'est le cas de Jimmy Carter). Son déroulement est sans surprise, comme celle des Républicains en 1972 où les modalités d'événements — y compris les applaudissements — avaient été réglées à l'avance.

Le premier jour, on assiste à la bataille des accréditations (le droit de siéger de certaines délégations, fait parfois l'objet de vives contestations). Le deuxième jour, le « Keynote » (désigné qui est généralement une figure de proue du parti) présente la « plateforme » (programme). Celui-ci est rédigé en termes suffisamment vagues pour ne pas engager le futur président. Le troisième jour, enfin, on procède au vote.

L'annonce des résultats après chaque scrutin est ponctuée de hurlements, d'effusions impétueuses, d'une folle agitation de pancartes et derapeaux. Le succès du candidat — futur chef de l'exécutif et guide spirituel de la nation — se déroule dans une atmosphère de kermesse. Les délégués portent des canotiers revêtus de la banderole indiquant leur choix. Des orchestres jouent sans discontinuer. La cérémonie, assez vulgaire, incarne néanmoins un processus démocratique qui apparaît assez authentique.

LOUIS WIZNITZER.

Pérou

L'échec du soulèvement de Chorillos est une victoire pour l'aile gauche du gouvernement

Le général Fernandez Maldonado, chef d'état-major de l'armée et premier ministre, a lui-même annoncé, samedi, l'échec de la rébellion du général Carlos Bobbio Centurion, commandant le centre d'instruction militaire de Chorillos (« le Monde » daté 11-12 juillet). C'est une victoire pour l'aile gauche révolutionnaire de l'armée, dirigée par le général Fernandez Maldonado, mais le soulèvement avorté met en lumière les graves divergences au sein des forces armées.

Lima (A.F.F.). — Le général Carlos Bobbio Centurion, commandant du centre d'instruction militaire de Chorillos, a été révoqué de son commandement. Le général Bobbio, qui a été révoqué de son commandement, a été révoqué de son commandement. Le général Bobbio, qui a été révoqué de son commandement, a été révoqué de son commandement.

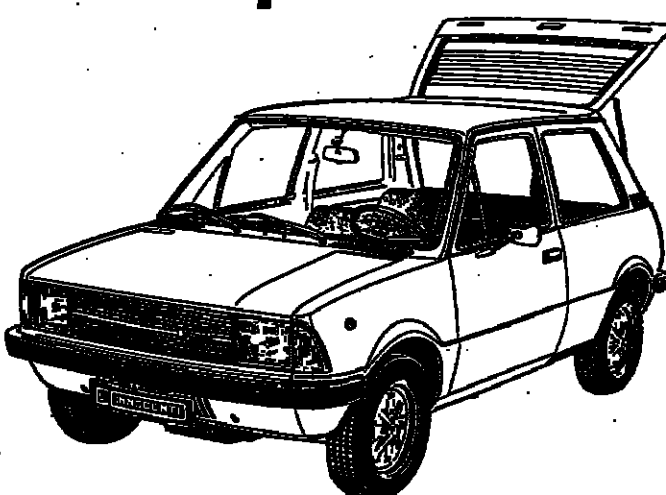
La rébellion du général Bobbio aurait été provoquée par son refus d'accepter sa mise à la retraite, qui ne devait intervenir normalement qu'en 1981. Les officiers de son commandement ont fait cause commune avec lui. Un communiqué officiel diffusé samedi soir déclare : « Devant la décision du chef de l'armée de demander son départ à la retraite au général Bobbio, les officiers de son commandement ont pris la décision de se soulever. »

Cette attitude ne cherchait pas à remettre en cause le processus révolutionnaire péruvien ni son chef, le général Francisco Morales Bermúdez. Des groupes politiques révolutionnaires ont essayé d'exploiter cette situation au bénéfice de leurs menées anti-nationales. Devant cette situation, le général Bobbio et ses officiers, placés devant toute autre considération l'unité institutionnelle et la loyauté à la patrie, ont mis fin à leur attitude rebelle. »

Le communiqué ne fournit aucun détail sur les « raisons dûment justifiées » d'une mesure de départ à la retraite anticipée qui, en octobre dernier déjà, avait concerné deux autres officiers supérieurs, les généraux Rodríguez, commandant de la zone militaire de Lima, et José Graham, chef du comité de conseil de la présidence.

Les événements de vendredi interviennent en pleine crise économique alors que les mesures d'austérité prises la semaine dernière par le gouvernement ont provoqué un mécontentement populaire qui a contraint les autorités militaires à déclarer l'état d'urgence et à suspendre les garanties constitutionnelles.

Innocenti: disponible sous 24 heures



Innocenti existe en 2 modèles: 90L 6 CV* 18.210 F et 120L 7 CV* 19.510 F. Innocenti est une 3 portes de 3,12 m.

Avec du style et du sens pratique, c'est la petite voiture des grandes vacances.

Choisissez votre financement:

Crédit 20% comptant 1^{re} traite après 3 mois ou Leasing Dépot de 10% du prix (restitué en fin de location) remboursement en 48 mensualités.

* prix clé en main au 12 juillet 1976 - essai et vente chez les 250 concessionnaires Austin en France. Leasing CGL - Crédit CGI



MARIO
est heureux de vous recevoir dans un nouveau cadre
JEUNES D'AFFAIRES
MINIERS SOUPERS
à rue des Ecoles, Paris 5^e
Réservez votre table à 228.85.85. Parking
Ferme le J-1
Spécialités italiennes de 2 unités de cuisine

CROISIÈRES FLUVIALES
location à la semaine ou au week-end
Belle Rivière de la Garonne
(4 à 6 personnes)

MAJOUR
Départ de 10h
Belle Rivière de la Garonne
(4 à 6 personnes)

ASIE

HONGKONG, OU LE CAPITALISME AU SERVICE DE LA CHINE

III. - Une maison de rendez-vous

De notre envoyé spécial PHILIPPE PONS

Dans les précédents articles (Le Monde, daté 10 et 11-12 juillet), notre envoyé spécial a décrit les mécanismes du développement de Hongkong et les conséquences sociales de la politique du « laissez-faire » pratiquée par le gouvernement. Il analyse ci-dessous le principal facteur de la prospérité de Hongkong : la politique de la colonie à l'égard de la Chine britannique.

Hongkong. — « Hongkong sert avant tout l'économie de la Chine. » Ce commentaire d'un diplomate à l'égard d'une boutade, il l'explique cependant la survie et la prospérité d'une enclave coloniale en terre chinoise. Pékino pourrait, dit-on, récupérer le territoire sur un simple coup de téléphone. Les émeutes de 1967-1968 ont prouvé que la Chine est en mesure de mobiliser en quelques heures une bonne partie de la population. Quant aux Britanniques, ils l'ont rappelé à plusieurs reprises, ils ne tireraient pas un coup de feu pour défendre la place.

Londres et Pékino sont d'accord pour considérer que Hongkong n'a jamais cessé d'être chinois. En 1972, aux Nations unies, les Chinois ont demandé que Hongkong et Macao ne figurent plus sur la liste des colonies et que le comité de décolonisation de l'Organisation cesse de s'occuper dans les affaires des deux enclaves, « occupées » par les autorités britanniques et portugaises. Mais, rien n'a changé. La Chine ne reconnaissant pas ce que elle considère comme une « traite indigne », cette enclave est inexistante, vous dit-on. En d'autres termes, le *statu quo* durera aussi longtemps que la Chine le voudra.

Il peut cependant paraître paradoxal que les Chinois, qui se sont faits les avocats de la libération des peuples opprimés, acceptent que quelque quatre millions de leurs compatriotes continuent à être soumis à la « main-d'œuvre » de la colonie. Mais la Chine bénéficie de la sorte des mécanismes du libéralisme économique.

Hongkong est, pour la Chine, une porte ouverte sur le monde extérieur. Dans un sens, certes différent de celui que Robbes-Gillet donnait à l'expression en situant l'un de ses romans dans la colonie, Hongkong est « une maison de rendez-vous ». L'enclave permet aux Chinois d'entretenir des contacts courants et généraux d'affaires avec les groupes financiers et industriels internationaux sans être obligés de laisser des étrangers installer des « antennes » à Pékino, Changhai ou Canton.

A L'ONU, à la frontière chinoise, les voyageurs doivent subir toutes sortes de formalités. En revanche, chaque jour, des centaines de wagons de marchandises passent dans les deux sens, sans le moindre arrêt. Hongkong est un sas qui permet de passer du socialisme au capitalisme, et inversement. En 1975, les importations de la colonie ont représenté 68 milliards de dollars (HK), en augmentation de 13,5 % par rapport à l'année précédente. Sur ce total, des produits d'une valeur de près de 2 milliards étaient réexportés. La colonie est le principal fournisseur de la Chine après le Japon et les Etats-Unis (devançant même parfois ces derniers) et absorbe pratiquement 30 % des exportations de la Chine vers le monde non communiste. Mais, alors qu'avec le Japon et les Etats-Unis, la Chine entretient un déficit important, la balance commerciale avec Hongkong lui est favorable.

Les Chinois — non moins pragmatiques que les Anglais — accordent désormais une priorité absolue au critère de rentabilité dans leurs relations avec Hongkong. Ils envisagent de doubler la voie ferrée entre Canton et la colonie par laquelle, l'année dernière, ont transité plus de 12 millions de tonnes de marchandises, provenant, en majeure partie, de Chine.

Hongkong, avec ses équipements particuliers (transmises, câbles de la main-d'œuvre et des salaires), l'Indonésie et Singapour. La Thaïlande reste le seul membre de l'ASEAN, à n'avoir pas de relations diplomatiques avec Hanoi. — (A.F.P.)

La Chine trouve un autre avantage à Hongkong : la sous-traitance. Les Chinois sont en effet des premiers fournisseurs de pièces détachées des transistors fabriqués dans la colonie. L'année dernière, les ventes de résistances en provenance de Chine ont augmenté de 40 %. Et, depuis quelques années, une intense publicité dans les journaux de la colonie vante les produits chinois semi-finis.

Hongkong est avant tout pour la Chine une place financière de premier ordre. Ne publiant que des statistiques des entrées et des sorties de capitaux, ne distinguant pas entre opérations des résidents et des non-résidents, la colonie, qui est en outre une plaque tournante des affaires des différentes communautés chinoises d'outre-mer, permet à Pékino de mener toutes sortes d'opérations. Au début de Des Voeux Road, ce Wall Street de la colonie, à une centaine de mètres de distance, deux couples de lions, l'un en pierre, l'autre en bronze, se succèdent : les premiers « gardent » l'entrée de la Hongkong and Shanghai Banking Corp., la principale banque de la colonie ; les seconds, celle de la Banque de Chine. Enorme bâtiment de trente étages, dont la lourde architecture rappelle celle des immeubles du Bund à Changhai, la banque au sommet de laquelle grille, le soir, en immenses caractères rouges le slogan : « Longue vie au président Mao », a été construite dans les années 30. T.V. Soong, le banquier shanghaien, beau-frère de Tchang Kai-shek.

La colonie est la principale source de devises de Pékino — la moitié peut-être des recettes chinoises. Le montant des réserves de la R.P.C. demeure secret. Les milieux bancaires de la colonie esti-

ment qu'il est assez faible. Pékino, se méfiant des fluctuations monétaires, préfère régler ses échanges le plus rapidement possible.

Le développement du commerce extérieur chinois a conduit à une multiplication rapide du nombre des affaires traitées par la Banque de Chine. On estime que les dépôts s'élevaient en 1973 à 2,5 milliards de dollars. Les banquiers chinois cherchent à canaliser vers leurs bureaux aussi bien les petits dépôts que les grands. Très affables, les employés de la Banque de Chine vous expliquent longuement comment ouvrir un compte dans une des monnaies cotées par rapport au renminbi (1). Libellé en monnaie chinoise, ce dépôt rapportera un intérêt annuel de 6 % et sera remboursé en dollars (HK). Récemment, la Banque a ouvert des comptes de dépôt en dollars américains portant intérêt à 5,75 % contre 5,5 % dans les autres banques. Compte tenu de la stabilité du yuan, les placements équivalent à un taux de 11 % en Occident. La Banque de Chine propose également des assurances-vie, toujours en renminbi.

La nécessité de trouver des devises a conduit ces dernières années les Chinois à des opérations subtiles. La Banque de Chine dispose des renminbi dans les sucursales de certaines banques japonaises et notamment, en échange, ces banques déposent des devises (Deutschmarks et francs suisses) à la Banque de Chine. Ces dépôts sont rémunérés au taux d'intérêt pratiqué sur le marché de l'euro-dollar. Les dépôts des banques étrangères étant généralement beaucoup plus importants que ceux de la Banque de Chine, l'opération équivaut à un emprunt déguisé.

L'édification du socialisme

La Chine permet aussi à la colonie de vivre et de prospérer. Elle lui fournit les cinq sixièmes de ses produits alimentaires, son charbon et le sable pour construire des grattes-ciels, et lui vient en aide lorsque la conjoncture est défavorable. Si Hongkong a pu amorcer le choc de la chaîne du commerce, c'est grâce à la Chine. Dans de nombreux cas, notamment pour la fourniture de pétrole et de produits de première nécessité, la Chine a pratiqué des tarifs préférentiels aux banques de la colonie. Et Pékino a acheté à plusieurs reprises à la colonie des marchandises — notamment des textiles qu'elle produit pourtant à meilleur compte — au prix d'une branche qui emploie 40 % de la main-d'œuvre. Si, d'autre part, il n'y a pratiquement pas eu de grèves à Hongkong depuis 1973, c'est grâce aux salaires ont été fixés de 10 % et que le chômage frappe (vraisemblablement, car il n'y a pas de statistiques) près de 12 % des travailleurs, c'est en grande partie grâce à la Chine.

A l'exception d'un petit secteur indépendant, la plupart des syndicats d'employés et d'ouvriers relèvent de l'une des deux fédérations syndicales locales. Le Conseil des syndicats de Hongkong et Kowloon est politiquement à droite et affilié à l'International Confederation of Free Unions. En revanche, la Fédération des syndicats de Hongkong est d'obédience communiste. Sensiblement plus importante, elle rassemble soixante-six trade-unions, dont les plus importantes sont celles de la construction maritime, des industries textiles et du secteur des services.

La presse chinoise communiste analyse détaillée des problèmes ouvriers. En revanche, elle a peu de perspectives de lutte. Les objectifs du mouvement syndical, tels qu'ils sont définis par le secrétaire général de la Fédération des syndicats de Hongkong (communiste), sont loin d'être concrets (étudier la théorie de la dictature du prolétariat et les documents de la quatrième assemblée populaire de la R.P.C., etc.). Deux journaux communistes, le *Wen Wei Po* et le *Ta Kung Pao* ont, en 1975, présenté des études qui résument assez bien la position, ambiguë des syndicats, et, partant, de Pékino : Hongkong servait-il, revêt une importance particulière dans l'économie nationale (celle de la Chine). C'est pourquoi les ouvriers de la colonie, bien que subissant le joug du colonialisme, sont aussi à l'avant-garde de l'édification du socialisme et aux avant-postes de la lutte contre les super-puissances.

A la lumière de ce texte, l'« aide » que la Chine apporte à la colonie prend une autre dimension. « Il s'agit avant tout, nous explique une personnalité qui passe pour refléter les opinions de Pékino, d'éviter que la crise ne pèse sur les travailleurs. En pratiquant les prix mondiaux, la Chine accentuerait la pression inflationniste sur Hongkong et contribuerait à déstabiliser davantage les conditions de vie des travailleurs. » Notre interlocuteur omet de dire que la solidarité de la Chine permet aussi à Hongkong de conserver sa compétitivité sur les marchés mondiaux.

En contrepartie des bénéfices

que tire la Grande-Bretagne de cette situation, la Chine lui demande seulement de protéger ses intérêts et de limiter la présence soviétique à Hongkong. Ce que le gouvernement a toujours fait (2). En 1972, par exemple, il a démantelé un important réseau d'espionnage soviétique. Excepté les quelques Russes qui s'occupent, officiellement, de la réparation des bateaux, le gouvernement de Hongkong a toujours réussi à éviter une implantation soviétique dans la colonie. L'opération équivaut à un emprunt déguisé.

Argentine

● CENT TRENTA REFUGIÉS POLITIQUES chiliens, argentin et uruguayens ont été transférés dans un autre pays, samedi 10 juillet, à Buenos Aires. Ces exilés, placés sous la responsabilité du haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, se sont joints à ceux qui ont été transférés par avion, samedi 10 juillet, à Rio. L'opération de la mort compte plus de huit cents assassinats à son actif au cours des trois dernières années. — (A.F.P.)

● LES FORCES DE SÉCURITÉ ont décapité, samedi 10 juillet, à 18 kilomètres à l'ouest de Buenos Aires, le corps d'un officier aviateur, le colonel Carlos R. Berio Echegoyen, enlevé en avril dernier et qui aurait été tué « récemment », précise un communiqué. En revanche, il est conduit à la découverte, un guerrier a été tué et un autre blessé. D'autre part, le président Videla a déclaré à la télévision que la tâche des militaires ne sera terminée qu'avec l'annihilation totale et définitive du terrorisme dans le pays. — (A.F.P., Reuter, A.P.)

Australie

● PLUS DE DEUX MILLIONS DE TRAVAILLEURS ont fait grève lundi 12 juillet pour protester contre le projet de gouvernement de réformer l'assistance médicale, jusqu'à présent gratuite. — (Reuter.)

Berlin-Ouest

● M. HERMANN OXFORT, sénateur à la justice de Berlin-Ouest, a donné sa démission le 10 juillet, à la suite de l'évasion de quatre détenus anarchistes (Le Monde du 8 juillet). Très affecté par les violentes critiques dont il a été l'objet, notamment de la part de l'opposition chrétienne-démocrate, M. Oxfort, qui est libéral, a estimé que « dans une affaire d'une telle gravité et avec de telles répercussions politiques », cette conclusion s'imposait, bien qu'il « ne se sente responsable d'aucune faute personnelle ». — (A.F.P.)

Singapour, à bien essayé en 1975, par le biais d'un accord avec Dave and Mosbert Holding de Hongkong, de faire son entrée dans la colonie. Elle a échoué. Les Soviétiques tentent également, avec l'aide, vraisemblablement, des Chinois nationalistes, d'accroître leur présence, notamment par le biais d'agences de tourisme (Le Monde du 19 juillet 1975). Récemment, le *Ta Kung Pao* annonçait des tentatives d'infiltrations d'éléments prosoviétiques dans les syndicats des chantiers navals affiliés à la fédération syndicale de droite — contrôlée, dit-on, par Taiwan.

Les incidents sont cependant rares et le bilan-perspective que dresse devant nous le secrétaire colonial, Sir Denis Robert, est optimiste. « Nos relations avec la Chine reposent sur une base solide et réaliste », conclut-il. Le système est en tout cas d'une remarquable souplesse et explique que Hongkong soit l'un des rares lieux au monde où l'aventure de l'économie soit envisagée sereinement.

Optimisme raisonné si on se réfère aux statistiques. Après une année 1976 au cours de laquelle la croissance a été de 8,3 %, mais qui a permis de ramener l'inflation à 1 %, le gouvernement envisage une croissance de 8 % en 1977. Les industriels sont constants, après un fléchissement au début de l'année passée, ont repris pour enregistrer une augmentation de 4 %. Le dollar de Hongkong, qui a été maintenu à un niveau stable, est à son niveau le plus élevé : 49 à 50 au début de l'année 1976. Le chômage tend à diminuer. Les commandes de mandes des entreprises sont pleines.

Si Hongkong paraît à l'avant-garde de la reprise dans le monde capitaliste, on aurait tort de mettre ce succès au compte des seuls mécanismes du libre-échange. Le libéralisme triomphant de Hongkong ne peut fonctionner que grâce aux additifs chinois. L'intelligence des Britanniques est de comprendre que leurs intérêts coïncident avec ceux de la Chine.

FIN

(1) Le renminbi est la monnaie qui sert dans les règlements extérieurs de la Chine. Les francs français = 65,5 renminbi.
(2) Selon le « South China Morning Post » du 4 avril, le gouvernement a refusé de laisser des avions militaires attention les cargos cubains qui sont de plus en plus nombreux à mouiller dans le port.

A TRAVERS LE MONDE

Bésil

● HUIT ANCIENS POLICIERS ET QUATRE CIVILS, accusés d'avoir participé à quinze assassinats attribués à l'Escadron de la mort, ont été condamnés à des peines de prison préventive, samedi 10 juillet, à Rio. L'Escadron de la mort compte plus de huit cents assassinats à son actif au cours des trois dernières années. — (A.F.P.)

Cambodge

● POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS LA VICTOIRE DES KHMERS ROUGES, en avril 1975, une délégation de journalistes étrangers s'est rendue au Cambodge, où elle est arrivée le 10 juillet, indique Radio-Phnom-Penh. — (A.F.P.)

Chili

● LA GRANDE-BRETAGNE a officiellement reconnu, samedi 10 juillet, la mission de son ambassadeur au Chili, M. Reginald Seconda, afin de souligner sa désapprobation du régime militaire chilien. M. Seconda avait déjà été rapatrié à Londres il y a six mois. L'ambassade continuera d'être dirigée par un chargé d'affaires. — (A.F.P.)

Chine

● LE SÉNATEUR AMÉRICAIN HUGH SCOTT, chef de la minorité républicaine au Sénat, est arrivé samedi 10 juillet à Pékino pour un séjour de deux semaines. Il a déclaré qu'il avait entrepris son voyage sur la « suggestion » du président Ford. — (A.F.P.)

● LES CENDRES DU MARECHAL CHU TSEI, décédé le 6 juillet, ont été déposées, dimanche 11 juillet, au cimetière des héros de la révolution, à Pékin. Le président Mao a été présent pour la cérémonie. M. Wang Hung-wei, vice-président du P.C. — (A.F.P.)

Etats-Unis

● UNE GREVE paralyse depuis cinq jours dix hôpitaux municipaux et quarante-sept cliniques privées à New-York. Cette grève des infirmières, techniciens de laboratoire et employés d'hôpitaux (en tout trente-cinq mille personnes) est la plus importante de ce type qui ait été enregistrée aux Etats-Unis. Les grévistes demandent que leurs salaires soient indexés sur le coût de la vie. Mais l'Etat de New-York, pour éviter d'être entraîné dans la banqueroute new-yorkaise, refuse d'aider davantage les assureurs médicaux (Medicaid et Blue Cross), qui se trouvent ainsi dans l'impossibilité d'améliorer les salaires. — (Corresp.)

Japon

Stratégies nippons et américains vont établir des plans d'action commune en cas de crise dans le Pacifique

De notre correspondant

Tokyo. — Pour la première fois depuis la naissance de l'alliance nippo-américaine conclue en 1951 par un traité de sécurité mutuelle, des militaires japonais et américains vont signer régulièrement ensemble, ils vont établir des plans en vue d'une action commune en cas de crise dans le Pacifique et, de façon plus générale, d'étudier les problèmes de défense.

Un nouvel organisme, le « sous-comité de coopération pour la défense », s'est réuni le 9 juillet à Tokyo, pour la tâche, dit un communiqué, de « conduire des études et des consultations concernant l'étendue et les modalités de la coopération entre les Etats-Unis et le Japon, et notamment d'établir des directives sur les mesures à prendre pour assurer une action conjointe et coordonnée de la force japonaise de défense et des forces américaines en cas de crise ».

Le sous-comité est placé sous l'autorité d'un organe existant, le « Comité consultatif nippo-américain de sécurité », qui s'est jusqu'à présent cantonné dans un rôle assez académique. Pendant très longtemps, en effet, l'opinion publique japonaise, en majorité antimilitariste, ne voulait entendre parler ni de la possibilité d'un engagement militaire pour le Japon ni de plans établis en commun avec les Américains pour y faire face. Pour le Parlement et le gouvernement, ce genre de choses était frappé d'une sorte de tabou.

Le courant pacifiste demeure actif, comme l'a prouvé récemment la ratification du traité de non-prolifération des armes nucléaires par Tokyo, mais un réalisme nouveau est apparu dans l'opinion et la presse, qui discutent maintenant ouvertement les problèmes de sécurité. Le sous-comité pourra donc aborder des questions concrètes et va devenir en fait le principal organe d'application du traité de sécurité nippo-américain. On assiste ainsi à un resserrement des liens militaires entre les Etats-Unis et le Japon, celui-ci finissant par se résigner à la nécessité d'une collaboration planifiée. Les deux pays ont ainsi une évolution à celle qu'ils croient discerner dans les rapports entre la France et l'O.T.A.N.

Deux facteurs ont récemment contribué à cette évolution. L'un, dernier, il y en a l'autre du côté

de la Corée du Sud, aussitôt après la victoire des révolutionnaires du Vietnam du Sud. Cette année, l'inquiétude grandit en raison du renforcement de la puissance navale soviétique dans le Pacifique. Le gouvernement japonais a pris en août 1975 l'initiative de la création du nouvel organisme militaire conjoint, qui devrait être mis en place en janvier, mais dont la naissance fut retardée par l'affaire Lockheed et la crise politique qu'elle a provoquée.

Pour apaiser l'opposition de gauche, qui dénonce le traité de sécurité, le gouvernement japonais a proposé de limiter la compétence du sous-comité, demandant qu'il s'occupe seulement de la défense du Japon, selon l'article 5 du traité, mais non de la sécurité de l'Extrême-Orient en général, dont porte l'article 6. Mais Tokyo a cédé, sans guère résister, semble-t-il, aux pressions américaines en faveur d'une compétence élargie. Les Américains soutiennent que la défense de la Corée du Sud est inséparable de celle du Japon, ce que Tokyo admet, ces temps derniers, l'hypothèse d'une crise mettant en danger le Japon engagerait aussi la Corée du Sud. Les Américains veulent être certains, comme l'a indiqué en janvier M. Rumsfeld, secrétaire à la défense, qu'en cas de nouvelle guerre de Corée, Tokyo accepterait que des opérations de combat soient menées par le Pentagone à partir de ses bases du Japon.

La tension en Corée du Sud est cependant retombée, et les Etats-Unis ont mis l'accent, ces temps derniers, sur les relations avec le Japon, sur la nécessité pour Tokyo, de les aider à faire face à une véritable « alerte aux Soviétiques » dans les eaux du Pacifique.

Enfin, les Américains attendaient du sous-comité qu'il se donne pour tâche un resserrement des liens entre les commandements américains et japonais, une répartition des rôles des deux alliés sur les mers et dans les airs, l'élaboration de plans opérationnels communs et la standardisation des armements. A terme, le Pentagone souhaiterait élever la coopération militaire avec le Japon au niveau de celle que les Etats-Unis entretiennent avec les pays de l'O.T.A.N. — (A.F.P.)

Maroc

● A L'OCCASION DE SON QUARANTE-SEPTIEME ANNIVERSAIRE, le roi Hassan II a décoré, le dimanche 11 juillet, de l'ordre de la Marche verte, l'émir Ouloul Al Massirah, qui vient d'être créé, trois mille cinq cents volontaires représentant symboliquement trois cent cinquante mille participants à cette marche qui a permis au Maroc d'étendre sa souveraineté au Sahara occidental. — (Corresp.)

Papouasie-Nouvelle-Guinée

● M. MAORI KIKI, VICE-PRÉMIER MINISTRE, ministre des affaires étrangères, du commerce extérieur et de la défense de Papouasie-Nouvelle-Guinée, a séjourné à U.S.S. du 7 au 9 juillet. Il est le premier dirigeant de ce pays à se rendre en Union soviétique, depuis l'établissement de relations diplomatiques avec Moscou, le 19 mai. — (A.F.P.)

Philippines

● MANILLE ET HANOI ont normalisé, lundi 12 juillet, leurs relations. L'occasion de la visite aux Philippines de M. Phan Hien, vice-ministre vietnamien des affaires étrangères. Les Philippines deviennent le quatrième pays du Sud-Est asiatique à normaliser ses relations avec le Vietnam, après la Malaisie, l'Indonésie et Singapour. La Thaïlande reste le seul membre de l'ASEAN, à n'avoir pas de relations diplomatiques avec Hanoi. — (A.F.P.)

Union soviétique

● M. VLADIMIR LOMONOSOV a été nommé, le 10 juillet, président du comité d'état de la main-d'œuvre et des salaires. Le poste était vacant depuis quelque temps, présidé par un fonctionnaire de source soviétique. — (Reuter.)

● M. WOLFGANG MISCHNICK, président du parti libéral ouest-allemand, fait depuis le dimanche 11 juillet une visite de deux jours à Moscou. — (Reuter.)

محضان الأمل

POLITIQUE

Dialoguant avec M. Raymond Aron sur FR 3

M. Mitterrand définit l'autogestion comme un « contre-pouvoir »

MM. François Mitterrand et Raymond Aron, invités de l'émission diffusée par FR 3, « Les visiteurs du dimanche soir », le 11 juillet, ont discuté des libertés, thème retenu par l'animateur Jean-François Kahn.

M. Aron s'est notamment interrogé sur la concentration de pouvoirs qui résulterait de la mise en application du programme commun de la gauche. M. Mitterrand a répondu que la gauche réfléchit actuellement à ces problèmes et qu'elle s'efforce de définir des contre-pouvoirs à ceux nouveaux qu'elle entend mettre en place. Tel est, selon lui, le sens de l'autogestion, préconisée par le P.S.

Le phénomène de concentration

dénoncé par M. Aron paraît inévitable au premier secrétaire du P.S. Il note que le capital se concentre et que, si la nation ne prend pas en main le contrôle de son économie, celle-ci sera dirigée par les sociétés multi-nationales. L'avantage du système socialiste, selon M. Mitterrand, est que le pouvoir concentré obéit à des règles démocratiques, ce qui n'est pas le cas du système des multinationales.

Sur ce point, M. Aron a estimé que le phénomène de concentration capitaliste est relatif puisque, même si elles se trouvent parfois en situation de monopole dans un pays, les sociétés multinationales demeurent en concurrence au niveau mondial.

UNE ÉLECTION CANTONALE...

HAUTE-CORSE, canton de Nolo-Omessa (1^{er} tour).

Inscr. 5 256; vot. 4 433; suffr. 4 409.

MM. Luciani, C.S. rép. ind. 2 288; répu. Alfonsi, rad. g. 2 123.

[L'élection de septembre 1975 avait été annulée. À l'époque, M. Luciani avait été proclamé élu par le bureau du chef-lieu, mais les élections officielles à la préfecture indiquaient que M. Alfonsi était le vainqueur. L'un et l'autre étaient conseillers sortants, respectivement des cantons d'Omessa et Calasocia, qui ont été regroupés.]

... ET UNE ÉLECTION MUNICIPALE

EUROPE, Louviers (2^e tour).

Inscr. 10 018; vot. 1 427; suffr. 1 157.

M. Patrice Young (Action de gauche), 1 154; élu. Divers, 3.

[Il s'agissait de désigner un conseiller municipal au remplacement de M. Thiers, qui, élu en 1975, a été élu à la mairie de Louviers. M. Young, élu conseiller municipal, était déjà, au premier tour, plus des trois quarts des électeurs s'étaient abstenus. D'ailleurs, le pourcentage atteint 85,5 %. M. Y., avait retiré son candidat entre les deux tours. Avec l'élection de M. Young, la liste d'action de gauche détient quinze sièges contre quinze sièges de la droite, qui jusqu'alors contrôlaient la municipalité.]

MORT

DE Mme SUZANNE CRÉMIEUX
SÉNATEUR DU GARD

Mme Suzanne Crémieux, sénateur du Gard, est décédée à Paris, dans la nuit de samedi à dimanche. Elle était âgée de quatre-vingt-un ans.

Née à Paris le 29 juin 1905, Mme Suzanne Crémieux était la fille de Fernand Crémieux (1857-1928), fondateur, en 1882, de la Fédération radicale-socialiste du Gard, député (1^{er} parti) de 1885, puis député (de 1903 à 1928) de ce département. En 1916, elle épousa Robert Servan-Schreiber (1880-1966), codirecteur, avec son frère Emile, du journal les Échos, qu'ils avaient fondé en 1908. Leur union devait être dissoute en 1944. Journaliste, elle entra en 1928 au parti radical, accédant, deux ans plus tard, au bureau national. Elle devait être, à plusieurs reprises, vice-présidente de ce parti, dans lequel elle joua un rôle parfois important.

En 1945, elle était élue au Conseil de la République pour représenter le Gard. Sénateur radical, elle était battue en 1955, entrant alors à l'Assemblée de l'Union française, puis réélu, en 1959, son siège au Sénat qu'elle devait conserver aux élections de 1962 et 1971. Inscrite au groupe de la gauche démocratique, elle n'avait cessé d'appartenir à la direction du parti radical, qui, en décembre dernier, la réélut à son comité directeur. Elle présidait le groupe d'amitié franco-britannique du Sénat.

De son mariage avec Robert Servan-Schreiber, Suzanne Crémieux avait eu trois enfants. Elle était la mère de M. Jean-Claude Servan-Schreiber, directeur général de la Régie française de publicité, ancien député de Paris et ancien secrétaire général adjoint de l'U.D.R. L'une de ses deux filles, Marie-Claire, a épousé en secondes noces M. Pierre Mendès France. M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, député et président du Conseil régional de Lorraine, président-directeur général du groupe Express, et Jean-Louis Servan-Schreiber, président-directeur général du groupe Expansion, étaient ses neveux. Mme Brigitte Gros, sénateur radical des Pyrénées, sa nièce.

Au Sénat, Suzanne Crémieux sera remplacée par M. Maurice Fontaine, maire d'Aigues-Mortes, viticulteur.

A l'Assemblée nationale

VERS UNE DISCUSSION BUDGÉTAIRE PLUS « SÉRÈNE »

Préoccupés par les conditions de travail particulièrement « harassantes » qui caractérisent à chaque session d'automne la discussion budgétaire au Palais-Bourbon, MM. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, et Jean-Pierre Chevènement, président de la commission des finances, ont recherché ensemble les moyens d'éviter les séances de nuit prolongées et les débats de nuit fréquents, si pénibles pour les députés.

Ils ont ainsi décidé d'entreprendre l'examen des fascicules budgétaires dès le 16 septembre (la présentation du budget de 1977 par le ministre de l'économie et des finances devant intervenir le 15 septembre) afin de commencer l'examen en séance publique le 12 octobre, ce qui permettrait d'utiliser la totalité du jour fixé à l'Assemblée pour se prononcer en première lecture.

Cela implique, précise M. Faure, dans un communiqué, que les membres de la commission des finances devront se retrouver à Paris une semaine plus tôt que de coutume. Le gouvernement devra par conséquent, à la fin de l'été, commencer l'examen de l'ordonnance de décrets, M. Chevènement souhaite que cet effort soit l'occasion de donner « une tournure plus sérieuse aux débats ».

Seule crainte exprimée par le président de la commission des finances : que le gouvernement ne profite du temps ainsi dégagé pour inscrire quelques textes supplémentaires à l'ordre du jour de la prochaine session.

Le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :

L'EAU

Envoyez 8 francs (timbres ou chèque) à APRES-DEMAIN 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 30 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

RELIGION

NON A LA COLLABORATION ENTRE CHRÉTIENS ET MARXISTES

Mgr Elchinger : la lutte des classes donne lieu à un nouveau racisme

« La collaboration entre chrétiens et marxistes » fut le thème de l'homélie que prononce chaque année Mgr Elchinger, évêque de Strasbourg, à l'occasion de la fête nationale.

Le chrétien, a-t-il dit, n'a pas le droit de prendre parti du « malheur des opprimés » et du « péché des oppresseurs ». Depuis par « les lénineux ou le manque de courage de certains démocrates chrétiens », les croyants sont tentés de collaborer active-

ment avec les marxistes. Mais ce faisant, ces chrétiens, « sans le vouloir », se laisseront gagner intellectuellement par le mirage de ce qui est peut-être l'hérésie du siècle [...] la sacralisation de la lutte des classes ».

Celle-ci, estime l'orateur, prend la suite de « la sacralisation d'un nationalisme fanatique » sévèrement condamné par Pie XI.

« En acceptant la lutte des classes comme le principe même de l'organisation de la société,

les chrétiens s'engagent sur une route qui les amène à renier nécessairement des convictions chrétiennes qui sont fondamentales. Ils se trouvent pris dans l'engrenage d'une atténuation dont ils n'auront plus la force de se dégager. (...) »

« On voit la place faite dans la lutte des classes à la violence systématique et à la haine. La lutte des classes crée une atmosphère de soupçon et de mépris, elle donne lieu à un nouveau racisme qui tend à apprécier les personnes uniquement en fonction de la classe sociale à laquelle elles appartiennent. Ce dualisme manichéen est totalement antichrétien. »

« Et lorsque les chrétiens révolutionnaires prétendent rejeter les principes marxistes, mais participer uniquement à une vigoureuse croisade pour plus de justice, ils oublient que « la fin » ne justifie pas les moyens. »

Que faire? Mgr Elchinger estime que, en tout état de cause, « il est trop tôt de constater que, au moment où la révolte des jeunes est souvent l'expression d'une révolte contre « le vide spirituel de l'homme », beaucoup de croyants — et même des pasteurs — dépositaires de la « parole préétablie » que le Seigneur leur a confiée et pour laquelle ils devraient être prêts à tout vendre, oublient le trésor qu'ils possèdent. »

La lutte des classes, poursuit l'évêque de Strasbourg, a fait appel à des méthodes anti-éthiques. Et c'est pourquoi il est impossible de la considérer comme un moyen valable avec la foi chrétienne pour changer le monde. »

Dans ces conditions, Mgr Elchinger propose de remplacer la « guerre sociale par des négociations loyales et pacifiques pour mettre fin aux motifs légitimes de révolte de la part des travailleurs. Ceci impliquerait sans doute « une nouvelle conception » de l'humanité radicale, « chez les uns comme chez les autres et une nouvelle stratégie politique et sociale qui suppose une profonde conversion des mentalités. »

En conclusion, l'évêque réaffirme « le caractère inadmissible pour un chrétien de la lutte des classes selon la conception marxiste », mais tient à distinguer de celle-ci « la lutte ouvrière ».

« Celle-ci est autre chose et reste conciliable avec la foi si l'on n'écoupe pas l'esprit de bêtise [...] L'amour est finalement plus fort et plus efficace que la haine. »

Cavalier seul !

Que Mgr Elchinger le veuille ou non, ses propos prennent une coloration particulière du fait qu'ils sont prononcés au cours d'une messe officielle pour la France, en présence de tout ce que le département du Bas-Rhin comporte de hautes personnalités politiques, civiles et militaires.

Ainsi le veut la concordance. En déclarant tout de go qu'un pasteur n'est pas un moulin, l'évêque de Strasbourg insinue-t-il que tel n'est pas le cas de tous les évêques de France? L'interrogation est plausible lorsqu'on sait que Mgr Elchinger aime faire cavalier seul et se poser en champion du courage pastoral. On se souvient par exemple du meeting de la J.O.C. en 1974, et des polémiques alors suscitées à la suite de l'homélie du 14 juillet qui traitait déjà de la lutte des classes (le Monde des 16 et 23 juillet 1974).

En terminant son homélie par le souhait de voir « éteindre une « nouvelle hémorragie syndicale », Mgr Elchinger laisse entendre que l'actualité n'est pas de son goût. Un débat pourrait s'ouvrir sur ce point.

En revanche, lorsqu'il fait état du « racisme » auquel risque de conduire la lutte des classes, le prélat renouveau l'assentiment de beaucoup. Il n'a-t-il pas dit que les chrétiens pour être frappés par la tentation permanente de séparer l'utopie du bon grain, à partir de critères purement extérieurs, économiques et sociaux?

En outre, Mgr Elchinger va nettement plus loin que ses collègues en semblant condamner sans appel la collaboration entre les chrétiens et les marxistes. Il fait même preuve d'un certain réalisme

en évoquant les déshérences à propos des partis et des syndicats. Si les chrétiens ne devaient collaborer qu'avec des mouvements politiques obscurément marxistes, ils ne pourraient adhérer à aucun.

Mgr Elchinger tue à sa racine le ressort de toute révolution. Il fait comme si les conquêtes ouvrières n'avaient pas été obtenues par la violence. On se demande quelle sorte de « lutte ouvrière » il préconise et de quelle efficacité pourraient être des négociations qui ne se feraient pas sous la pression des syndicats.

Persone n'attend d'un successeur des apôtres qu'il recommande la violence et son fatal cortège d'injustices. Mais le réalisme évangélique n'ignore pas que, sous peine de complicité avec le conservatisme, la défense des travailleurs conduit à des actions parfois violentes.

Des propos aussi démodés, Dom Helder Camara, par exemple, n'en tient jamais. Tout en marquant ses préférences personnelles pour la non-violence, il indique nettement son refus de blâmer les guerriers lacs ou clercs. Le contexte, il est vrai, est différent. Venant quelques semaines après la « main tendue » de M. Georges Marchais, l'homélie de Mgr Elchinger présente une valeur de test.

Ce n'est pas la première fois que l'évêque de Strasbourg déclenche de vives répliques de la part des milieux de gauche. Mais c'est peut-être la première fois que le camp opposé aura un si grand nombre d'adversaires pour alimenter son approbation, bien que le diocèse de Strasbourg ait rarement donné jusqu'ici le ton dans l'Eglise de France. — H. F.

Ne bronzez pas idiots,
ne vous contentez pas de pseudo-mémoires de truands
ou de best-sellers fabriqués par des nègres,
lisez les livres des Editions Hallier.

Enfin paru, l'événement littéraire de l'année : LA GESTE DE L'EMPLOYÉ

par Jack Thieuloy -
20 000 ex. vendus en un semaine
(Prix ANTI-GONCOURT 1976)

... est actuellement en prison un des plus grands écrivains français. La Geste est le livre le plus achevé de Thieuloy. Et, de loin, l'un des meilleurs livres de ce temps.

Yvan Audouart

Le Canard enchaîné

... le détenu n° 183 582 se situe par delà le bien et le mal. En matière de décadence, les derniers diseurs de vérité sont à l'extrême de la marge.

Jean-Edern Hallier

après le Cheval d'Orgueil (600 000 ex. vendus)

LA PIERRE NOIRE

par Pierre-Jakez Hélias
Edition bilingue breton-français

(Hallier/P.J. Oswald)



Offrez-vous dès cet été le livre politique de la rentrée : PAVANE POUR UNE EUROPE DEFUNTE

par Jean-Marie Benoist

Un texte de résistance et de liberté
Une nouvelle écriture politique



La philosophie est notre avenir, la poésie notre énergie, la haine de la pensée sera vaincue.

HAINE DE LA PENSÉE

par Jean-Paul Dollé



Après Foucault, Derrida, Desanti, sont apparus J.M. Benoist, Jambet et Lardreau. Voici un nouvel écrivain philosophe bien dédié à marquer, lui aussi, les limites de sa discipline.

B. Poirrot-Delpech - Le Monde

Avant de partir pour Montréal
Lisez
Le Québec tel quel

13 x 21, 240 pages, 19 F.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31 quai Voltaire
75340 Paris-Cedex 07
Tél : 261-50-10

STAGES DE PRÉPARATION MÉDECINE PHARMACIE

- Recyclage scientifique (Bac A ou B) et mise en condition (Bac C ou D) en septembre.
- Préparation annuelle par matière et par faculté.
- Révisions intensives avant chaque session d'épreuves.

SCIENCES PO

- Entrée en 1^{re} année (A.P.) : 5 semaines intensives, fin juillet-début septembre.
- Entrée directe en 2^e année : 4 semaines en août, 3 options au choix : histoire, politique, économie.

IPRISUP Enseignement Sup. privé
Tél : 225-63-30 - 16-18, rue du Cloître-Notre-Dame, 75004 Paris.

Les Editions Hallier - 7, rue de l'Ecole Polytechnique 75005 Paris - Tél : 326.33.43 - (Diffusion Hachette).

elles ne s'arrêtent jamais.

DÉFENSE

La France entend exercer en Méditerranée la politique que lui dictent sa tradition, ses responsabilités, ses intérêts, déclare le chef de l'Etat

Toulon. — Il faut avoir confiance dans l'avenir de la France qui, à cette année, donne des preuves de sa capacité en surmontant la crise économique et en démontrant son aptitude à décider souverainement des réformes malgré les oppositions et les contradictions. Ces réformes sont nécessaires pour faire de la France un pays plus juste, plus moderne et plus uni, et

A Nice, où il a été accueilli par M. Jacques Médéric, maire de la ville et secrétaire d'Etat au tourisme, le président de la République était accompagné de M. Valéry Giscard d'Estaing, de M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, et du général Marcel Bigeard, secrétaire d'Etat à la Défense.

Il a été rejoint le lendemain à Toulon pour la revue navale par M. Jacques Chirac, premier ministre, et par le ministre de la Défense, M. Yvon Bourges. La ville de Nice n'avait pas connu de revue navale depuis 1931, date à laquelle M. Gaston Doumergue, président de la République, avait organisé un défilé des principaux bâtiments de l'époque dans la baie des Anges. M. Médéric, qui a rappelé ce précédent à l'occasion de son discours de bienvenue samedi après-midi 10 juillet dans les jardins du musée Masséna, qui jouxte la Promenade des Anglais, le chef de l'Etat a répondu en affirmant « l'importance stratégique essentielle de la Méditerranée pour la France ».

En dépit des « nauages économiques » dans cette région des « crises du Proche-Orient » et du « développement considérable des forces maritimes sous divers pavillons en Méditerranée », M. Giscard d'Estaing a déclaré que « la France entend exercer en Méditerranée la politique que lui dictent sa tradition, ses responsabilités et ses intérêts dans la poursuite de ses objectifs fondamentaux de paix et de liberté ». Le président de la République a alors tenu à rendre hommage à la marine nationale qui, avec ses soixante-trois mille trois cents hommes et une capacité de 330 000 tonnes, « est l'une des premières d'Europe occidentale » et, a ajouté le chef de l'Etat, « il convient qu'elle le demeure ».

M. Giscard d'Estaing a saisi l'occasion de son déplacement à Nice « pour dire aux élus, représentants et responsables, la confiance des pouvoirs publics dans l'essor de cette ville et du département des Alpes-Maritimes ». Citant en exemple les équipements collectifs du département, notamment l'autoroute A 9 « qui fait partie de l'équipement européen », l'aéroport de Nice « qui est le troisième de France par son trafic » et le rôle international de l'université de Nice « qui attire proportionnellement le plus grand nombre d'étudiants étrangers après l'université de Paris », le chef de l'Etat a souligné un développement économique équilibré des Alpes-Maritimes. Ce développement repose sur trois éléments selon M. Giscard d'Estaing : il convient d'abord de diversifier les activités économiques. Il faut ensuite préserver les sites et les décors qui font l'attrait de cette région par la défense de la forêt et la maîtrise de l'urbanisation. Il faut enfin mieux intégrer dans l'économie et la prospérité du département les zones et les villages de l'arrière-pays.

A l'issue de son discours, le chef de l'Etat s'est rendu sur la Promenade des Anglais et a gagné la préfecture où un dîner de soixante couverts était servi.

Un ballet de bateaux de plaisance

Dès 11 heures, dimanche 11 juillet, M. Giscard d'Estaing s'est rendu par la route à Villefranche-sur-Mer. Dans la rade, le porte-avions Clemenceau, qui portait la marque présidentielle, prit à

De notre envoyé spécial

Ces réformes nous les poursuivrons avec l'appui de la majorité des Français et des Français. Demain, en regardant le grand horizon de la mer, je souhaite que vous y voyiez l'image d'une France puissante, équilibrée et rayonnante. Ces propos de

son bord le chef de l'Etat pour une revue navale suivie d'un défilé aérien dans la baie des Anges. M. Chirac, Bourges et Bigeard avaient rejoint le président de la République. Le Clemenceau évoluait au milieu d'un ballet de bateaux de plaisance pendant que les autres bâtiments de guerre défilaient à contre-bord du porte-avions à la vitesse de 12 nœuds (environ 22 kilomètres à l'heure). La cérémonie était retransmise en direct par TF 1, mais la presse écrite — à l'exception d'un journaliste d'agence et de cinq photographes — n'avait pas été admise à bord du Clemenceau, et elle a dû se contenter, en compagnie de M. Giscard d'Estaing et de plusieurs personnalités qui l'accompagnaient, de suivre de très loin les évolutions de la flotte depuis la terrasse d'un grand hôtel de Nice.

Le tiers environ du tonnage des bâtiments de combat de la marine nationale a défilé devant le chef de l'Etat, derrière la frégate lance-engins Suffren qui a ouvert le cortège, suivie du croiseur lance-missiles Colbert, de plusieurs frégates escortes d'esca-

dre, escortes rapides, dragueurs océaniques et sous-marins à propulsion classique sous les ordres du vice-amiral d'escadre Tardy commandant en chef en Méditerranée. A bord du Clemenceau suivait par des avions et des hélicoptères de l'aéro-navale, le président de la République a défilé et a assisté à une séance de travail d'une heure et demie environ consacrée à la situation militaire en Méditerranée. De cet examen de la situation M. Giscard d'Estaing devait tirer une conclusion que « la maîtrise des moyens navals du monde sont actuellement concentrés en Méditerranée ». Intervenant en direct par TF 1, il a réaffirmé notamment : « Tous les commentateurs qui dissertent sur la défense ont oublié que j'ai trouvé, après mon élection à la présidence, une défense en état de profond malaise. Depuis, la collectivité nationale a décidé d'accroître les moyens matériels de sa sécurité, spécialement l'entraînement des forces et la condition des hommes qui les servent ».

Un accroissement de la flotte du Levant

C'est sur le quai de Cronstadt à proximité de la mairie de Toulon, que le chef de l'Etat devait embarquer vers 18 heures d'une vedette détachée du porte-avions. Il a été accueilli par M. Maurice Arreckx, maire (R.L.) de la ville, et par de nombreux fonctionnaires des services de la ville. Les jeunes avec Giscard ou « La société libérale avancée » qui portaient les initiales du mouvement des jeunes démocrates : « Giscardisme », « Libéralisme ». Le président de la République s'est alors rendu à l'hôtel de ville.

SUFFREN... COMME MATIN

Au cours des émissions télévisées de dimanche, la frégate « Suffren » a été citée de nombreuses fois avec des prononciations différentes. En fait, la dernière syllabe de « Suffren » se prononce comme la dernière syllabe de matin (soit en alphabet phonétique « Suffren ») et non comme la dernière syllabe d'abdomen (« Suffren »).

M. Valéry Giscard d'Estaing, samedi 10 juillet, à Nice, ont été la seule note véritablement politique, d'un court déplacement à Nice puis à Toulon du chef de l'Etat, qui a présidé, dimanche 11 juillet, le long de la côte méditerranéenne, une revue navale de vingt-huit bâtiments de guerre et quarante-deux avions ou hélicoptères de la marine nationale.

Dans son discours, M. Arreckx faisait applaudir particulièrement d'entrée de jeu les noms de M. Poniatowski et Bigeard, et le maire de Toulon évoquait « le trident prioritaire » de sa ville, qui « défend le ruban bleu du chômage en France ». « L'emploi, a-t-il expliqué, est le souci essentiel de notre pays ». M. Arreckx a manifesté quelques inquiétudes pour l'emploi à l'arsenal de Toulon, et il a plaidé pour un accroissement des crédits de la défense nationale, qui devrait permettre d'éviter « un vieillissement de nos bateaux ».

A propos de l'université varoise, le maire de Toulon a déclaré : « Nous sommes loin du minimum auquel nous pouvons prétendre », et, après avoir réclamé le développement d'une université moderne à Toulon qui cesse de souffrir de l'existence d'une université à Marseille et à Nice, M. Arreckx a ajouté, sous les applaudissements de l'assistance : « Nous qui sommes au centre, je veux dire le centre géographique, nous n'avons jamais rien ! ».

Le président de la République lui a répondu longuement, d'abord en assurant que « la présence de la marine en Méditerranée était une chance supplémentaire et nécessaire de l'expansion du Var et de Toulon », ensuite en affirmant que « cette escadre maritime de Toulon pour être solide doit s'appuyer sur des activités diversifiées ».

M. Giscard d'Estaing a rappelé que « les relations internationales entre le monde s'ordonnent autour de deux axes : l'axe Est-Ouest autour de deux super-puissances et l'axe Nord-Sud entre pays industrialisés et Etats en voie de développement ». La Méditerranée est le centre de gravité, le point d'intersection de ces deux axes. La France est concernée par cette évolution en Méditerranée, et elle

doit donc y être présente. La marine nationale du reste fait la démonstration de ses moyens et de la qualité de ses personnels ».

« Nous devons accroître les capacités de notre flotte du Levant, qui passera de 1974 à 1977 de soixante-sept mille tonnes à cent trente-six mille tonnes », a ajouté le chef de l'Etat. Cela a des conséquences directes sur l'appui de cette progression de la marine à l'expansion du commerce local et au plan de charge de l'arsenal de Toulon ».

Toutefois, a reconnu M. Giscard d'Estaing, « le potentiel industriel du Var est encore insuffisamment mis en valeur ». Et le président de la République a assuré que le gou-

LA VI^e FLOTTE AMÉRICAINE ET L'ESCADRE SOVIÉTIQUE

La composition des différentes forces navales en Méditerranée varie notablement selon les circonstances, mais, pour l'essentiel, chacune des escadres qui sillonnent cette mer est formée des mêmes classes de navires. La VI^e flotte américaine est groupée autour de deux porte-avions. Elle comprend notamment quatre croiseurs lance-missiles, trois croiseurs lance-missiles, cinq escortes, cinq frégates de lutte anti-sous-marins et anti-aérienne, cinq bâtiments pour des opérations amphibies, quatre patrouilleurs et huit navires de soutien logistique. L'escadre soviétique comprend principalement deux croiseurs lance-missiles, un croiseur, trois escortes lance-missiles, deux escortes, deux dragueurs, vingt-neuf bâtiments auxiliaires, onze à quatorze sous-marins à propulsion classique et un sous-marin nucléaire d'attaque.

D'autres pays riverains que la France maintiennent une flotte de moindre importance en Méditerranée. Parmi ces escadres de pays riverains, l'Italie aligne une escadre composée de trois croiseurs lance-missiles, quatre escortes lance-missiles, seize escortes de plus de 1 000 tonnes, douze croiseurs plus légers et une douzaine de sous-marins de chasse à propulsion classique.

vernement veillerait à encourager à Toulon et dans le département du Var la création de petites et moyennes entreprises industrielles, la politique de rénovation rurale qui associerait l'arrière-pays au développement urbain, la progression des activités du secteur tertiaire et le début, l'an prochain, des travaux d'extension du centre hospitalier et du centre universitaire de la ville. Au terme du chef de l'Etat a tenu à rassurer les habitants de Draguignan : « Le gouvernement, a-t-il expliqué, veille à ce que le développement ne pousse pas trop du transfert de la préfecture à Toulon, que je bon sens impose. Un contrat de ville moyennement sera conclu entre Draguignan et l'Etat ».

Le président de la République a conclu : « La France n'est pas seulement une addition d'intérêts professionnels ou locaux, c'est une grande collectivité nationale qui doit apparaître comme un pôle des progrès de notre temps ». Il en a appelé à une « France libre et ouverte, populaire et républicaine ».

Après s'être entretenu avec les élus locaux, M. Giscard d'Estaing a salué la foule qui stationnait depuis plusieurs heures sous le balcon de l'hôtel de ville. De larges applaudissements ont répondu au salut du chef de l'Etat tandis que quelques effluves se faisaient entendre. Puis le président de la République regagnait sa voiture officielle, qui a pris la route pour le fort de Brégançon.

JACQUES ISHARD.

SAINT-PÉTERSBOURG OU STALINGRAD

Un journaliste de TF 1, qui commentait en direct la revue navale en Méditerranée, s'est quelque peu brouillé avec l'histoire de la Russie et de l'Union soviétique. Il a évoqué la présence de marins « soviétiques » en 1905 à Cronstadt ; il ne pouvait évidemment s'agir, à cette date, de marins russes. D'autre part, Saint-Petersbourg n'est pas l'ancien nom de Stalingrad (actuellement Volgograd), mais de Leningrad.

SOCIÉTÉ

UNE NOTE DU CONSEIL PERMANENT DE L'ÉPISCOPAT

Nul ne saurait donner la mort à un mourant

Le conseil permanent de l'épiscopat français vient de rendre publique une note sur l'euthanasie de plus de deux cent cinquante lignes. Depuis plusieurs mois déjà, les évêques de France voulaient traiter de ce problème en

raison de son actualité. Ils semblent inquiets des nouvelles dimensions que la loi sur l'avortement est censée donner à cette question. L'échec qu'ils ont subi, lors du vote de la loi présentée par Mme Simone Veil, leur fait redouter une escalade.

Après avoir indiqué que le message chrétien donne un sens à la mort et rappelés les différentes manières dont l'opinion publique s'est exprimée devant ce problème, le document résume ainsi la position de l'Eglise : « Nul ne saurait donner la mort à un mourant. L'euthanasie, entendue dans le sens de provoquer directement, pour abrégier la souffrance ou l'agonie, un processus de mort autre que celui qui est en cours, ne peut en aucun cas être considérée comme une aide apportée au mourant : parce qu'elle comporte l'intention délibérée de donner la mort, elle est en acte radicalement opposée au respect de la vie ».

« Entre accepter la mort du malade et lui donner la mort, il y a une différence essentielle. » Il importe que soient procurés au malade les soins médicaux et moraux que nécessite son état de souffrance et de détresse. Cette exigence ne comporte pas forcément le recours à tous les moyens médicaux possibles pour reculer la mort. « Lorsque n'y a plus aucun espoir de guérison, il n'est certes pas nécessaire de recourir aux moyens extraordinaires. Il n'est jamais défendu d'utiliser les analgésiques pour soulager la souffrance, même si indirectement l'efficacité de la mort devait en être avancée ».

A ce propos, la note de l'épiscopat renvoie à Documents-Episcopat 1976, n° 6, p. 4, dont elle cite cet important passage : « Une difficulté psychologique des personnes soignées à aborder le problème de la souffrance vient de ce que la lutte pour la vie et le traitement de la douleur apparaissent trop souvent comme antagonistes. Même médicalement parlant, cette opposition est parfois contestable : certaines médications présentent bien le danger d'abréger les jours du malade, mais on oublie qu'en même temps « la souffrance tue », celui qui souffre trop en venant à souhaiter la mort et à se « laisser partir »... Si l'un des devoirs du personnel soignant est de lutter pour la vie du malade, un autre de ses devoirs, reconnu de tout temps, est de soulager le malade de sa souffrance. Ce devoir peut même devenir prioritaire. La position de l'Eglise sur ce point est trop évidente. » (Cf. discours du 24 février 1967 dans la Documentation catholique du 17 mars 1967.)

Le document du conseil permanent poursuit : « Jusqu'à son dernier souffle, le mourant, même très avancé et très souffrant, reste un être humain avec toute sa dignité de personne humaine. » Assurément, il est redoutable d'affronter la mort ; avec celui qui va mourir, sa famille et ceux qui le soignent ont à faire face. Mais en voulant, par l'euthanasie, fuir le risque de cet affrontement, ne s'expose-t-on pas à un risque encore plus grave, celui d'écarter la fin de la vie à tomber dans l'insignifiance ? Et si la mort devient un épisode insignifiant, n'est-ce pas la signification de la vie qui se trouve affectée ?

« Surtout, à admettre qu'on puisse donner la mort directement à un mourant, on se voit demander, détruit la confiance humaine, celles du malade avec sa famille, celles de la famille avec la société. Cette exigence ne comporte pas forcément le recours à tous les moyens médicaux possibles pour reculer la mort. » « Lorsque n'y a plus aucun espoir de guérison, il n'est certes pas nécessaire de recourir aux moyens extraordinaires. Il n'est jamais défendu d'utiliser les analgésiques pour soulager la souffrance, même si indirectement l'efficacité de la mort devait en être avancée ».

« Pour un catholique, l'euthanasie va à l'encontre de sa foi et de son espérance. Certes, dans notre existence, tout va à la mort, et c'est la première raison de la « souffrance tue », celui qui souffre trop en venant à souhaiter la mort et à se « laisser partir »... Si l'un des devoirs du personnel soignant est de lutter pour la vie du malade, un autre de ses devoirs, reconnu de tout temps, est de soulager le malade de sa souffrance. Ce devoir peut même devenir prioritaire. La position de l'Eglise sur ce point est trop évidente. » (Cf. discours du 24 février 1967 dans la Documentation catholique du 17 mars 1967.)

Morale en situation

Ce texte du conseil permanent est sans surprise. Il constitue un rappel des principes bien connus du catholicisme qui s'opposent à l'euthanasie. Les positions catholiques sont claires : la vie humaine est sacrée ; la mort est le passage à la vie éternelle ; l'Eglise ne peut que soutenir la vie humaine et la mort est le passage à la vie éternelle. L'Eglise ne peut que soutenir la vie humaine et la mort est le passage à la vie éternelle.

La vie est un bien sacré ; Dieu seul en est le maître ; disent les évêques. Ces affirmations pourraient être étonnantes. En effet, d'une part le christianisme fait de la mort un passage et enseigne que la résurrection est un sens donné à la mort. D'autre part, la mort est le passage à la vie éternelle. L'Eglise ne peut que soutenir la vie humaine et la mort est le passage à la vie éternelle.

D'autre part, si l'homme reste finalement vaincu par la mort, il a acquis sur elle, grâce à la science, une maîtrise considérable qui revêt une profonde signification théologique. Créé à l'image de Dieu, l'homme est fait pour dominer la nature et se la soumettre grâce à son intelligence. Il n'est pas le concurrent de Dieu, comme le voulait le mythe païen de Prométhée, mais son collaborateur.

La présente note ne conviendrait pas tout le monde, pour les mêmes raisons qu'antérieurement en ce qui

concernait les documents sur l'avortement. Il est des médecins catholiques et des prêtres pour prendre en considération des circonstances exceptionnelles où l'euthanasie pourrait être envisagée. Leur attitude ne sera vraisemblablement pas modifiée par un texte aussi général.

L'intransigeance de l'Eglise en matière d'euthanasie est une autre tempête par la légitimité du recours aux analgésiques, même lorsque, à la limite, ils peuvent accélérer l'indivision du mourant. L'Eglise ne peut que soutenir la vie humaine, encore que nos contemporains soient moins sensibles qu'autrefois à ce genre de subtilités qui donnent la primauté à l'intention sur le résultat.

En définitive, l'Eglise se fait un devoir de mettre en garde contre le laxisme des maîtres d'euthanasie, comme elle l'a déjà fait pour l'avortement. Elle a conscience d'accomplir ainsi une tâche indispensable à une époque qui, incontestablement, fait parfois bon marché des valeurs de la civilisation.

Le problème reste de savoir quelle est la meilleure manière de prévenir les abus : s'opposer à tout affinement de la morale ou positive — ou, au contraire, enrichir celle-ci des apports d'une pratique scrupuleusement ajustée des situations déterminées ? Dans l'Evangile, la morale est au service de l'homme et non l'inverse. L'idéalisme y cède place à une dialectique, le carcan de la loi à l'inventivité » de la charité.

HENRI FESQUET.

Non-Heu pour un médecin accusé d'euthanasie. Le parquet surabonde à renvoyer à l'instruction de meurtre contre le professeur Urs-Peter Haemmerli, gastro-entérologue. En janvier 1975, ce médecin, à la tête de l'hôpital Triemli, principal établissement hospitalier zurichois, avait été quelque temps suspendu de ses fonctions à la suite d'une plainte de la directrice du service de santé de la ville, l'accusant d'avoir vo-

مكتبة النجف

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

Les faux bons conseils donnés au tiers-monde

DERNIERS thèmes à la mode dans les cercles internationaux, les comités d'experts et les bureaux nationaux de planification : la pauvreté dans le tiers-monde, le besoin de procéder à une meilleure redistribution des revenus, le problème de la croissance qui ne profiterait qu'aux riches. Soucis certes louables, mais encore faudrait-il établir des diagnostics à peu près corrects et proposer des remèdes possibles, compte tenu des forces politiques dans les pays sous-développés.

Les remarques assez générales qu'on lira ci-dessous sont inspirées de l'expérience que nous avons acquise des régions rurales asiatiques, où se recrutent la très grande majorité des pauvres du tiers-monde.

L'éminent sociologue indien M.N. Srinivas reproche aux économistes de son pays de laisser beaucoup de citoyens et d'élargir la situation des pauvres dans leurs bureaux, sur la base de divers rapports et recensements, au lieu d'aller eux-mêmes sur le terrain et de s'approcher de ceux qu'ils prétendent défendre. Critique qui, elle aussi, pourrait s'appliquer à tant de grands travaux de conférences internationales sur les stratégies de développement, ainsi qu'aux bureaux centraux des organisations internationales.

Des débus de réactions apparaissent néanmoins. En Inde, les jeunes stagiaires de l'Indian Administrative Service ont passé, l'an dernier, quelques mois dans des régions très pauvres de leur pays. Le même souci se fait sentir chez certains cadres supérieurs, à Delhi comme

à Dacca, et même en Iran. La question se pose en Afrique et en Amérique latine.

Il serait injuste de résumer que les cadres supérieurs. Pourquoi les chefs politiques du tiers-monde et ceux qui dirigent les organisations internationales ou bilatérales de coopération ne donneraient-ils pas l'exemple ? Serait-il incongru de les inviter à passer, de temps à autre, sans aucun protocole ou sans média, quelques jours dans un village pour écouter les paysans et servir ce que ceux-ci pensent des « patrons » ? (Les porteurs de pantalons), comme on les appelle dans le nord de l'Inde et au Pakistan ?

Il est curieux que bien des administrateurs de la Chine aient tant de peine à mettre en pratique au moins cet aspect-là du développement chinois.

Le procès contestable de la croissance

Personne ne conteste que de larges tâches de misère couvrent encore des sociétés rurales comme celle d'Inde. Toutefois, il n'est pas exact d'affirmer que la croissance ne profite qu'aux riches. De nombreuses enquêtes montrent un monde rural beaucoup moins désolé qu'on ne l'imagine. En effet, les études macro-économiques basées sur des estimations douteuses faussent la réalité. L'analyse bien faite de régions précises révèle souvent un lien clair entre croissance économique et recul de la pauvreté, phénomène observé avant et après l'introduction des nouvelles semences (ce qu'on appelle à tort « révolution verte »). Un grand nombre de propriétaires de quelques hectares seulement, qui vivaient très chichement, ont amélioré leur sort. Quant aux très petits paysans et aux manoeuvres agricoles, dans de nombreux cas, leurs salaires ont augmenté en termes réels en même temps que les possibilités d'emploi.

Ces constatations ne s'appliquent pas seulement au Penjab indien, zone dynamique par excellence. Nous les retrouvons par exemple dans l'ouest (Uttar-Pradesh), dans les districts de l'Andhra côtier, au Penjab pakistanais, etc.

Une « forte » croissance agricole s'accompagne d'un vaste mouvement dans le commerce, les petites industries et les ateliers de réparation, les routes, l'électrification. Pour ces raisons, il semble indiquer de stimuler le processus global de développement rural par les moyens publics et privés.

Par ailleurs, il faut souligner l'aspect social d'une bonne planification et d'une meilleure administration. Qui, en définitive, paye durement les erreurs de jugement et la mauvaise gestion : manquant d'engrais chimiques ou de courant électrique pour les pompes, semences de qualité médiocre, laisser-aller ou corruption dans l'administration ? Les paysans sans terre ont moins de travail, petits et moyens propriétaires sont touchés dans leur capacité à produire. Quant aux paysans riches, ils s'approprient sans cesse le marché noir ou à la coopérative dans laquelle ils jouent un rôle dominant.

Pour atténuer ces défauts, il serait possible de constituer de petits corps d'hommes motivés et compétents à la tête des districts, des hommes qui seraient non pas dans leurs bureaux, mais « en première ligne », tendance que l'on rencontre ici et là, mais qui reste encore assez limitée.

Ces solutions n'ont pas la faveur de nos planificateurs en chambre et de nos révolutionnaires de caféthéa (terme d'un ami chinois). Rapports d'experts et grandes conférences internationales préfèrent trop souvent la rhétorique usée sur les coopératives ou les nouvelles étiquettes apposées sur de vieilles bouteilles comme le « développement rural intégré ». Les bureaux de certains ministères sont tapissés de beaux programmes qui font intervenir une pléthore de services et de cadres inévitablement peu capables.

Qui plus est, le thème de la réforme agraire connaît une nouvelle jeunesse. Or, dans les pays très peuplés d'Asie, une redistribution des terres n'est guère concevable, car il n'y a pas assez de terre pour tous ceux qui en manquent. A défaut de redistribution, cadres

nationaux et experts étrangers imaginent des formules de paysans travaillant en groupes, par exemple autour d'une pompe d'irrigation, autre solution qui méconnaît le contexte social. La formation de groupes risque d'être fautive, et l'influence des notables prédominante.

Enfin, la formule dite de l'investissement humain « retrouve une certaine vogue, alors qu'il s'agit également des expériences faites sont souvent décevantes dans les pays qui n'ont ni la même histoire ni les mêmes structures politiques que la Chine.

Les esquisses de solutions que nous suggérons ne représentent évidemment pas les seules remèdes possibles. Ils pourraient cependant avoir des effets économiques et sociaux non négligeables. En revanche, la relance des coopératives, le développement rural intégré, les conseils locaux et la participation des « masses » traduisent un manque de sens pratique et l'ignorance du milieu social. Sur la base des expériences faites depuis un quart de siècle, on peut s'attendre à des résultats décevants du double point de vue économique et social : gestion économique aléatoire, renforcement du pouvoir des notables dans ces institutions. Il n'est donc pas très logique de faire de ces formules les instruments de lutte contre la pauvreté.

GILBERT ETIENNE,
professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales et à l'Institut d'études du développement, à Genève.

VII^e Plan et plus-values

Le Conseil économique et social a voté le 7 juillet un projet d'avis sur la conjoncture, présenté par M. Deleau, vice-président du Conseil économique et social. Ce texte souligne notamment que la crise n'a pas permis d'assainir la situation de la France « au regard de l'inflation », ce qu'est encore venu confirmer la dernière note de conjoncture de l'INSEE, selon laquelle la hausse des prix pourrait atteindre 11 % cette année. Pour M. Jean Deleau, les deux objectifs les plus

importants qui s'imposent à toute politique économique sont les suivants : que les revenus distribués cessent d'être supérieurs « aux résultats de l'activité économique » (la France vit au-dessus de ses moyens) ; que, simultanément, ils soient répartis de façon moins inégale. Ces préoccupations avaient déjà inspiré le Conseil économique au cours des deux plus importants débats dont il fut le théâtre depuis l'automne dernier.

par JEAN DELEAU (*)

Le Conseil économique et social a voté, ces derniers mois, deux avis sur des projets de textes législatifs : l'un, à la demande du gouvernement, sur la taxation des plus-values (le 16 novembre 1975), l'autre, prévu par la Constitution, sur le VII^e Plan (le 18 mai 1976).

Le premier a suscité dans l'opinion publique des réactions considérables et provoqué au Parlement un débat passionné. Le second ne recueille que l'indifférence générale, et son vote en fin de session parlementaire ne verra vraisemblablement pas un tel déploiement de controverses échauffées.

Il faut, de cette différence, tirer une double conclusion : le programme économique des cinq années à venir laisse les Français indifférents, mais tout ce qui prévoit une plus grande justice fiscale ou une meilleure répartition des fruits de l'expansion se heurte à une opposition intransigeante. Et, cependant, les deux sont en relation étroite : le VII^e Plan aussi prévoit une réduction des inégalités.

Pourtant, face à une telle opposition, y parvenir ? Devant cette indifférence et ces refus des réformes essentielles, le VII^e Plan est-il capable d'atteindre ses objectifs ?

La rédaction du projet du VII^e Plan a été précédée par la consultation habituelle de

tous les secteurs de la vie économique et sociale. Bien préparées, disposant d'une documentation abondante, présidées par des personnalités compétentes, les conclusions des commissions auraient gagné à être plus largement intégrées dans le dispositif final. Certes, les délais ont été trop brefs entre la rédaction du Plan et le dépôt des conclusions des diverses commissions, mais plus certainement les travaux préparatoires ont largement pris en compte les objectifs des options, alors que la stratégie du Plan et les programmes d'actions prioritaires (PAP) ne retiennent pas la même concordance.

A tort ou à raison, beaucoup de nos compatriotes se sont imaginé que la mise en place et les décisions du Conseil supérieur de la planification n'ont pas été étrangères à l'inflexion des principes initialement posés.

Le risque existe dès lors que cela soit ressenti comme un abandon d'une préparation démocratique du Plan. C'est ce prétexte qu'invoquent certains partenaires sociaux pour abandonner toute participation aux commissions du Plan et accroître ainsi l'incertitude sur l'existence et l'efficacité de la consultation.

Un climat d'indifférence

L'indifférence à l'égard du Plan n'est pas due, en fait, à la seule absence de participation ; elle s'étaye plus encore sur un scepticisme général quant à l'efficacité de la planification et sur la prédominance prise dans les esprits de tous par les problèmes quotidiens de la situation économique et sociale.

Les sondages d'opinion montrent tous, à l'évidence, que les préoccupations premières sont l'emploi et la permanence d'une inflation qui absorbe les hausses nominales de salaires ou de revenus. Peut-on demander, dans ces conditions, que, se dégageant de ses soucis journaliers, chacun s'intéresse à une planification dont on ne perçoit pas l'impact immédiat ? Et, pourtant, il n'est pas possible de prévoir une amélioration des tendances actuelles si des réformes à long terme ne sont mises en œuvre.

Scepticisme aussi quant à la nécessité d'un Plan : l'expérience des Plans antérieurs n'est guère encourageante. Alors qu'ils auraient dû être les modèles sur lesquels les gouvernements auraient basé leurs actions, les aléas de la conjoncture ou le manque de volonté ont trop souvent remis en cause les réalisations initialement prévues. En particulier, les examens en cours ou en fin de parcours ont toujours

dévoilé un financement insuffisant des investissements collectifs : trop souvent, la préparation du vote annuel du budget amputait largement des chapitres qui devaient financer des réalisations reconnues prioritaires par le Plan.

Les PAP ont le mérite d'innover en la matière : l'engagement pris par le gouvernement d'assurer dans les projets de budget annuels les dépenses nécessaires à leur réalisation permet d'espérer une programmation à plus long terme des investissements collectifs, en meilleure harmonie avec les possibilités des collectivités locales.

Elaboré puis voté dans un tel climat d'indifférence et de scepticisme, le VII^e Plan risque de ne pas avoir au cours des cinq années à venir une influence déterminante dans l'évolution de la vie économique et sociale. La planification française est soumise, simplement indicative. Elle ne comporte aucune disposition législative ou réglementaire imposant des contraintes : cela est sans aucun doute son caractère essentiel, mais aussi sa faiblesse.

La crise que vient de traverser notre pays montre qu'il est engagé dans un coude.

(*) Vice-président du Conseil économique et social.

rant de profondes mutations économiques et sociales et que les orientations nouvelles dépendent plus d'une modification générale des comportements individuels que de mesures techniques. Il est impossible, en particulier, d'obtenir une maîtrise de l'inflation et une meilleure répartition des fruits de l'expansion sans un consensus général.

Le taux d'inflation des derniers mois est extrêmement préoccupant : s'il ne se réduit pas, la situation de l'emploi ne pourrait être redressée, et une hausse des prix affecterait durablement notre compétitivité sur les marchés extérieurs. Seul un changement très net du comportement des agents économiques en matière de prix et de revenus peut mettre un terme à cette spirale inflationniste. La stratégie du Plan retient la concurrence pour assurer la modulation des prix. Encore faut-il que celle-ci soit générale et non entraînée par des ententes ou des positions dominantes.

Les entreprises ont été très durement secouées par la crise et, pour financer leurs investissements, songent trop souvent à reconstruire leurs capacités d'auto-financement par la seule hausse des prix.

Cette nécessaire inflation des comportements concerne toutes les activités économiques et sociales (entrepreneurs individuels, professions libérales), ainsi que les pouvoirs publics. Ceux-ci doivent prendre mieux en compte les effets de la fiscalité directe sur l'inflation et les relèvements de tarifs des services, trop souvent préférés aux dotations en capital pour assurer les investissements des entreprises publiques. Ce n'est qu'au prix de ce changement que pourra être amorcée une évolution de la fixation des salaires, pour ne pas distribuer plus que ne le permettent les résultats de l'activité économique.

La réforme du système fiscal

La réduction des inégalités excessives en matière de revenus ne peut être envisagée sans une réforme profonde de notre système fiscal. Dans son rapport pour 1974, le Conseil des impôts a constaté que, des douze pays étudiés, la France était le pays où l'impôt sur le revenu présentait une des plus faibles parts de prélèvements obligatoires. Cette fiscalité indirecte est d'autant plus lourde et insupportable qu'elle frappe les dépenses les plus élémentaires des ménages et qu'elle est le pourcentage prélevé est d'autant plus fort que le revenu est modeste.

(Lire la suite page 12, 1^{er} col.)

BULLETIN

LA VRAIE QUESTION

MÊME le léger fléchissement du rythme de la reprise, perceptible aussi bien en France qu'aux Etats-Unis, devrait être considéré comme un signe favorable. Quel de plus normal qu'un certain ralentissement de la conjoncture, une fois la phase de redressement, caractérisée par la reconstruction des stocks, terminée ? L'économie n'est-elle pas tout bonnement en train de retrouver sa vitesse de croisière, après l'emballement inflationniste des années 1972-1973 suivi de « la plus sévère récession depuis quarante ans » ?

D'où vient que cette interprétation optimiste ait du mal à s'accrocher ? Qu'aujourd'hui encore, en France et ailleurs, tant d'esprits doutent de la solidité du mouvement ascensionnel, comme l'a attesté la dernière réunion ministérielle de l'O.C.D.E. (les 21 et 22 juin à Paris) dont le véritable thème était de mesurer les risques d'une rechute dans la crise ?

La note de conjoncture que vient de publier l'INSEE est assez révélatrice de cette inquiétude diffuse. Après « la vive reprise » des derniers mois, l'économie française est entrée dans une « phase transitoire » et ne va pas perdurer, car cette dernière débouchera sur une croissance « durable ».

Il apparaît, selon le même document, que le point faible est « le tassement de la production de biens d'équipement ». Les fabricants avaient profité, au cours des derniers mois de l'année dernière, des commandes passées en vue de profiter des avantages fiscaux accordés par le gouvernement avant le 31 décembre 1975. Depuis lors, les investisseurs potentiels seraient donc

revenus à la réserve. Pour expliquer leur circonspection, on pourrait faire remarquer qu'une politique d'investissement ne se juge pas sur quelques mois. Les deux années qui avaient précédé la récession avaient été marquées par une forte augmentation des dépenses d'équipement, en cours, stimulée par l'étrange idée que le monde allait durablement entrer dans une ère de « pénurie ».

Les capacités de production n'étaient toujours pas utilisées à plein et le coût de la main-d'œuvre et des produits énergétiques avait entre-temps augmenté, par là même considérablement, on comprend qu'aujourd'hui les industriels soient plus soucieux de rationaliser (ce qui n'implique pas nécessairement la mise en service de nouveaux matériels) que d'étendre leurs firmes.

L'argument n'est guère convaincant pour ce qui concerne les investissements à long terme, ceux qui permettront d'augmenter la production d'ici trois ou quatre ans. Si les chefs d'entreprises étaient raisonnablement convaincus qu'ils se trouvaient au seuil d'une nouvelle et durable période d'expansion, il est probable qu'ils les auraient déjà lancés des programmes visant le marché accru des années 1980. Mais cette conviction manque encore, même aux Etats-Unis, et cela sans doute à cause de la crainte largement répandue d'une résurgence de l'inflation. La reprise se consolidera-t-elle ? La vraie question qui se pose est la suivante : les investissements à long terme reprendront-ils ?

(Publicité)

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE ET D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES DE BORDEAUX 3^e CYCLE

Management Achat Industriel

sous le patronage de Monsieur le Délégué aux Economies de matières premières

Si vous êtes :

- diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs,
- diplômé d'une Ecole de Gestion,
- titulaire d'une maîtrise, vous êtes concernés par ce cycle d'enseignement.

Conçu en étroite collaboration avec les Directeurs des Achats de : Pechiney Rhône-Poulenc Usinor Honeywell-Bull Perodit Télémechanique Westinghouse E.D.F. Cusset-Loire Renault S.P.

Le M.A.I. est destiné à former des Cadres Supérieurs capables d'assumer de hautes responsabilités au sein des Services Achats des Entreprises Industrielles.

Le programme d'études comprend :

- 600 heures d'enseignement (1 année universitaire) consacrées aux thèmes suivants : — environnement économique et juridique de l'achat (dimension nationale et internationale), — approvisionnement de la France dans le contexte international, — analyse système,

- marketing de l'achat industriel
- négociation d'achat,
- techniques de calcul économique (gestion de stocks, recherche opérationnelle...),
- gestion de la production,
- analyse de la valeur,
- finances, contrôle, audit-achat,
- politique générale des achats,
- langues vivantes.

Conditions d'admission :

La sélection est opérée par un jury composé de professionnels et d'enseignants après examen des dossiers des candidats, et à l'issue d'un entretien destiné à déterminer les aptitudes des intéressés pour une formation à la fonction achat. Ces entretiens ont lieu à Paris, Lyon et Bordeaux. Le dossier de candidature doit être déposé avant le 5 octobre. Le nombre des participants est limité à 20.

Inscriptions et renseignements au M.A.I./E.S.C.A.E.B. de Bordeaux

Domaine de Raba 680, cours de la Libération, 33405 TALENCE CEDEX Tél. (56) 80-70-60.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE BORDEAUX.

GEORGES LANTIER
FRANCIS VIBERT

INFLATION ET INSTABILITÉ MONÉTAIRE

La livre n'est probablement pas sous-évaluée

par PETER COFFEY (*)

DEPUIS l'octroi, le 7 juin dernier, d'un prêt international à la Grande-Bretagne de 5,3 milliards de dollars, la livre s'est quelque peu redressée. Le cours, qui était tombé aux environs de 170 dollars, oscille depuis lors entre 177 et 180,5 dollars. La Banque d'Angleterre, dit-on dans les milieux financiers de Londres, aurait déjà utilisé une partie importante — on mémorise le chiffre de 2,5 milliards de dollars — du crédit international remboursable en décembre prochain. La balance des paiements courants du Royaume-Uni est toujours en déficit. Pourtant le gouvernement britannique continue à soutenir que la livre sterling est sous-évaluée. Où est la vérité ?

Tout d'abord, il faut se souvenir de la thèse développée naguère par Paul Einzig (1) et selon laquelle la balance des paiements d'un pays comporte quatre postes d'équilibre : les paiements courants, les transferts de capitaux, l'équilibre spéculatif et l'équilibre dit « d'arbitrage ». Nous en ajouterions pour notre part un cinquième (peut-être de nature également spéculative) : les perspectives économiques à long terme du pays considéré. En outre, il ne faut jamais oublier que beaucoup d'économistes voient dans la parité des monnaies l'équilibre entre les coûts et les prix des produits semblables fabriqués dans les différents pays. Compte tenu de ces considérations, on en somme-nous dans le cas de la livre sterling ?

Les statistiques publiées récemment par le C.E.E. et dans l'article d'Alain Chassagnon (2) montrent que, vu la différence de taux d'inflation entre le Royaume-Uni et les pays

(*) Le professeur Coffey dirige le département des sciences économiques à l'Université d'Amsterdam.

qui sont ses principaux concurrents, une forte dévaluation était de rigueur. Celle-ci a eu lieu. Les prix britanniques sont à nouveau compétitifs. Pourquoi alors la spéculation contre la livre sterling ?

D'un côté, le déficit persiste. Cela veut dire, ou bien que les Britanniques ne produisent pas les choses dont les étrangers ont besoin, ou bien que les délais de livraison ne sont pas sûrs, ou peut-être encore que les marges des entreprises sur le marché extérieur vis-à-vis de l'intérieur sont trop grandes. Mais il y a certainement d'autres raisons plus concrètes pour expliquer la récente spéculation.

Une productivité très désuète

C'est un fait bien connu que depuis de nombreuses années les Britanniques vivent au-dessus de leurs moyens. Cette situation n'a pas été améliorée par la réorganisation du gouvernement régional et municipal, qui a entraîné des augmentations fabuleuses de salaires pour des gens dont le travail est d'une productivité désuète. Par suite de cette évolution et des charges supplémentaires qu'elle entraîne, le secteur public et l'Etat britannique ont contracté des emprunts importants à l'étranger. En outre, depuis le début de l'année en cours et jusqu'au 17 juin, la Grande-Bretagne était sans gouvernement économique effectif ! Le gouvernement attendait la décision de la réunion extraordinaire du congrès des Trades Union pour connaître le sort de sa politique de confiance à l'étranger et, malgré la décision constructive prise par les syndicats, on continue à se demander si les Britanniques seront en mesure de rembourser leurs dettes étrangères.

Ces quelques considérations nous mènent à conclure que le cours actuel de la livre sterling est, pour l'instant, probablement la vraie valeur de cette monnaie. Cependant si, malgré l'aide des banques centrales étrangères, la balance des paiements ne s'améliore pas bientôt, si les dépenses publiques ne sont pas réduites, si une politique monétaire plus stricte n'est pas appliquée, la spéculation contre la livre sterling reprendra de plus belle.

(1) Paul Einzig, aujourd'hui décédé, était un économiste britannique, auteur de nombreux ouvrages publiés en Angleterre. Il critiquait vigoureusement le régime des taux de change flottants.

(2) « Le franc est-il toujours surévalué ? » le Monde de l'économie du 8 juin 1976.

JEAN DELEAU.

LIVRES

Léon H. Dupriez

LA MONNAIE DANS L'ÉCONOMIE

Le célèbre économiste de l'université de Louvain qui a joué un rôle si brillant en 1935, en contribuant largement à mettre son pays dans la bonne direction que la France n'a pas su prendre, nous donne un ouvrage tout nouveau, sur un sujet vieux, tant il diffère des traités monétaires courants. A plusieurs reprises est bien établie la distinction entre la théorie de la monnaie et la théorie monétaire.

Une première partie nous éclaire sur les propriétés simples de la monnaie « instrument de paiement privilégié », sous leur aspect statiques. La seconde partie traite des aventures de la monnaie dans le temps. L'auteur est alors plus à l'aise pour employer un mot, plutôt évité jusqu'à présent, à des périphrases (« les correctifs au Brésil à la monnaie fondante », mot qui est, bien entendu, l'inflation. Nous sommes cependant étonnés de lire que toute hausse ou toute baisse de prix a une origine monétaire, tant est lourd le rôle des réactions, dans une économie agricole ou même industrielle.

Nous arrivons tout naturellement à la sage loi de la parité des pouvoirs d'achat, qui, en dehors de son père officiel G. Cassel, en a sans doute plusieurs autres, dont l'auteur lui-même.

Tout traité sur la monnaie, ou monétaire, court deux risques : se maintenir trop étroitement dans le domaine propre ou bien plonger au plus profond de l'économie. La place que tient, dans l'ouvrage, Keynes et Walras suffit à montrer qu'il ne s'agit pas seulement de compter des écus.

Style clair, excellente présentation, soignée dans la typographie des titres et des phrases liminaires. Lecture sûre.

* Paris 1976. Éditions Oujas, 21 cm., 415 pages, 70 F.

Maurice Bouvier-Ajam

MATIÈRES PREMIÈRES ET COOPÉRATIONS INTERNATIONALES

L'HOMME au clavier étendu, qui va des classes sociales en France, sous un jour marxiste, à Frédéric List, en passant par l'histoire du travail et Alexandre Dumas, s'attaque au problème permanent des matières premières et des relations entre pays producteurs, supposés peu développés et pays utilisateurs.

LES NOTES DE LECTURE

d'Alfred Sauvy

Une première partie nous promène agréablement dans l'univers doctrinal, présenté ici plutôt comme une histoire de la domination. Nous brûlons à regret Sully, le mercantilisme, le pacte colonial. Les jours qui pas Dutoit ? la physiocratie, le libéralisme et la bombe Marx, pour en arriver à la condition juridique du sous-sol. On est aisé voir à ce propos évoquer le projet d'internationalisation du sous-sol, proposé aux Nations unies par le regretté Laugier, internationalisation qui repartirait aujourd'hui pour la mer et les nodules métalliques.

Et nous arrivons à l'explosion du pétrole. Sans tomber dans l'erreur, si fréquente, de ceux qui croient à une généralisation du système aux autres matières (on peut se passer plus facilement de cacao qu'il faut que de pétrole) M.B.A. manifeste, peut-être, une confiance excessive à l'égard de la solidité des ententes susceptibles de combattre la règle « la demande est plus maladroite des prix que l'offre ». Rôle contestable d'ailleurs, que dément espérablement la courbe des prix.

A propos de « matières premières et vérités premières », nous retrouvons l'attachement si général à la possibilité de leur stabilisation. Mais les propositions finales, inspirées, semble-t-il, de M. O. Wurms (religé en note) permettraient, sans doute, d'échapper aux rigueurs du marché.

Une lacune cependant : il est étrange de ne pas en valeur la tendance croissante à la transformation, sur place des matières premières, qui peut singulièrement transformer elle-même le monde.

* Paris 1976. Librairie générale de droit et de jurisprudence, 12,5 cm., 197 pages, 38 F.

Claude Aurol

LA NOUVELLE AGRICULTURE CUBAINE

Il est plus facile, et-on dit, à propos de l'U.R.S.S., d'envoyer des avions dans la Lune que de faire travailler des paysans. Il était donc particulièrement utile de mettre l'accent sur l'agriculture, dans le pays qui a pensé pouvoir sauter, à pied joints, dans la phase communiste, sans passer par la période classique de transition socialiste. Il suffit, selon l'expression de Guevara, de faire un homme nouveau.

Le retentissant discours de 1973, si courtoisement passé sous silence par la presse française en son temps, a montré que l'homme n'avait pas encore, du moins à Cuba, touché une telle conscience collective. La gratuité de l'eau en particulier, le gaspillage de

l'électricité trop bon marché ont été sévèrement dénoncés par F. Castro en 1973. Ici sont brillamment décrits, par l'excellent spécialiste genevois, les efforts et les résultats en agriculture. Un premier chapitre nous met bien dans le sujet, en décrivant le monde agricole de Cuba avant la révolution, faiblement mécanisé et fortement sous-employé.

Les réformes agraires ont séparé le secteur privé et le secteur d'Etat majoritaire. Après l'erreur classique de l'industrie mise avant les bœufs, un sérieux redressement des investissements s'est porté sur la terre, et surtout sur le sucre et la mécanisation. Comme souvent dans les pays trop développés, l'émigration des efforts déployés donne une impression de vit essor, que ne confirment pas les résultats. En dehors des œufs, en vive progression, et du sucre, la production était, en 1970, en recul sur 1960 pour la majorité des produits, en dépit du maintien du rationnement alimentaire (mesure d'ailleurs équilibrée et sociale), décidé pour faciliter l'accumulation.

Le lien est étroit avec l'Union soviétique, par échanges commerciaux (à peu près sous forme de troc et envoi de technologies). Géographiquement et techniquement, une liaison avec les États-Unis serait plus profitable.

Depuis 1970 et l'adoption de stimulants matériels, une amélioration semble se dessiner : les fruits sont peut-être simplement en retard, ce qui doit permettre de lancer la belle réponse d'espérance, si souvent entendue, dans les pays européens socialistes : « Pas encore ! »

Bibliographie intéressante (y compris René Dumont).

* Paris 1976. Éditions Anthropos, 20 cm., 259 pages, 40 F.

Gunnar Myrdal

LE DRAME DE L'ASIE. ENQUÊTE SUR LA FAUVRETE DES NATIONS

QUE le nom prestigieux de G. Myrdal ait été mis en avant pour favoriser la diffusion d'un ouvrage d'intérêt mondial se justifierait sans doute si la fond répondait à l'attente. Il faut bien formuler de sérieuses réserves.

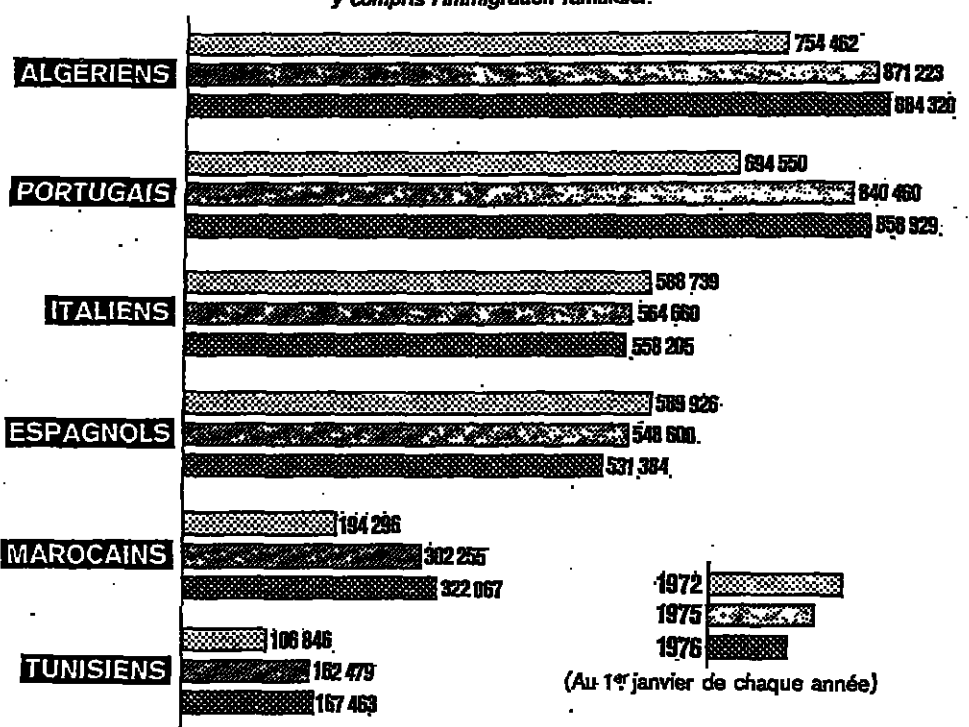
La Fondation du XX^e siècle a beaucoup fait pour convaincre les pays riches d'accorder une attention vigilante au grand problème du monde. Il s'agit simplement ici d'analyser les conditions de dévelop-

personnes de cette nationalité : Portugais : 430 000 sur 819 007 ; Italiens : 210 000 sur 672 803 ; Espagnols : 250 000 sur 570 585 ; Marocains : 185 000 sur 269 680 ; Tunisiens : 90 000 sur 148 805. Les étrangers représentent aussi 8 % de l'effectif scolaire du premier degré. L'immigration permanente en France a été de près de 900 000 personnes pendant la période d'exécution du VI^e Plan (1971-1975). Par rapport aux cinq années précédentes on observe : ● UNE FORTE DIMINUTION DES ENTRÉES DE TRAVAILLEURS PER-

CIPAL FOURNISSEUR DE MAIN-D'ŒUVRE : 146 160 travailleurs portugais permanents sont entrés en France, de 1971 à 1975, contre 84 313 Algériens, 81 734 Marocains, 47 140 citoyens originaires des pays de la C.E.E., 45 728 Tunisiens, 42 377 Turcs, 33 582 Espagnols. ● LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ restent le bâtiment et les travaux publics : 131 705 entrées durant la période 1971-1975, contre 61 559 dans les industries métallurgiques, mécaniques et électriques, 56 403 dans la pêche, l'agriculture et le forage, 52 884 dans

LES ALGÉRIENS RESTENT LES PLUS NOMBREUX MALGRÉ L'ARRÊT DE L'IMMIGRATION

Évolution des principales nationalités en cinq ans y compris l'immigration familiale.



Les Algériens restent les plus nombreux parmi les nationalités représentées, malgré la décision du gouvernement d'Alger d'interrompre l'émigration vers la France (septembre 1973) après les incidents de Marseille. Pour les autres nationalités, il faut tenir compte de la « suspension » des autorisations d'admission au séjour décidée par les autorités françaises depuis juillet 1974. Cette suspension a coïncidé avec le début de la récession, si bien qu'il est difficile de savoir quelle a été sa portée réelle. Qu'il s'agisse des Algériens ou des autres nationalités, les effets conjugués des mesures limitatives et de la récession semblent avoir été compensés par l'accroissement démographique naturel des communautés étrangères.

MANENTIS : 540 000 contre 740 000 (non compris les Algériens jusqu'en 1969). Les chiffres des années 1969 et 1970 — respectivement 195 130 et 212 785 entrées de travailleurs actifs — n'ont jamais plus été atteints depuis lors.

● UNE PROGRESSION DE L'IMMIGRATION FAMILIALE : 349 000 membres des familles au lieu de 303 000 durant le V^e Plan. L'évolution des entrées par nationalité se caractérise par une augmentation de la proportion des non-Européens.

● LE PORTUGAL RESTE LE PRIN-

l'hygiène et les services, 50 913 dans le commerce. Cependant l'importance des nouvelles entrées d'étrangers recrutés dans les secteurs bâtiment et travaux publics a décliné rapidement depuis plusieurs années : 41 933 en 1973, 18 716 en 1974, 3 656 en 1975.

En résumé, le volume global de l'immigration permanente a constamment diminué depuis 1971, la « remorque » de 1972 n'étant qu'exceptionnelle. Cette diminution se manifeste particulièrement dans le flux d'entrées de travailleurs permanents.

La commission exo-ade que les Jeux se i

Une longue mai

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,38
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19

(chaque mercredi et chaque vendredi)

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



emplois internationaux

emplois internationaux



emplois régionaux

TRANSPORTS MARITIMES

LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

CHERCHE POUR UN EMPLOI A BRUXELLES, PARMI LES RESSORTISSANTS DES ETATS MEMBRES, UN

ADMINISTRATEUR PRINCIPAL A5/A4

Qualifications principales :

- ☐ Universitaire, de préférence économiste
- ☐ Agé de 30 à 50 ans environ
- ☐ Connaissance et expérience des problèmes courants des transports maritimes
- ☐ Connaissance de deux langues des Communautés (allemand, anglais, danois, français, italien, néerlandais) - de préférence anglais et français.

Le candidat devra, en outre, posséder une connaissance des travaux et du fondement juridique des institutions des Communautés.

Traitement minimum net initial pour un candidat marié, allocations comprises : 8.000 FF.

Les autres conditions de l'emploi seront précisées aux candidats présélectionnés.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae complet, (réf. "TRANSPORTS MARITIMES") doivent être envoyées, dans un délai de quinze jours après parution de cette annonce, à :

Mme VIDAL - Division recrutement, nominations, promotions Commission des Communautés européennes - Bâtiment Berlaymont, bureau 5/38 - 200, rue de la Loi - 1049 Bruxelles - Belgique.

Pour une société d'Afrique de l'Est (francophone), un groupe belge recherche un

ingénieur agronome

apte à en assurer la direction générale.

Ce poste conviendra à un dirigeant ayant une pratique étendue et variée de la gestion moderne des entreprises sous tous leurs aspects (sauf commercial), habile, efficace, habitué à la conduite des hommes, aimant les responsabilités.

L'entreprise à diriger comporte essentiellement des plantations. Elle offre tous les avantages que comporte l'exercice d'une profession outre-mer.

Envoyez votre curriculum vitae à Universal Media, chaussée de La Hulpe 122, B-1050 Bruxelles, qui transmettra. Veuillez mentionner sur l'enveloppe la réf. /783. Précisez s'il y a moyen de vous joindre par téléphone. Une totale discrétion vous est assurée.

ingénieurs INA, ENSA, HORTI

Un des premiers groupes industriels français fortement implanté dans de nombreux pays en particulier au Moyen-Orient, souhaite développer ses interventions dans le domaine des cultures maraichères et horticoles en pays arides.

Pour étoffer ses équipes il recherche des ingénieurs Agro ou Horti, spécialistes de la culture sous serres, de l'irrigation. Ces ingénieurs seront chargés de la conception des projets, depuis les études de faisabilité jusqu'au suivi sur le site des réalisations, ainsi que des relations avec les ingénieurs, les fournisseurs et les pays intéressés.

Ces fonctions, basées à Paris, impliquent d'assez nombreux déplacements en particulier vers le Moyen-Orient.

De formation INA, ENSA ou HORTI, ils auront acquis une expérience de plusieurs années (3 à 4 ans au moins) dans leur spécialité.

La connaissance des pays de langue arabe sera particulièrement appréciée. La pratique courante de la langue anglaise est indispensable.

Les contrats d'engagement sont initialement prévus pour une durée de 2 ans.

Si ces perspectives vous intéressent écrivez sous référence 10-212/M au Département Recrutement d'EUREQUIP qui est chargé de réunir les candidatures.

EUREQUIP
B.P. 30 - 92420 Vincennes

ENTREPRISE DE PREFABRICATION LOURDE

recherche pour sa filiale à LIBREVILLE (Gabon)

CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

Agé d'au moins 35 ans (ESSEC-Sup. de Co. ou équivalent)

Ayant 10 ans d'expérience administrative et de gestion d'une entreprise industrielle.

Connaissance des pays africains souhaitée. Auprès du Directeur Général, il aura la responsabilité totale de l'administration et de la gestion de l'entreprise.

Poste à pourvoir rapidement et comportant des avantages sociaux intéressants.

Adresser C.V. sous référence 20702 à :

GEDEV SELECTION
34 BIS, RUE VIGNON, 75009 PARIS

S.I. Société Internationale d'Etudes et d'Interventions

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE AU GABON
Chargés de la mise en œuvre des infrastructures industrielles

UN COMPTABLE

Placé sous l'autorité du Chef du Département Administratif, il sera chargé en particulier de la comptabilité analytique, de la mise en place et du suivi du contrôle budgétaire.

Expérience professionnelle : 10 ans minimum. Salaire sera fonction de l'expérience et de la compétence du candidat.

Nombreux avantages sociaux. Résidence gabonaise obligatoire. 2 mois de formation sont prévus à Paris.

Adresser C.V. manuscrit et photo à : S.I.E. 82 rue de DUNKERQUE, 75009 PARIS.

Bureau d'ingénieurs conseils recherche libre de suite

INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL

Cet ingénieur (diplômé E.N.S.C., E.S.T.P. ou similaire) travaillera dans un premier temps à Paris sur des études préliminaires puis participera à des chantiers de travaux à l'étranger.

Les ingénieurs intéressés peuvent adresser leur candidature (C.V. + photo + salaire) en indiquant la référence 107/71 en l'occurrence à : M. J. L. L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75001 PARIS, qui transmettra.

AFRIQUE NOIRE

Situation importante offerte à

INGÉNIEUR-CHIEF DE CHANTIER T.P.

Spécialiste des travaux d'édification d'ouvrages, ayant déjà dirigé de gros chantiers et bon gestionnaire.

Rémunération et perspectives intéressantes. Envoyer C.V. manuscrit et photo avec références à : M. J. L. L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75001 PARIS, qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux ANNONCES DOMICILIÉES de vouloir bien indiquer libellément sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de "Le Monde" ou d'une agence.

LES TRANSPORTS EN COMMUN LYONNAIS RECHERCHENT

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEEN

Responsable de la maintenance de tous les équipements à courant faible liés à l'exploitation du métro (signalisation, télétransmission, télémesure, pilotage automatique, radio-téléphone, télévision, etc.).

Ce poste conviendrait à un ingénieur électronicien confirmé ayant l'expérience de la conduite d'une équipe de techniciens.

Avant la mise en exploitation du métro, l'ingénieur participera aux essais, créera l'équipe et assurera le suivi technique de son personnel.

Référence SL 571

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

Responsable de tous les équipements à courant fort liés à l'exploitation des réseaux métro et surface (transformation et distribution d'énergie, postes, redresseurs, traction électrique à courant continu, lignes aériennes, trolleybus, feeders, protections, télécommandes...).

Ce poste conviendrait à un ingénieur électrotechnicien possédant de bonnes connaissances électrotechniques et justifiant d'une expérience approfondie de l'exploitation de réseaux électriques.

Référence TM 572 AM

INGÉNIEUR CHEF DU POSTE CENTRAL DE COMMANDE DU MÉTRO (P.C.C.)

La technique métro fait de plus en plus appel à des automatisations élaborées. Le P.C.C. centralise toutes les principales fonctions de commande et de contrôle du trafic (marche des trains), des stations, de l'alimentation en énergie : à cet effet, le P.C.C. met en œuvre de puissants moyens de télétransmissions et d'informatique à temps réel.

L'ingénieur chef du P.C.C. et l'équipe de techniciens de haut niveau qu'il dirige ont pour mission permanente de veiller à la bonne marche du service et d'assurer sa continuité en toutes circonstances.

Le poste à pourvoir ne peut convenir qu'à un ingénieur ayant exercé pendant au moins 5 ans des responsabilités directes au niveau exploitation ou production dans des activités telles que mines, métallurgie, chimie, transports ferroviaires. Un bon niveau de connaissances en électronique et électrotechnique est nécessaire, une expérience des systèmes informatiques à temps réel serait très appréciée.

La formation du candidat retenu sera assurée par une participation active au service avant mise en exploitation et par des stages spécifiques effectués à l'extérieur.

Référence UN 573 AM

INGÉNIEURS D'EXPLOITATION

Ils seront chargés de la gestion d'un secteur d'exploitation composé soit d'un groupe de lignes du réseau de surface, soit de la ligne métro (exploitation, mise en application et suivi des programmes d'exploitation, mise en œuvre de matériels de plus en plus perfectionnés faisant appel à des techniques d'exploitation très diversifiées, commandement d'installations importantes, relations avec les administrations et la clientèle).

Les deux postes à pourvoir conviendront à des ingénieurs justifiant d'une expérience professionnelle impliquant organisation et commandement.

Référence VO 574 AM

INGÉNIEUR CHEF D'ATELIER

Adjoint du chef de service des ateliers matériel roulant métro et funiculaires : en qualité de chef d'atelier, il sera chargé de faire exécuter tous les travaux d'entretien et de maintenance.

Le poste, qui conviendrait à un ingénieur A.M. ou équivalent, requiert une maîtrise des fonctions méthodes, ordonnancement et entretien préventif et une expérience polyvalente de l'entretien du matériel électromécanique et des équipements électroniques.

Référence WF 575 AM

Écrire en précisant la référence

4, rue Massenet, 75016 PARIS

Discrétion absolue

etap

FU BERLIN

UNIVERSITÉ LIBRE DE BERLIN (OUEST)
Faculté de Philosophie et de Sciences Sociales,
Institut des Hautes Études d'Extrême-Orient,
Etudes japonaises, le poste de

Professeur (AH 6)

est à disposition immédiate

FONCTIONS :

Le candidat assurera la fonction de construire et de consolider l'enseignement et les recherches dans la sous-section "Economie et Société" de la section d'Etudes japonaises. Les recherches seront concentrées sur le développement de la structure économique et sociale de la société moderne japonaise et sur les conséquences de ce développement pour les pays de l'Asie et d'ailleurs.

De solides connaissances empiriques de l'un des domaines essentiels - mouvement ouvrier japonais, le capitalisme japonais, la politique japonaise - et la disposition à se familiariser avec les autres sont aussi nécessaires que la connaissance des théories essentielles.

Le candidat aura à représenter la sous-section "Economie et Société" dans l'enseignement.

CONDITIONS DE L'EMBAUCHE :

Conditions de nomination conformément au paragraphe 13 a de la Loi d'Enseignement Supérieur (§ 13 a Hochschulabgabengesetz).

Le candidat doit avoir de bonnes connaissances de la langue moderne japonaise et des connaissances de la langue standard écrite du Japon (Hyōjun-Bungo).

Le candidat doit connaître l'allemand assez bien pour enseigner dans cette langue.

Les demandes d'emploi avec les curriculum vitae sont à envoyer sous le numéro 0132 dans huit semaines au président du conseil de la faculté : Vorsitzenden des Fachbereichsrates des Fachbereichs 11 - Philosophie und Sozialwissenschaften, Albrechtsstrasse 59, 1000 Berlin 32.

AFRIQUE FRANCOPHONE

Importante Sucrerie-Raffinerie recherche

un adjoint SERVICE CONTRÔLE ET RÉGULATION

Niveau agent technique électronicien, sérieuses références exigées, contrat expatrié garanti - avantages sociaux retraite CRE - logement - congés - voyages.

Écrire avec C.V. et photo d'identité, références et présentations s/réf 6084 à

P.L. Pierre Lichon 10, rue de Louvois 75003 Paris cédex 02 qui transmettra

Société Française de la Métallurgie, dans cadre contrat avec une Société Nationale Algérienne, recherche

1 CHEF DE SECTION EMPLOYÉ

Niveau V - Echelon II - Coef. 335 ou

1 CHEF DE GROUPE ADMINISTR.

Niveau V - Echelon I - Coef. 305

pour responsabilité technique administrative à proximité d'ALGER (section et administration d'environ 30 assistants français - assurances - dédouanement - suivi des dossiers).

METHODE ET DYNAMISME INDISPENSABLES. Veiture de fonction et grand logement fournis.

B.T.S. - B.T. CHAUDRONNERIE

pour fonction formateur d'agents de maintenance algériens.

Formation pédagogique assurée en France avant départ prévu fin octobre 1976. Logement fourni. Conditions intéressantes.

Écrire avec curriculum vitae plus photo, à : M.F.A., 101, avenue Jean-Jaurès, 93500 Puteaux-sur-Seine.

مکان العمل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19

(chaque mercredi et chaque vendredi)

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

PARIS - Quartier Mouton-Gobelins
Importante Société de location et de gestion d'immeubles à usage de bureaux, comportant en outre des parkings et un restaurant d'entreprise, rech. pour la tenue de sa comptabilité.

UN COMPTABLE CONFIRMÉ
(D.E.C.S. souhaité)

Le candidat devra pouvoir prétendre à une très bonne expérience comptable, ainsi qu'à de bonnes connaissances fiscales.

Adr. C.V., photo et prêt. à n° 364, à AXIAL Publ., 11, rue Saint-Honoré, 75008 PARIS, qui transmettra.

Canon
Directeur Administratif et Financier

Le premier objectif était de s'implanter sur les marchés de la photo-cinéma, de la photocopie, du calcul, du microfilm. Et d'installer la marque aux premières places. C'est fait.

Parallèlement se constituait des structures de gestion rigoureuses et efficaces.

Le Directeur Administratif et Financier qui est recherché prend donc une responsabilité d'ensemble sur la comptabilité et la trésorerie, le change et la douane. Il participe à l'obtention et à la gestion des moyens financiers. Il définit les prix, contrôle les achats. Il a en charge, la distribution physique et la gestion des stocks.

Il participe enfin aux travaux du Comité de Direction.

C'est un homme dont la compétence a été préparée par une formation type Ecole de Commerce, Sciences-Politiques, DECS, et confirmée par une expérience similaire (notamment en matière de la comptabilité, de la gestion financière courante et de la logistique) dans une société commerciale.

Il parle anglais couramment.

Les personnes que ces fonctions intéressent peuvent adresser un dossier sous référence CF 691/M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP
7, rue Lincoln 75008 PARIS

SOCIÉTÉ DES TUYAUX BONNA
recherche pour MEAUX (77)

CHEF D'AGENCE

Ce collaborateur doit avoir au moins 30 ans. L'expérience requise doit s'être déroulée dans les Travaux Publics ou le Bâtiment et dans des fonctions telles que chef d'agence ou responsable technico-commercial. Il s'agit essentiellement de diriger et dynamiser une petite équipe de technico-commerciaux en vue d'atteindre les objectifs de vente de l'agence.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions, sous référence 480 M à SODEC, 25 rue la Boétie 75008 Paris. Discretion totale assurée.

LE CRÉDIT CHIMIQUE BANQUE PRIVÉE
recherche

contrôleur-inspecteur

expérience bancaire de 3 à 5 ans dans un Service « Contrôle-Inspection » indispensable.

Sa mission :

- vérification des procédures réglementaires et comptables
- contrôle des décaissements et de la régularité des opérations.

Ecrire avec C.V., photo et prêt. sous référence CCM à S. AMELOR.

CRÉDIT CHIMIQUE
20, rue Trudaine - 75002 Paris

SOCIÉTÉ DE TRANSFORMATION DE MATIÈRES PLASTIQUES
recherche

INGÉNIEUR CONSEIL
HAUTE EXPÉRIENCE

pour définition et installation de matériel performant de broyage, tamisage de poudre, incorporation de pigments dans des poudres.

Adresser C.V. avec photo à : HAVAS CONTACT, 154, bd Haussmann, 75008 PARIS, s. réf. 30.362, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS ROUTIERS DE VOYAGEURS
SPECIALISÉE TOURISME
IMPLANTÉE RÉGION SUD PARIS

recherche

ATTACHÉ COMMERCIAL
minimum 28 ans, niveau Bac

qui sera chargé principalement prospection clientèle tourisme et régulation trafic.

Envoyer C.V., manuscrit, photo et prétentions à : CAMPBELL - Référence 549
B.P. 57 - 75224 PARIS CEDEX 17.

administratif et comptable

85/100 000 F/an

La Direction Administrative d'une entreprise de Bâtiment et de Travaux Publics (200 personnes - C.A. 400 M de F) recherche un RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE.

Le poste s'adresse à un professionnel de la comptabilité, parlant couramment l'ANGLAIS et acceptant de se déplacer dans le cadre de ses fonctions pour des missions occasionnelles à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, C.V. sous réf. 4519/M à CONSEIL EN RECRUTEMENT CNPG 105, av. Victor-Hugo 75116 Paris

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

Société de Services en Informatique recherche, pour faire face à sa progression régulière, PARIS et

GRANDES VILLES de FRANCE

négociatrices

capables de vendre ses produits après une formation complète.

Profil souhaité :

- diplômées de l'Enseignement Supérieur (scientifique ou gestion) • débutantes ou avec une première expérience • volonté de réussir, aptitudes aux contacts humains.

Sont offerts :

- rémunération très élevée • avantages d'une Société de premier plan • perspectives de carrière non limitées.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo sous réf. 6541 J à

ORGANISATION et PUBLICITÉ
1, rue de Valenciennes - 75001 Paris

ETABLISSEMENT D'ETUDES ET DE FABRICAT. D'ARMEMENT DE BOURGES
recherche

INGÉNIEUR

Spécialité mécanique haut niveau

- Ecole nationale supérieure des techniques avancées ;
- Ecole centrale des arts et manufactures ;
- Ecole nationale supérieure de l'aéronautique.

Pour occuper un poste de recherche et développement dans des services d'études.

Ecr. et envoyer C.V. + photo à EFAB, 4, rue de la Gare, 1815 BOURGES.

UN ECONOMISTE

alors que vous êtes des études B.T.P. et à l'essai d'analyser une culture groupement administratif et professionnel. Bonne présentation. Quelques années d'expérience seraient appréciées. Envoyer C.V. complet et photo récente à M. le Chef de S.R.E. 17, rue de la Gare, 1815 BOURGES.

Groupe français de dimension internationale recherche pour sa filiale de vins effervescents à Soumair

co-directeur général

Après du Directeur Général chargé des problèmes de production, nous attendons de lui qu'il mette en place une stratégie de développement de la filière exprimée en moyens et objectifs chiffrés. Il définira les orientations commerciales adaptées aux marchés français et étrangers et supervisera la force de vente nationale.

Nous souhaitons un candidat de 35 ans minimum.

Envoyer CV manuscrit à Plain-Champs sous réf. TIO 102, av. des Champs-Elysées 75008 Paris

directeur de production
NORMANDIE 100 000 F

Important Groupe Textile International français recherche pour sa filiale décentralisée en Normandie un directeur minimum 35 ans, bon gestionnaire, possédant la fibre commerciale dépendant directement du Directeur Général qu'il doit remplacer pendant ses voyages.

Le candidat devra justifier d'une expérience de commandement et avoir participé à l'élaboration et au suivi d'une gestion budgétaire.

Véritable "homme orchestre" polyvalent, possédant une grande puissance de travail, il devra avoir le sens de l'initiative et de la décision. Bref ce sera un entrepreneur capable de succéder au Directeur Général de cette unité de 350 personnes.

Ce poste peut évoluer rapidement pour un excellent candidat soit dans la filiale Normande, soit dans une autre Société du Groupe.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 02/M - 25, rue du Renard - 75004 Paris

PROSSEL International
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Société Région Lyonnaise
recherche

RESPONSABLE COMPTABILITÉ ANALYTIQUE NIVEAU B.T.S.

IL SERA CHARGÉ :

- de la coordination comptabilité analytique, prix de revient, stock ;
- d'assurer le suivi permanent des investissements.

Le candidat devra posséder plusieurs années d'expérience dans :

- GESTION
- COMPTABILITÉ ANALYTIQUE
- PRIX REVIENT.

Ecr. avec C.V., photo et prêt. n° 67.844, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, PARIS (1^{er}), qui tr.

recrutement

Vous débutez ou vous avez deux à trois ans d'expérience en recrutement.

Vous avez une solide formation psychologique (maîtrise ou diplôme) et une bonne pratique des tests.

Nous souhaitons vous confier la responsabilité du recrutement de l'ensemble du personnel ouvrier et Etam de l'une de nos unités de fabrication situées en Normandie (plus de 7 000 personnes) : étude et mise en place des procédures de recrutement, recherche et sélection des candidats, suivi de leur intégration.

Notre Société : une importante entreprise de constructions mécaniques.

Ecrire sous réf. CROS.

EMPLOIS et CARRIÈRES
30 rue Vernet 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'EQUIPEMENTS ELECTROTECHNIQUES INDUSTRIELS
recherche pour l'EST de la FRANCE

PLUSIEURS INGÉNIEURS D'AFFAIRES
ELECTROTECHNICIENS confirmés

1 INGÉNIEUR D'AFFAIRES
spécialisé en REGULATION

Des JEUNES INGÉNIEURS
Débutants ELECTROTECHNICIENS

la REGION RHONE-ALPES

1 INGÉNIEUR D'AFFAIRES
ELECTROTECHNICIEN confirmé

Les curricula vitae sont à adresser sous le n° 67.827 à CONTESSE Publité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr. Une entière discrétion est garantie et une réponse assurée.

VOUS ÊTES ENCORE JEUNE

Vous avez :

- Le goût du contact humain ;
- Une grande curiosité d'esprit servie par l'esprit d'analyse et de synthèse ;
- Une bonne formation de base (B.E.C., B.S.E.C., B.U.F. de CO., S.C. F.O.) ;
- Des ambitions personnelles que vous souhaitez faire coïncider avec les ambitions d'une entreprise.

Nous sommes une des quatre premières sociétés de CRÉDIT BAIL MOBILIER, recherchant

UN ATTACHÉ DE DIRECTION

apte, après formation au sein d'une équipe dynamique, à négocier des contrats de crédit bail en aidant les P.M.E. à résoudre leurs problèmes d'investissement.

Résidence grande ville de France.

Envoyer C.V., manuscrit et photo sous n° 67.386 à CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

futur responsable fabrication
OUEST FRANCE

recherché par ZODIAC, leader mondial du Bâtiment pneumatique.

Après au moins 25 ans, le candidat aura une formation technique type Arts et Métiers ou similaire ainsi qu'une expérience Production/Méthodes.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous référence 4702/M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A.
International Classified Advertisers
3, rue d'Hauteville - 75010 PARIS

LABORATOIRE INDUSTRIEL DE TRAITEMENT PHOTOGRAPHIQUE
recherche pour assurer son

CONTROLE DE GESTION
DIPLOMÉ E.S.C. - E.S.S.E.C.

28 ans minimum

ayant quelques années d'expérience acquises dans une société industrielle pratiquant des méthodes de gestion anglo-saxonnes.

Compte tenu de l'évolution rapide de la société, d'intéressantes perspectives d'avenir sont ouvertes à un candidat qui, doté d'une forte personnalité, saura faire la preuve d'un tempérament équilibré alliant dynamisme et diplomatie.

Adr. lettre de candidature et C.V. à Laboratoire EST COLOB - Service des Relations Extérieures 144, route de Thionville, 57000 METZ.

médecin du travail

Nous sommes une importante Société du secteur mécanique.

Nous recherchons pour l'une de nos usines, située en Normandie (7 000 personnes), un médecin du travail.

Ce poste convient à un docteur en médecine, diplômé de médecine du travail et ayant, si possible, plusieurs années d'expérience dans ce domaine.

Envoyer C.V., détaillé sous réf. DACI.

EMPLOIS et CARRIÈRES
30 rue Vernet 75008 PARIS

VILLE DU SUD-OUEST 85000 F
DIRECTEUR CRÉDIT IMMOBILIER

Le Conseil d'Administration veut confier ce poste à un homme qui possède :

- une formation juridique et économique ;
- une bonne connaissance des problèmes financiers et techniques de l'immobilier ;
- des capacités de gestionnaire et un esprit commercial marqué.

Adresser C.V. détaillé sous réf. M. 1628 à Conseil en recrutement, 22, rue Vital-Carles, Bordeaux.

Réponse et discrétion assurée.

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Henkel

organisateur

HENKEL FRANCE, 1400 personnes, 2 unités de production, nous fabriquons et commercialisons des produits de grande consommation et des produits industriels.

Nous vous proposons un poste d'ORGANISATION dans notre Division Organisation et Traitement.

Votre formation supérieure et votre connaissance de la gestion des entreprises doivent vous permettre de réaliser l'étude et l'analyse des structures, méthodes et procédures existantes afin de les adapter constamment aux objectifs de développement de la Société.

Un début d'expérience d'organisateur serait apprécié.

Ecrire sous réf. M 857 à HENKEL FRANCE DRH, B.P. 119 - 92220 BAGNEUX.

S.A. BOUJOIS
recherche

PRÉPARATEUR DE FABRICATION

Ayant une expérience d'au moins 5 ans en produits cosmétiques, capable d'effectuer des rectifications de teintes. Possédant si possible un C.A.P. de préparateur en pharmacie ou un Brevet de chimiste.

Se prés. au r. Delizy, 52-Paris.

ORGANISME SEMI-PUBLIC

RECUS D'URGENCE

URBANISTE

ayant grande expérience documents d'urbanisme.

Ec. n° T 090326 M. Rôle-Pressé 85 bis, r. Reaumur, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ D'IMPORTATION
(130 personnes, C.A. 100 M.)

JEUNE CADRE

A VOCATION ADMINISTRATIVE.

Ayant :
— Formation E.S.C. I.E.P., Licence Economique.
— Expérience P.D.E.
— Bon contact humain pour assister le P.D. G. sur le plan organisation et contrôle administratif.
Poste évolutif.

Adresser C.V. photo, prêtant. Etienne-Marcel, 75001 Paris Cedex 02.

Très Urgent

Directeur Commercial

150.000 +

La filiale française d'un groupe européen de grande notoriété (effectif total 7.000 personnes) spécialisée notamment dans la fabrication et la vente d'éléments de sécurité relatif à l'équipement des automobiles, recherche un Directeur Commercial à qui elle confiera, au plan national, le développement d'un nouveau secteur dont tous les éléments sont maintenant réunis pour un démarrage immédiat.

Dépendant du Directeur Général, le titulaire de ce poste aura d'une part à proposer la meilleure organisation des services commerciaux au siège (sud de Paris), d'autre part à concevoir et à mettre en application une politique de distribution compatible avec l'expansion.

Ce poste ne peut convenir qu'à un diplômé d'Etudes Supérieures, de préférence commerciales, 30 ans minimum, pouvant justifier de plusieurs années d'expérience de la vente de produits ou d'équipements auprès de centrales d'achat (magasins, grandes surfaces, grossistes, stations services...) ainsi que tout ce qui a trait à leur promotion et à l'organisation des ventes. Une bonne maîtrise de l'anglais constituerait un avantage certain.

Les candidats réunissant les critères ci-dessus précités sont invités à les faire valoir dans leur C.V. qu'ils adresseront avec une photo, en précisant le cas échéant leur adresse de vacances pour convocation éventuelle prévue d'ici fin juillet.

sélé
CEGOS

Adresser lettre de candidature et C.V. détaillé à Fr. ROUSSEAU sous référence 8052/M. S.M. - CEGOS 33, quai Gallieni 92133 SURESNES qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

L'adjoint au Directeur de son département Informatique

est recherché par une importante société Paris 16^e utilisant en grand ensemble I.A.M. avec Data base et réseau de télécommunications.

ingénieur haut niveau

(Grande Ecole), il devra aller à une compétence technique indiscutable, des dispositions pour contribuer à l'organisation, l'animation, le développement, le contrôle de ce département. Adresser C.V. + photo à Havas Contact, 156, bd Haussmann, 75008 Paris sous réf. 59387.

La Division SEMI-CONDUCTEURS INTERNETALL de la S.P.I. - I.T.T.

recherche pour renforcer son équipe Marketing

INGÉNIEUR COMMERCIAL

pour vente SEMI-CONDUCTEURS, secteur PROFESSIONNEL en expansion.

NOUS DEMANDONS :

- formation électronique, expérience commerciale, ordonnance, p.d.f., informatique, télécom, auto-mat. mesures ;
- réussite antérieure dans la conduite des négociations et prise de commandes à tous niveaux hiérarchiques ;
- forte personnalité (30) BACNEXUS ;
- Avantages sociaux importants, excellente rémunération pour candidat ambitieux et performant.

Adresser curr. vitae détaillé, photo, prétentions : Service du Personnel S.P.I.-I.T.T. 18, rue E.-Schweiger, 69600 COLMAR.

Messey Ferguson

recherche UN

CONSEILLER DE GESTION

pour aider les concessionnaires à la gestion de leur affaire (comptabilité, trésorerie, financement, problèmes juridiques, budgétaires...).

C'est un jeune diplômé d'études supérieures (E.S.C., S.C.P., S.C.E.C.O.), qui possède une première expérience financière (organismes de financement, banques, contrôle de gestion, etc.).

Lieu de travail : LE PLESSIS-ROBINSON (16 km de la Porte d'Orléans). Déplacements fréquents et de courte durée en Province.

CE JOB ? un bon tremplin pour un développement de carrière (finances, marketing, gestion, etc.).

Env. C.V. dét. à Philippe BIARD MASSEY-FERGUSON, 22 avenue de la République, 92520 LE PLESSIS-ROBINSON.

LE SERVICE ETUDES DE LA MOTORISATION

recherche

ENQUÊTEURS

Disposables les 31 juillet et 1^{er} août, pour passer de questions.

Ces questionnaires devront être conduits par des enquêteurs expérimentés, originaires du Nord-Constantinois, résidant actuellement en région parisienne.

Tél. de 10 h. à 13 h. et de 14 h. à 17 h. - 50-54-00, poste 417 ou 402.

PERI-INFORMATIQUE

l'un des leaders mondiaux dans son marché recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL

Pour la France.

Ayant :
— Formation supérieure.
— Une expérience réussie dans la vente de produits informatiques.
— Connaissance des besoins des entreprises et de la mise en œuvre avec l'aide de 4 vendeurs.

Envoyer C.V. et prétentions à M. Jean LEBOLCHER, 4, rue Cornille, 93160 Montmagny.

AGENCE DE PUBLICITÉ INTERNATIONALE

dans le cadre de son développement recherche

2 CHEFS DE PUBLICITÉ JUNIOR

pouvant faire état d'un ou de deux ans d'expérience à possible sur budget grande consommation.

Ec. n° 38088 M. RÔLE-PRÉSSÉ, 85 bis, rue Reaumur - 75002 PARIS.

Groupe de sociétés ayant créé une entreprise en 1961 est de promouvoir et de réaliser des opérations de collectes sélectives de déchets recyclables dans toute la France métropolitaine.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

— Son rôle sera la conception, la mise en œuvre et le contrôle de l'organisation de ces collectes.
— Il assurera les contacts préparatoires avec l'administration et mettra au point les détails des différentes opérations à réaliser.
— Poste à pourvoir sur Paris en septembre.

Adresser C.V. manuscrit détaillé indiquant prétentions à Publi-Bourse, réf. 613, 7, pl. de Valois, Paris-1^{er}.

La Société CALORSTAT

spécialisée dans la fabrication de SOUFFLETS MÉTALLIQUES et APPAREILS DE RÉGULATION recherche

CADRE TECHNICO-COMMERCIAL Bilingue Anglais

Ce poste conviendrait à un CADRE possédant une solide formation technique de base équivalente à l'INGÉNIEUR en construction mécanique.

Nombreux contacts extérieurs et déplacements fréquents. ANGLAIS langue maternelle ou parfaitement bilingue.

POSTE A POUVOIR IMMÉDIATEMENT.

Revoir avec C.V. détaillé man. prêtant et photo à : CALORSTAT - B.P. n° 15 - 81290 ARPAJON.

Importante Compagnie d'Assurances

recherche pour la région parisienne

UN RESPONSABLE COMMERCIAL DE HAUT NIVEAU

Il sera chargé de l'animation de la clientèle (agents, courtiers), de l'étude des marchés et de la promotion commerciale des produits.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé de l'enseignement Supérieur, possédant une expérience professionnelle d'au moins 10 ans dans le domaine technico-commercial des Assurances I.A.R.D. (spécialement en assurances et risques divers).

Les candidats seront reçus sur convocation entre le 26 juillet et le 4 août 1976.

Prévoir d'adresser C.V., photo et prêt. n° 67.630. CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. 1^{er}.

YORK

rech. pour département CONDITIONNEMENT D'AIR A PARIS

RESPONSABLE SERVICE APRÈS-VENTES

Ayant une expérience commerciale, électrique, régulation.

2 JEUNES TECHNICIENS

pour montage et câblage de capteurs et pistons.

Nbr. BTS. Bonne connaissance de l'anglais souhaitée.

Adresser C.V. manuscrit très complet à CAMPBELL, B.P. 57 75284 Paris Cedex 17, 4/101, 541.

CHEF COMPTABLE

pour un service de produits sur le plan national.

Qualités exigées :
— Expérience de l'organisation et du service de comptabilité.
— Connaissances approfondies des lois françaises du travail et des problèmes de douane.

— Connaiss. de l'anglais souhaitées.

Adresser C.V. manuscrit très complet à CAMPBELL, B.P. 57 75284 Paris Cedex 17, 4/101, 541.

INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL

diplômé E.T.P., A.M. ou équivalent.

Minimum 5 ans d'expérience, connaissance des techniques de charpente métallique, second œuvre pour bureau d'études de bâtiments industriels.

Anglais parlé et écrit.

Déplacements FRANCE et OUTRE-MER.

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

diplômé A.M., E.N.S.I. ou équivalent.

Minimum 5 ans d'expérience. Connaissances machines-outils et ateliers de fabrication pour bureau d'ingénierie.

Anglais parlé et écrit.

Déplacements FRANCE et OUTRE-MER. NATIONALITÉ FRANÇAISE EXIGÉE.

Ecrire avec C.V. dét. et prêtant, à M. J. LEBOLCHER, 4, rue Cornille, 93160 Montmagny.

YORK

rech. pour département CONDITIONNEMENT D'AIR A PARIS

RESPONSABLE SERVICE APRÈS-VENTES

Ayant une expérience commerciale, électrique, régulation.

2 JEUNES TECHNICIENS

pour montage et câblage de capteurs et pistons.

Nbr. BTS. Bonne connaissance de l'anglais souhaitée.

Adresser C.V. manuscrit très complet à CAMPBELL, B.P. 57 75284 Paris Cedex 17, 4/101, 541.

CHEF COMPTABLE

pour un service de produits sur le plan national.

Qualités exigées :
— Expérience de l'organisation et du service de comptabilité.
— Connaissances approfondies des lois françaises du travail et des problèmes de douane.

— Connaiss. de l'anglais souhaitées.

Adresser C.V. manuscrit très complet à CAMPBELL, B.P. 57 75284 Paris Cedex 17, 4/101, 541.

INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL

diplômé E.T.P., A.M. ou équivalent.

Minimum 5 ans d'expérience, connaissance des techniques de charpente métallique, second œuvre pour bureau d'études de bâtiments industriels.

Anglais parlé et écrit.

Déplacements FRANCE et OUTRE-MER.

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

diplômé A.M., E.N.S.I. ou équivalent.

Minimum 5 ans d'expérience. Connaissances machines-outils et ateliers de fabrication pour bureau d'ingénierie.

Anglais parlé et écrit.

Déplacements FRANCE et OUTRE-MER. NATIONALITÉ FRANÇAISE EXIGÉE.

Ecrire avec C.V. dét. et prêtant, à M. J. LEBOLCHER, 4, rue Cornille, 93160 Montmagny.

IMPT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

recherche pour département LONGJUMEAU

15 km de la Porte d'Orléans par autoroute du Sud

TECHNICIENNE DIPLOMÉE POUR MISE AU POINT ANALYTIQUE REMPLACEMENT TEMPORAIRE 6 MOIS

Avantages sociaux. Restaurant d'entreprise. Facilité de transport. La place d'habitation.

Adresser C.V. prêt. n° 67.641. Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, q. 1^{er}.

LABORATOIRE INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

en pleine expansion filiale d'un groupe multinational recherche

CHEF DE VISITE MÉDICALE

30 ans minimum. Niveau d'études supérieures.

ANGLAIS SOUHAITE

Devra posséder une très bonne connaissance de la visite médicale et de l'animation des hommes, devra fournir les preuves chiffrées d'une expérience réussie comme Directeur Régional ou Chef de visite médicale d'une firme multinationale.

SITUATION D'AVENIR

Le candidat doit être un homme de terrain, ce qui implique une personnalité dynamique et accrocheuse, ayant un bon contact humain, aimant les déplacements.

Env. candidatures manuscrites, C.V. av. réf. et photo Laboratoire MACOUR, B.P. 122, 92494 Courbevoie. Réponse et discrétion assurées.

Société LOGABAX

recherche dans le cadre du développement de son activité TÉLÉINFORMATIQUE

INGÉNIEUR POSITION II

chargé de la définition des moyens de maintenance de nouveaux produits.

Ce poste nécessite une expérience de quelques années en transmission de données (coupleurs, modems et procédures).

DISPONIBLE RAPIDEMENT.

Adresser C.V. détaillé, S.M. LOGABAX, r. Fernand-Léger, S.A.C. Courbevoie 91190 GUP-SUR-YVETTE.

LE SERVICE ETUDES DE LA MOTORISATION

recherche

ENQUÊTEURS

Disposables les 31 juillet et 1^{er} août, pour passer de questions.

Ces questionnaires devront être conduits par des enquêteurs expérimentés, originaires du Nord-Constantinois, résidant actuellement en région parisienne.

Tél. de 10 h. à 13 h. et de 14 h. à 17 h. - 50-54-00, poste 417 ou 402.

PERI-INFORMATIQUE

l'un des leaders mondiaux dans son marché recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL

Pour la France.

Ayant :
— Formation supérieure.
— Une expérience réussie dans la vente de produits informatiques.
— Connaissance des besoins des entreprises et de la mise en œuvre avec l'aide de 4 vendeurs.

Envoyer C.V. et prétentions à M. Jean LEBOLCHER, 4, rue Cornille, 93160 Montmagny.

IMPORTANT GROUPE AMÉRICAIN

recherche pour service APRÈS-VENTE FRANÇAIS département photocopie

Lieu de travail : SAINT-MANDÉ

AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONIQUES

Les candidats devront avoir le niveau BTS et au minimum 2 ans d'exp. Connaiss. de l'anglais exigées.

Env. C.V. et photo à J. LEBOLCHER, 4, rue Cornille, 93160 MONTMAGNY.

MORGAN ADRESSES

Membre d'un groupe international recherche pour ses bureaux situés en banlieue Sud de Paris.

JEUNE CADRE ADMINISTRATIF

Il prend en charge la gestion des stocks, le contrôle administratif du service commercial et du magasin et certains problèmes commerciaux ou d'organisation interne (personnel par exemple). A 25 ans minimum, licencié en droit ou diplômé E.S.C., débutant ou ayant deux ans d'expérience similaire. C'est l'occasion de créer votre fonction dans une entreprise jeune et en forte expansion. Intéressé ?

Ecrire sous référence 8076 LM à Mme F. MAXENCE.

ALEXANDRE TIC S.A.

10, rue Royale, 75008 PARIS

Rech. ANIMATEURS DE FORMATION VACATIAIRES

Des disciplines, Envoy, lettre manuscrite, C.V. et photo à J. LEBOLCHER, 4, rue Cornille, 93160 MONTMAGNY.

Rech. Rédacteur ou Rédactrice

à responsabilité, pr. journal de Jeunes. Lib. fin juillet 76 et pos. 1^{er} août 1976. 10 h. 30 à 12h-05-91

FILIALE GRANDE SOCIÉTÉ (C.A. 100 millions)

diffusant des produits industriels destinés principalement à la Construction Électrique recherche

CHEF DU SERVICE EXPORT

— aura à gérer le Réseau des Ventes Export, — à assister le D.G. et le D.C. commercial pour la conduite du Réseau des Ventes.

Intéressé aura au moins 3 ans d'expérience de la vente de produits industriels et de préférence une formation de base scientifique ou technique. Il devra parler l'allemand et l'anglais, et rédiger en ces langues.

Le poste implique de nombreux déplacements à l'étranger et en France (un temps).

Adresser lettre manuscrite av. C.V., photo et prétentions sous n° 7337, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75207 Paris-8^e, qui transmettra.

IMPORTANT SOCIÉTÉ SECTEUR SEMI-PUBLIC

recherche

CADRE ADMINISTRATIF

Attaché à la Direction générale pour être chargé de la gestion administrative courante.

- Formation générale solide ;
- Très bonne rédaction ;
- Quelques années d'expérience exigées dans un poste similaire ;
- Une certaine connaissance des problèmes autoroutiers serait appréciée.

Rémunération suivant références et qualification.

Env. C.V. et photo à Mlle MANGRELL, S.C.E.T., 41 bis, avenue Boquet, 75007 PARIS.

S.G.I.

pour long remplacement, recherche

COMPTABLES 2^e ÉCHELON

Se présenter 85, rue de la Victoire - 75009 PARIS Métro Trinité ou Châteaud'Antin, ou téléphoner pour rendez-vous au 285-66-27.

Importante Société d'Assurances

recherche pour son service CONTENTIEUX GÉNÉRAL

RÉDACTRICE

licenciée en droit, même débutante situation évolutive.

— 5 x 8 x 4.
— Restaurant d'entreprise.
— Avantages sociaux.

Ecrire avec C.V. et photo ou se prés. Bureau du Personnel, 57, rue de l'Arcade, PARIS-8^e.

UN ADJOINT

pour l'une de nos gammes de produits. Il négociera les achats et réalisera les ventes, soit par téléphone, soit par notre réseau d'agents.

Le candidat connaît l'anglais. Il aura quelques années d'expérience commerciale et devra être capable d'acquiescer une connaissance de la vente par téléphone.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à M. J. LEBOLCHER, 4, rue Cornille, 93160 MONTMAGNY.

SIN BATIMENTS INDUSTRIALISÉS

recherche pour renforcer son Agence Parisienne

- 1 INGENIEUR DE TRAVAUX
- 2 CONDUCTEURS DE TRAV.
- 1 METREUR VERIFICATEUR
- 1 DESSINATEUR P.C.

Ad. C.V. sous n° 67.578 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er} qui transmettra.

ETABLISSEMENT D'ETUDES ET DE FABRICATIONS D'ARMEMENT DE BOURGES

recherche

DOCTEUR 3^e CYCLE

Spécialité :
— Mécanisme des fluides ou Thermodynamique.

Pr occuper un poste de recherche et développement dans les services d'études.

Ec. en envoyer C.V. + photo à EFAB, 4, route de Guerry, 18015 BOURGES.

IMPORTANT SOCIÉTÉ INDUSTRIES CHIMIQUES ET MATIÈRES PLASTIQUES

recherche

CHIMISTE

— Quelques années d'expérience en synthèse organique ;
— Niveau 2^e degré.

Adresser curr. vitae et photo à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS sous référence 30361.

CABINET PARISIEN BREVETS, MARQUES ET MODELES

recherche

JURISTE P.I.

de haut niveau pour

PRENDRE DIRECTION

de ses services juridiques

Première lettre sous numéro 7210, « le Monde » P., 5, rue des Italiens - 75217 PARIS-9^e, qui transmet.

Importante Société d'Assurances

recherche pour son service CONTENTIEUX GÉNÉRAL

RÉDACTRICE

licenciée en droit, même débutante situation évolutive.

— 5 x 8 x 4.
— Restaurant d'entreprise.
— Avantages sociaux.

Ecrire avec C.V. et photo ou se prés. Bureau du Personnel, 57, rue de l'Arcade, PARIS-8^e.

UN ADJOINT

pour l'une de nos gammes de produits. Il négociera les achats et réalisera les ventes, soit par téléphone, soit par notre réseau d'agents.

Le candidat connaît l'anglais. Il aura quelques années d'expérience commerciale et devra être capable d'acquiescer une connaissance de la vente par téléphone.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à M. J. LEBOLCHER, 4, rue Cornille, 93160 MONTMAGNY.

SIN BATIMENTS INDUSTRIALISÉS

recherche pour renforcer son Agence Parisienne

- 1 INGENIEUR DE TRAVAUX
- 2 CONDUCTEURS DE TRAV.
- 1 METREUR VERIFICATEUR
- 1 DESSINATEUR P.C.

Ad. C.V. sous n° 67.578 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er} qui transmettra.

ETABLISSEMENT D'ETUDES ET DE FABRICATIONS D'ARMEMENT DE BOURGES

recherche

DOCTEUR 3^e CYCLE

Spécialité :
— Mécanisme des fluides ou Thermodynamique.

Pr occuper un poste de recherche et développement dans les services d'études.

Ec. en envoyer C.V. + photo à EFAB, 4, route de Guerry, 18015 BOURGES.

IMPT ETABLISSEMENT BANCAIRE EUROPEEN

recherche pour Paris

un diplômé HEC, Sciences Po., Sciences Eco., âgé de 28 ans minimum, parlant couramment l'anglais, pour maintenir et développer :

LES CONTACTS INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS FRANÇAIS

Env. curr. vitae sous n° 7206 à « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75207 PARIS.

IMPORTANTE SITE DISTRIB. ARTICLES SPORT

recherche

DIRECTEUR DES VENTES

RESIDENCE PARIS

Le candidat devra posséder bonne formation commerciale, expérience de la vente, certaines connaissances sur le sport, expériences articles sport ou textile.

Adresser curr. vitae + photo à D.A.S. - B.P. 3 75749 PARIS - CEDEX 15.

KLÉBER-COLOMBES

recherche

AGENT TECHNICO-COMMERCIAL

Niveau S.C. Technique. Connaissances mécaniques générales souhaitées. Poste sédentaire.

Ad. C.V. détaillé et prétentions avec photo à Jean LEBOLCHER, 4, rue Cornille, 93160 MONTMAGNY.

UN ADJOINT

pour l'une de nos gammes de produits. Il négociera les achats et réalisera les ventes, soit par téléphone, soit par notre réseau d'agents.

Le candidat connaît l'anglais. Il aura quelques années d'expérience commerciale et devra être capable d'acquiescer une connaissance de la vente par téléphone.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à M. J. LEBOLCHER, 4, rue Cornille, 93160 MONTMAGNY.

SIN BATIMENTS INDUSTRIALISÉS

recherche pour renforcer son Agence Parisienne

- 1 INGENIEUR DE TRAVAUX
- 2 CONDUCTEURS DE TRAV.
- 1 METREUR VERIFICATEUR
- 1 DESSINATEUR P.C.

Ad. C.V. sous n° 67.578 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er} qui transmettra.

ETABLISSEMENT D'ETUDES ET DE FABRICATIONS D'ARMEMENT DE BOURGES

recherche

DOCTEUR 3^e CYCLE

Spécialité :
— Mécanisme des fluides ou Thermodynamique.

Pr occuper un poste de recherche et développement dans les services d'études.

Ec. en envoyer C.V. + photo à EFAB, 4, route de Guerry, 18015 BOURGES.

IMPT ETABLISSEMENT BANCAIRE EUROPEEN

recherche pour Paris

un diplômé HEC, Sciences Po., Sciences Eco., âgé de 28 ans minimum, parlant couramment l'anglais, pour maintenir et développer :

LES CONTACTS INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS FRANÇAIS

Env. curr. vitae sous n° 7206 à « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75207 PARIS.

Voir la suite des offres d'emploi et autres rubriques en page 20

JUSTICE

FAITS DIVERS

EN SEINE-SAINT-DENIS

Une enquête est ouverte après la mort d'un jeune homme que poursuivait un policier

Un jeune homme âgé de dix-huit ans, M. Gilles Olivier, a été trouvé mort, samedi 10 juillet, près du mur d'enceinte d'une école maternelle de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Selon les premiers éléments de l'enquête, il aurait été tué par un policier qui le poursuivait. Le parquet de Bobigny a ouvert une information et l'inspection générale des services (I.G.S.) — la « police des polices » — a elle-même été chargée d'une enquête.

Les policiers de Saint-Denis avaient été appelés, samedi 10 juillet, vers 11 heures du matin, pour disperser une bande de jeunes gens qui avaient attaqué un autobus de la R.A.T.P. place du 8-Mai-1945. A l'arrivée de la police, les jeunes gens avaient pris la fuite, pourchassés par les gardiens de la paix dans les ruelles adjacentes. Plusieurs, le moins, habitant des immeubles voisins, affirment qu'ils ont entendu le bruit de la débandade puis un cri : « Arrêtez, ou je tire ! ». Deux coups de feu auraient suivi cette sommation.

Samedi, dans la matinée, un riverain a remarqué la présence

Le Monde de l'éducation

Numéro de juillet-août

LE PALMARÈS DES UNIVERSITÉS

- Paris menacé par la province
- Grenoble et Strasbourg prix d'excellence

• Trois voitures se heurtent : quatre morts, un blessé grave. — Quatre personnes ont été tuées et une autre grièvement blessée dans une collision survenue dans la nuit du samedi 10 à dimanche 11 juillet, près de Roanne (Loire). De l'une des voitures qui a explosé et pris feu, on a retiré le corps de trois membres d'une famille de Roanne.

Contraventions et stationnement

PLUTÔT LA PRISON...

Quand on est commerçant, on devrait avoir le droit de garer sa voiture près de sa boutique, estime M. Christian Bernateau, âgé de trente et un ans, photographe établi place du Théâtre-Antique, à Orange.

M. Bernateau refuse de mettre des pièces dans les parements qui entourent la place. Objet de quelques procès-verbaux pour stationnement prolongé, il était convoqué, le samedi 10 juillet, devant le tribunal de grande instance de Carpentras. Le juge lui a proposé de choisir entre le paiement des amendes et deux jours d'emprisonnement.

« J'irai en prison », a-t-il répondu. Lundi à 17 heures, les gendarmes devaient venir le chercher.

TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS

Les 3 grands noms de la literie exposent leur gamme complète chez : CAPELOU

DISTRIBUTEUR LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XI^e • TEL. 357.46.55
Métro : Parmentier

Le conseil des ministres va examiner le projet de loi Informatique et libertés

Née des polémiques autour du projet Satal (le Monde du 21 mars 1974), la commission Informatique et libertés a été créée, en septembre 1975, un rapport généralement jugé à la fois pessimiste et de qualité (le Monde du 17 septembre 1975). Il mettait notamment l'accent sur les risques de déséquilibre constitutionnel qui pourraient résulter d'une absence de contrôle de la technique informatique.

Le Conseil d'Etat, consulté les 6 et 8 juillet, et ayant largement fait entendre sa voix, d'est en principe le prochain conseil des ministres, jeudi 15 juillet, qui devrait donner sa forme définitive au projet de loi. Le calendrier est donc à peu près respecté puisque le garde des sceaux s'était engagé au moment de la publication du rapport Informatique et libertés à saisir le Parlement lors de sa session du printemps 1976.

LA TECHNIQUE ET LE POUVOIR

Les travaux conduits par la commission Informatique et libertés sous la houlette de M. Bernard Tricot ne paraissent pas devoir être trahis. On peut même imaginer, si le conseil des ministres ne désavoue ni ses fonctionnaires ni le Conseil d'Etat, que le projet de loi ira sur certains points plus loin que le rapport Tricot.

Il est à peine besoin de rappeler les termes du débat. L'informatique, c'est. Sope parmi nous, c'est le meilleur (que de tâches fastidieuses, répétitives, abrutissantes supprimées grâce à l'ordinateur) et le pire (que pèse l'individu — et même les États — quand il est jugé, vivifié, examiné en termes de micro-secondes sans même être informé ni pouvoir, a fortiori, contester les conclusions dont il est l'objet ?). Le problème n'est donc pas de se limiter sur les progrès de l'informatique — sur le modèle de la famille du comte de Dijon, qui le fit « Interdire » parce qu'il se passait pour l'autonomie, — mais d'organiser le contrôle de l'informatique pour en prévenir les excès. Il s'agit de ne pas permettre qu'une technique se mue en pouvoir pour ceux qui en ont l'usage. Qui contrôlera ? C'est la base de tout.

Pour ce qui concerne la commission de contrôle, on devrait attendre que le projet de loi dépasse les recommandations du rapport Tricot. Le Conseil d'Etat a, en effet, souligné, sans que les représentants des ministères intéressés fassent connaître leurs réserves, que l'instance de contrôle dispose d'un maximum d'indépendance au regard de l'exécutif. Au point qu'un conseiller d'Etat a suggéré qu'elle ait le caractère d'un organisme constitutionnel.

Pour le moment, le régime de la commission sera calqué, grosso modo, sur celui du médiateur. C'est-à-dire avec un budget propre sans qu'il soit assorti d'un contrôle financier. Mais avec des pouvoirs naturellement plus étendus. Douze membres la composeront, dont deux membres du Conseil d'Etat, deux de la Cour de cassation, deux de la Cour des comptes, élus par leurs assemblées respectives, et six personnalités désignées en raison de leurs qualifications.

La commission — qui serait assistée de services et d'un secrétaire général nommé par le président — aurait des pouvoirs d'investigation et d'instruction, pourrait prendre des décisions individuelles ou réglementaires, et même ordonner la destruction d'un support d'informations. Elle donnera son avis sur les projets de traitements automatisés du secteur public et cet avis ne pourra être outrepassé que par décret en Conseil d'Etat.

Pour ce qui concerne les traitements privés, ils sont soumis à déclaration préalable auprès de la commission. En bref, cette dernière s'assure que les traitements automa-

tisés d'informations nominatives, publiques ou privées, sont effectués conformément aux dispositions de la loi. Etant précisé que sont réputées nominatives, les informations qui permettent sous quelque forme que ce soit, directement ou après traitement, l'identification des personnes et des groupements, même de fait.

La commission remettra chaque année un rapport au président de la République. Le projet de loi Informatique et libertés, long actuellement de trente-quatre articles (28, plus 6 de dispositions pénales), réglemente, d'autre part, le droit d'accès direct des personnes qui pensent figurer dans un fichier : à toute personne qui en fera la demande pour ce qui la concerne, les renseignements devront, sans excuse de détail, être fournis en langage clair. Les justificatifs de rectification, s'il en est demandé, seront fournis sans frais.

Une lacune

Deux exceptions à l'accès direct. L'une concerne la sûreté de l'Etat, la défense nationale, et la sûreté publique. Dans ce cas, c'est l'un des membres de la commission qui, sur place, vérifiera qu'il n'y a pas, ou qu'il y a, des anomalies. L'autre exception concerne les fichiers de santé, dont le contenu ne pourra être révélé qu'à un médecin désigné par le demandeur.

Enfin, le projet prévoit une disposition qui paraît aussi importante que les précédentes en ce qu'elle



AREA REPRESENTATIVE

West Africa

A major international company invites applications from young, alert and enterprising businessmen for this position. Based in Abidjan, with responsibility for sales in the Ivory Coast, Senegal, Cameroun and Ghana, the man appointed will be directly responsible to the executive Vice President for Central Africa. Preferably applicants should have a background in telecommunications (transmission) or related industrial products, and have high-level sales experience. The successful candidate will have the proven ability, ideally gained in Africa, to evaluate, select and motivate agents. A good knowledge of English with French as mother tongue is essential. Compensation will match qualifications and the importance of the position. If you would like to learn more about this challenging opportunity, please send your resume including information on your latest salary and earliest starting date. Write to Paris address.

Ref. B/5562M

Please send curriculum vitae, quoting the reference number on the envelope. Replies will be forwarded direct, unopened and in confidence to the client unless addressed to our "Central Department" listing companies to which they may not be sent.

P.A. Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79
Amsterdam - Brussels - Copenhagen - Frankfurt - London - Madrid - Milan - Paris - Stockholm - Vienna - Zurich

JUSQU'AU CREDIT
14 JUILLET
SPECIAL OCCASION

argent, voiture, vacances: la solution Renault

PUBLICIS N 8884

Vacances, voiture, l'un va difficilement sans l'autre. Mais il arrive parfois que ce soit difficilement compatible. Alors dans ce cas-là Renault vous propose une formule de crédit exceptionnelle pour l'achat d'une voiture d'occasion, garantie OR, de moins de 3 ans. Après le versement initial de 20%, comptant légal; les 23 mensualités qui suivront seront

particulièrement légères. Et lorsque le 24^e mois vous solderiez votre crédit, vous aurez l'assurance que cette dernière traite sera dans tous les cas inférieure à la valeur de votre voiture. Prenons un exemple : comment payer un véhicule d'occasion d'une valeur de 10 000 F? Un apport comptant légal de 2 000 F,

23 mensualités très légères de 320 F, et 2 ans plus tard, la 24^e mensualité de 2 674 F (montant des agios 2 034 F; prix total : 12 034 F). Le crédit Spécial Occasion Renault favorise vos vacances et les prolonge.

*Peut éventuellement être constitué par la reprise de votre ancien véhicule.

RENAULT

LE MOYEN
L'AGENDA DU MOYEN
L'AGENDA DU MOYEN

b.i.c.s.
BANQUE POPULAIRE
INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE
DE LA REGION SEINE-MAINE-LOIRE
Siège Social : MONTROUGE (93)
55, avenue A. Dand

ANALYSTES-PROGRAMMEURS
COGOL
Le service informatique de la région
de la région de la région de la région

PHYSIOLOGISTE
Le service de la région de la région de la région

DIRECTEUR FINANCIER
120.000.000.000 F

LA MINISTRE DE LA JUSTICE
21 CHEFS DE SERVICE

SERCO
EN CHEF DE VENTE

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

Les manifestations de Creys-Malville (Isère)

La police au secours du nudéaire

Samedi 10 juillet, vers 22 heures, les forces de l'ordre ont fait évacuer le camp improvisé que les manifestants antinucléaires avaient établi sur la commune de Mépion (Isère), à environ 2 kilomètres du site du futur réacteur Super-Phénix. Des grenades lacrymogènes ont été lancées. Quatre personnes ont dû être transportées à l'hôpital de Bourgoin.

Ainsi, à la tombée de la nuit, plusieurs centaines de G.R.S. et de gendarmes mobiles, usant des moyens habituellement employés dans les opérations importantes de maintien de l'ordre, ont « nettoyé » le terrain. Des hommes, des femmes, des enfants étaient occupés à monter leur campement pour la nuit, affichant une attitude résolument non violente comme ils l'étaient depuis le début de la « fête » antinucléaire de Creys-Malville. Il y a huit jours. Pourchassés, les campeurs se sont dispersés dans la campagne. Ils ont été hébergés par les agriculteurs, qui n'ont pas caché leur stupéfaction et leur indignation.

L'affaire de Creys-Malville comporte des enseignements. Le mouvement antinucléaire, qui beaucoup croyait assoupi, semble se réveiller en de multiples endroits. A Gravelines (Nord), c'est la menace, à Cruas (Ardèche) la crainte, à Plogoff (Finistère), le refus catégorique des projets C.E.D.F.

Jusqu'ici, la protestation des mouvements écologiques était demeurée pacifique. Les attentats à l'explosif perpétrés à Fessenheim, à Flamanville, à Brennilles comme à Tourny (ces deux derniers revendiqués par le F.L.S.) ont toujours été condamnés. Selon ceux qui les organisent, les manifestations d'opposition à la politique nucléaire « toute azimut » doivent être des fêtes, des occasions d'informer aussi, mais jamais des affrontements.

MARC AMERISO-RENDU.

CIRCULATION

M. JACQUES CHIRAC INAUGURE LE DERNIER TROMÇON DE L'AUTOROUTE BLANCHE

De notre envoyé spécial

Chamonix. — Les parlementaires de la Haute-Savoie rassemblés sur le bord de l'autoroute blanche pour son inauguration le samedi 10 juillet, espèrent entendre des paroles plus « chaleureuses » de la part du premier ministre, M. Jacques Chirac, accompagné de M. Robert Galley, ministre de l'équipement. Après avoir déclaré que « les régions alpines bénéficient d'un réseau autoroutier interne qui n'a pas d'équivalent en France », M. Jacques Chirac précisait, au sujet de l'achèvement et de l'extension de ce réseau : « Tout n'est pas dans l'air, mais nous pouvons le faire. L'un des quatre ou cinq ans. » A propos de la liaison autoroutière Grenoble - Valence, réclamée avec insistance par les élus du département de l'Isère, le ministre de l'équipement affirmait : « On en reparlera à la prochaine séance. »

Longue de 58 kilomètres, reliant Genève au Pays de Savoie, la région fortement urbanisée, lieu de passage privilégié des poids lourds, reliant le nord de la France, les Pays-Bas et la Belgique à l'Italie, l'autoroute blanche, qui devrait conduire directement au tunnel sous le Mont-Blanc, débouche aujourd'hui sur un cul-de-sac. Pour atteindre Chamonix, il faut, en effet, emprunter une route étroite et sinueuse, creusée dans le rocher et longue de douze kilomètres. Quotidiennement, mille poids lourds et dix mille voitures empruntent l'état. De spectaculaires embouteillages s'y produisent souvent. Si le premier ministre considère qu'il « s'agit là d'une priorité », il n'a donné cependant aucune date pour le début des travaux. « Ce qui pose un réel problème, a-t-il déclaré, c'est le coût extrêmement élevé de la réalisation : 300 millions de francs. L'Etat, les collectivités locales et la société concessionnaire doivent trouver une solution raisonnable. »

Quant au prolongement de l'autoroute blanche de Genève à Lyon (150 kilomètres), « nous n'en sommes pas encore là », a affirmé M. Jacques Chirac. « Tout ne peut pas être fait en même temps. Pour l'instant, nous poursuivons activement l'achèvement de l'axe nord-sud de Grenoble - Genève. »

On sait que la société Area, concessionnaire du réseau des autoroutes alpines, connaît actuellement des difficultés financières et pourrait stopper ses bulldozers faute d'argent si un accord n'est pas réalisé rapidement entre Area (société privée) et la Société du tunnel sous le Mont-Blanc (société d'économie mixte) dont le président est M. Edouard Balladur (Le Monde du 26 juin 1976). « Je souhaite

vivement, je dis bien vivement, que ces accords interviennent dans les meilleurs délais possible, de façon que la liaison Grenoble - autoroute blanche puisse se faire au plus vite. »

QUALITÉ DE LA VIE

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF ANNULE LES AUTORISATIONS DE VENTE DE LA FORÊT DE SAINT-JEAN-DE-MONTS

Par un jugement rendu le lundi 5 juillet le tribunal administratif de Nantes a annulé trois décisions du ministre de l'agriculture, datant de 1969, 1971 et 1973 autorisant la vente de 135 hectares de la forêt domaniale de Saint-Jean-de-Monts (Vendée). Les juges ont fait droit à la requête de l'association de défense de l'environnement en Vendée et de la fédération française des sociétés de protection de la nature. Celles-ci contestent une opération immobilière menée sur le territoire de la commune de Saint-Jean-de-Monts par une société d'économie mixte, la SACOM (société d'aménagement de la côte des Monts). Cette opération nécessitant, en effet, l'achat d'une partie de la forêt domaniale et son lotissement ce qui est contraire à toutes les décisions d'aménagement du littoral. Les juges ont estimé que les décisions du ministre étaient irrégulières car l'allotissement du domaine public ne pouvait se faire qu'en vertu d'un texte législatif. Cette décision fait grand bruit sur la côte vendéenne car elle constitue l'un des tournants d'une longue bataille juridique au cours de laquelle les surprises n'ont pas manqué. Ainsi, au mois de mars dernier, alors que les juges examinaient l'affaire, le ministre de l'équipement avait, a posteriori et pour couvrir son administration, déclassé la dune et la forêt qui faisaient l'objet d'une servitude d'espace boisé.

POLLUTIONS DANS LE RHÔNE EN DORDOGNE

— Au moins deux tonnes et demi de polluant ont été rejetées dans le Rhône, dimanche 11 juillet, à la suite d'une pollution au sud de Lyon, sans doute d'origine industrielle. Des analyses devaient être faites par l'Institut Pasteur. On signale aussi, en Dordogne, la pollution de la Dronne, qui a entraîné la mort de 1,5 tonne de truites d'élevage.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Les conséquences de la sécheresse

II. — « On n'a pas osé leur dire... »

De notre envoyé spécial

La sécheresse affecte de plus en plus gravement l'économie agricole de la Seine-Maritime, essentiellement orientée vers la production de lait et de viande bovine (« Le Monde » daté 11-12 juillet). Pourtant, excepté certaines initiatives locales, les responsables paysans n'ont pris conscience que tardivement de l'importance de la menace qui pèse sur un animal sur dix du département.

Rouen. — « Jadis les éleveurs du pays de Bray avaient pour tradition de garder dans les greniers l'équivalent de six mois de fourrage pour leurs bêtes. Au cas où... C'est une habitude qui s'est perdue », rapporte encore M. Cocagne, le vieux président de la coopérative agricole de haute-Normandie. En effet, depuis une vingtaine d'années, les agriculteurs vivent à crédit. Fini le bas de laine ! Pour se moderniser, ils se sont endettés « jusqu'au cou » des ardoises. Et pour les cultures et l'élevage, c'est pareil. On a trop fait confiance à dame nature. En oubliant ses caprices.

Ce basculement de « l'ordre éternel » des champs a été intervenu dans les dernières années de la IV^e République. L'agriculture est devenue productiviste. De plus en plus. Les cultivateurs ont semé des graines de blé, de maïs, de colza, de tomates, de luzerne à fort rendement, autrement dit grosses consommations d'eau. Et quand il ne pleut plus ? Il ne reste qu'à pleurer. Les éleveurs ont pris l'habitude de « charger » leurs herbagères. C'est dire que la ou le nourrisseur d'un bœuf, on est passé à deux, et même deux et demi. C'est le résultat de la révolution fourragère lancée en France après la dernière guerre par le professeur René Dumont.

Mais toute cette machinerie, vouée à produire plus et plus, ne supporte pas le moindre « mauvais coup du sort ». Une épidémie, une inondation, la sécheresse, et les entreprises agricoles font faillite. Comme les autres. Parce qu'elles sont surexploitées.

Un bovin sur dix sacrifié

Certes le danger n'est pas le même pour tous. M. G., sur les hauteurs de Douliet, pense qu'il s'en sortira. En mettant bout à bout ses réserves de luzerne et d'escourgeons ainsi que la paille et les bennes qu'il a reçues à titre de « débarras » pour une dizaine de bœufs pour faire la soude au printemps prochain. Mais M. D., sur la route d'Yville, a déjà largement entamé ses réserves. Le silo de maïs est aux trois-quarts vide, la grange à foin aussi. Les champs ne donneront plus rien, même s'il pleut. Avec ses solvants animaux, il ne pourra guère tenir au-delà d'octobre car il ne peut plus rien acheter. Alors ? Il coupe des branches pour calmer l'impatience des vaches. Et il parle de tout vendre, d'aller travailler dans

une sablière voisine. Mais il venait tout juste de moderniser son exploitation, il a une trentaine de millions (anciens francs) de dettes, il en a des sanglots dans la voix.

« Jusqu'à présent, on n'a pas osé dire aux éleveurs le gravité de la situation pour qu'ils ne passent pas à la panique », reconnaît M. Richard, directeur des services de l'élevage à la chambre d'agriculture. Ses comptes, en effet, donnent le vertige : pour pallier le déficit fourrage du département, il lui faudrait trouver au moins 600 000 tonnes de paille. Or, pour tout le département, on « récolte » que 30 000 tonnes. « Et il est de plus en plus difficile de trouver en raison de la concurrence des autres départements d'élevage. » En outre, l'alimentation avec de la paille n'est qu'un pis-aller. Les bêtes donneront moins de lait et auront des lactations difficiles après les villages de septembre. « L'amélioration de la qualité nutritive de la paille, avec de l'urée, par exemple, pose des problèmes techniques que très peu d'éleveurs sont à même de maîtriser actuellement. » Bref, M. Richard pense qu'il faudra sacrifier au moins 10 % des sept cent mille têtes de bovins du département.

« Chirac et Bonet disent des... en affirmant qu'il faut garder le cheptel », assure tout net M. Emmanuel Lescot. Petit et nerveux, il gère à Douvrend, avec son frère Vincent, un élevage modeste : un troupeau normand sélectionné depuis cinquante ans.

Pour M. Emmanuel Lescot, il n'y a pas d'autre solution : « Vendre toutes les bêtes non productives, c'est-à-dire les bœufs, les taureaux, les vaches de réforme. Pour sauver les vaches et les génisses du remplacement : les outils de travail de l'exploitation. »

L'agriculture de Seine-Maritime serait-elle moins menacée si on avait pris les choses avant ? Un technicien des chambres d'agriculture reconnaît que les premiers à réagir ont été les exploitants de la vallée de Seine, puis ceux du pays de Bray. Alors que les dirigeants syndicaux départementaux, essentiellement des agriculteurs du pays de Caux, région touchée plus tardivement par le manque d'eau, n'ont bougé qu'après deux ou trois semaines de sécheresse. « Les gens ne se sont vraiment inquiétés que lorsque les semis de maïs n'ont pas germé ou ont pris des coups de soleil, car ils comptaient sur cette récolte pour rattraper leur manque de fourrage. »

Mais est-ce qu'on aurait pu éviter une telle dégradation ? En arrosant, par exemple ? « Ceux qui ont du matériel de pompage, et des tuyaux l'ont fait. Sans grand résultat. Le déficit en eau est trop énorme. » C'est depuis le début du mois de juillet qu'un « comité sécheresse » coordonne de façon informelle les actions des diverses organisations départementales. Mais les actions de secours ne se passent pas sans mal. Mais avec une apparente déperdition d'énergie due à la débâcle de bonne volonté : chaque responsable est assailli de coups de téléphone et on se passe dans ces commu-

nications précipitées le souffle de la panique : « De l'eau ? Où ? A quel prix ? Comment le ramasser ? Avec quoi payer ? » Les mêmes questions reviennent toujours tête à tête. On sent que les interrogateurs, accrochés à leur téléphone comme à une bouée de sauvetage, commencent à s'énerver.

« Il y aura des folies »

Et cette tension affleure de plus en plus. Pour éviter des incidents, le préfet a fait annuler les cérémonies prévues le 8 juillet pour l'inauguration de la cité de l'agriculture installée sur les hauteurs de Rouen. M. Christian Bonnet, ministre de l'agriculture, et M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat, garde des sceaux, maire de la ville, devaient y participer.

Les soucis financiers dominent chacun de nos interlocuteurs. Les éleveurs savent que des aliments payés 300 F la tonne doublent leur prix de revient du lait. Même s'ils maintiennent leurs troupeaux en vie, ils n'arriveront pas à faire vivre leur famille. Les organisations professionnelles font des comptes qui atteignent vite des sommes énormes : 30 000 tonnes de paille reviennent à 9 millions de francs. Où les prendre ? Les responsables du Crédit agricole commencent à en avoir des sueurs froides et passent au peigne fin les comptes courants. Déjà certains éleveurs ne payent plus leurs factures de matériel ou s'ignent des traites comme avances sur des récoltes qu'ils ne pourront pas livrer. « Il y aura des folies », reconnaît un responsable syndical.

« Et pendant ce temps, à Paris, ils ne savent faire que des discours », expose M. Cadet. L'aide de l'armée ? « Oui, mais il faut payer l'essence, assurer et nourrir les hommes. Cela coûte plus cher que les contrats offerts par les transporteurs privés. » L'intervention sur la viande ? « La viande du bœuf est tombée, à Rouen, à 900 F, alors que l'Office de la viande (ONIVIE) doit intervenir au plus bas, à 10,52 F. Certaines empoisonnent donc la différence, et il est intolérable qu'on puisse le permettre ou qu'on s'abrite derrière des raisons administratives pour laisser faire. » L'aide au transport des fourrages ? « On voudrait acheter de la luzerne en Irlande, elle est à un bon prix, mais elle n'est pas subventionnée. » La spéculation sur les aliments du bétail ? « Le gouvernement a taxé la paille. Cela ne sert pas à grand-chose, car les professionnels sont capables de régler eux-mêmes leurs affaires de famille. Vous l'avez vu dans cette affaire de vente de foin à Albierville (Le Monde du 1^{er} juillet). Il ferait mieux de s'occuper du prix du soja : il a doublé en quelques semaines. Pourtant, lors des discussions européennes sur l'incorporation de la poudre de lait aux aliments du bétail, les Neuf ont bien octroyé une aide au stockage de 300 000 tonnes de tourteaux. Les prix étaient très bas à cette époque ! Que sont devenus ces tourteaux ? » La liste des doléances est longue encore, et notre interlocuteur de conclure : « On a l'impression que le gouvernement croit que les paysans pourront encaisser encore une fois une catastrophe sans rien dire. Il se trompe. »

ALAIN GIRAUDO.

CORRESPONDANCE

Le contrôle des ententes pétrolières

A la suite de la publication, dans le Monde du 3 juillet, d'un article consacré à l'avis de la commission technique des ententes et des positions dominantes, intitulé : « Compagnies pétrolières. Il n'a pas été possible de contrôler... », nous avons reçu de M. André Demargne, président de l'Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole, une lettre dont nous donnons de larges extraits.

L'auteur, écrit M. Demargne, déclare d'abord : « Avant la guerre (du Kippour), les pratiques des sociétés pétrolières qui se répartissaient les marchés étaient incontestables car contrôlées à la concurrence. Cela est formellement contraire aux points 1 et 2 de l'avis de la commission des ententes, qui a, en effet, estimé, s'agissant du comportement des sociétés pétrolières :

1. Que les dispositions de la décision du ministre de l'économie et des finances du 19 mars 1973 n'ont pas été méconvenues ;
2. Qu'aucune pratique de la nature de celles que prohibe l'article 39 bis de l'ordonnance du 30 juin 1945 n'a été relevée ; la commission pour la période comprise entre mars et octobre 1973 ;
3. Que pour la période postérieure à octobre 1973, compte tenu des bouleversements survenus, il n'a pas été possible pour la commission de contrôler le respect des

réglés de la concurrence dans ce secteur en temps normal. »

Il déclare ensuite : « ... et la commission, qui écrit que la plupart de ces pratiques sont d'une nature et d'une gravité qui justifient le renvoi au Parquet... » En réalité cette phrase est reprise de l'avis que la commission a émis non pas le 21 mai 1976, mais le 19 mars 1973. A l'époque, la commission affirmait que la décision de renvoi ne devrait être prise que si le comportement des sociétés pétrolières n'était pas conforme à ses recommandations. C'est au vu de ce comportement des sociétés pétrolières que la commission des ententes a émis le 21 mai 1976 l'avis dont les conclusions sont rappelées ci-dessus. Autrement dit, « les menaces agitées » par la commission en 1973, auxquelles fait allusion l'auteur de l'article, ne sont pas « rétroactivement » en fonction des événements pétroliers ; elles ont été abandonnées parce que les sociétés pétrolières ont respecté les recommandations faites par la commission le 19 mars 1973.

Camping à Oléron

LA TOILETTE DU MATIN...

(De notre correspondant.)
Poitiers. — Bienheureuse insouciance des vacances : la distribution de l'eau est arrêtée chaque nuit de 22 heures à 6 heures et pendant cinq heures tous les après-midi. Malgré cette restriction sévère, le terrain de camping de Boyardville, sur l'île d'Oléron, attire beaucoup de vacanciers. « J'ai dû demander dès qu'il y a un départ, a affirmé le gérant. Les estivants se sont apparemment bien accommodés du rationnement ou feignent de presque l'oublier. A dire vrai, il ne semble pas changer grand-chose à la vie quotidienne de certaines de campeurs qui ont planté leur tente ou rangé leur caravane sur les sept hectares du terrain entre la mer et la forêt domaniale. » Comme l'année dernière, c'est une file aussi longue pour la toilette du matin « remarquez un habitué. »

L'absence d'eau a eu pour conséquence de faire demander de couper l'eau sur tous les terrains de camping de la commune de Saint-Georges-d'Oleron, le gérant de celui-ci a multiplié les appels par haut-parleurs pour prévenir ses pensionnaires. Pas un n'est parti, aucune plainte n'a été enregistrée. Arrivés à l'usage des toilettes sont évidemment interdits : « On nous a aussi demandé de laver les coquilles de l'eau de mer plutôt qu'à l'eau douce », dit un pêcheur amateur.

« Je ne respecte pas tout à fait l'arrêt, confie le gérant : c'est à cause des toilettes, vous comprenez pourquoi je suis obligé de laisser couler un mince filet d'eau. »

« Les coupures ne nous gênent pas trop, elles sont nécessaires quand nous n'avons pas besoin d'eau », répondent en chœur plusieurs ménages affectés à la vacance. « Des provisions, à quel bon ? Nous n'avons rien apporté pour faire des stocks. » — J.-M. A.

LES EXPORTATIONS DE FOURRAGE SONT TAXÉES

Quelques petites épaves sont tombées durant le week-end sur l'Europe. Elles ont été nettement insuffisantes pour améliorer la situation des cultures dans les zones les plus touchées par la sécheresse. En France, la vallée de la Seine aux alentours de Rouen, a été déclarée zone sinistrée. Le conseil général de l'Ain, réuni dimanche en session extraordinaire, a décidé d'accorder aux victimes agricoles afin de se rendre compte des conséquences de la sécheresse dans l'Ouest de la France. Les fourrages destinés à l'exportation sont taxés depuis samedi 10 juillet.

Le Centre national des industries et des paysans (C.N.I.P.) demande « la remise des annuités dans les secteurs qui seront déclarés sinistrés » en raison de la sécheresse.

FAITS ET CHIFFRES

● L'AFFAIRE SCHLUMPF. — M. André Bord, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, a vivement dénoncé le 9 juillet la tentative d'une conférence de presse, l'attitude scandaleuse des frères Schlumpf et « il faut expérier », a poursuivi M. Bord, que la réforme de l'entreprise empêchera l'existence de ce type de patronat truqué. Deux entreprises alsaciennes, contrôlées par ces deux industriels suisses, ont été placées récemment sous administration judiciaire (Le Monde du 8 juillet). Une autre usine du groupe vient de subir le même sort, la filature d'Érstein (Bas-Rhin), qui emploie cinq cent cinquante personnes. Les représentants C.F.D.T. du groupe Schlumpf ont demandé l'ouverture immédiate d'une enquête judiciaire et fiscale sur l'ensemble des sociétés du groupe.

● LA SOCIÉTÉ NATIONALE DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES (SONACOME) vient de signer un contrat avec la société cannoise S.N.C. et Bertel pour la réalisation à Roubaix, près d'Alger, d'une fonderie d'une capacité de 10 000 tonnes/an. Cette installation s'insère dans le développement du complexe de construction de véhicules industriels dont la production doit être portée à 9 000 unités par an.

● CHEZ BERLIET, CONDAMNATION POUR ENTRAVES AUX LIBERTÉS SYNDI-

CALES. — La cinquième chambre correctionnelle de Lyon, sur plainte de la C.G.T., a le 9 juillet, condamné M. Paul Bresson, ancien directeur des relations du travail aux usines Bertel, de Venissieux (Rhône), à 4 000 F d'amende pour entrave aux libertés syndicales et tentative de favoriser l'implantation d'un syndicat C.F.T.

M. Paul Bertel a été relaxé, la partie civile n'ayant pas apporté la preuve qu'il était au courant.

La C.G.T. a obtenu 1 F symbolique de dommages et intérêts.

● PROTESTATION DE LA C.G.T. A PROPOS DES ALLOCATIONS FAMILIALES. Dans une lettre adressée au président de la Caisse nationale d'allocations familiales, la C.G.T. a dénoncé une « mesure d'urgence » de la majorité de la majorité proposée (9,9 % à compter du 1^{er} août), qui ne peut qu'aggraver le retard énorme accumulé depuis vingt ans par les allocations familiales dans leur progression, notamment par rapport au S.M.I.C.

● AUGMENTATION DES SALAIRES DES CONCIERGEURS. — Les syndicats des gardiens et concierges de Paris et de la région parisienne annoncent dans un communiqué qu'ils ont obtenu une augmentation de leurs salaires à compter du 1^{er} juillet de 6 %, et de 2,50 % du 1^{er} octobre.

resser

Camping à Orléans

LA TOILETTE DU MATIN

Le monde de la nuit

Le monde de la nuit

Le monde de la nuit

Le monde de la nuit

Le monde de la nuit

Le monde de la nuit

Le monde de la nuit

Le monde de la nuit

Le monde de la nuit

Le monde de la nuit

Le monde de la nuit

Le monde de la nuit

Le monde de la nuit

Le monde de la nuit

Le monde de la nuit

Le monde de la nuit

Le monde de la nuit

Le monde de la nuit

Le monde de la nuit

Le monde de la nuit

Le monde de la nuit

Le monde de la nuit

Le monde de la nuit

Le monde de la nuit

Le monde de la nuit

IMMIGRATION

Libres opinions

LES EXPULSÉS DU WEEK-END PASCAL

par MARCEL CAILLE (*)

Moussa KONATE, l'un des seize travailleurs immigrés expulsés au cours du week-end pascal par le ministre de l'Intérieur, vient de comparaître devant la commission départementale des expulsions de la Seine-Saint-Denis. Bien que pour le moment, son retour n'a pu se faire que grâce à l'action populaire et syndicale, et à la décision du Conseil d'Etat, qui a fait droit à notre recours de sursis à l'exécution de l'arrêt d'expulsion.

C'est une première victoire. Elle doit être suivie de l'annulation de toutes les poursuites et du retour des quinze autres expulsés (1), car rien ne peut justifier valablement un autre comportement du gouvernement.

Pourquoi cela ? Rappelons tout d'abord les conditions des expulsions. Elles se font dans le plus grand secret, sans que les intéressés ne puissent se défendre, ni être assistés par un conseil juridique ni même prévenir famille, amis, syndicat ou organisation démocratique. Pareille méthode rappelle fâcheusement les lettres de cachet du temps, pourtant révoqués de la royauté.

Ensuite pour faire bonne mesure, devant la protestation de l'opinion publique et les interpellations des élus de gauche à l'Assemblée nationale, le ministre de l'Intérieur, puis le président de la République, expliquent la décision en arguant d'une agitation gauchiste dans les foyers de la Sonacotra, en prétendant que les expulsés employaient la violence et la terreur, qu'ils étaient même des malfaiteurs et des proxénètes. Les accusations étaient graves.

Or elles tombent au fil des jours. D'abord du fait du contenu de la décision du Conseil d'Etat du 18 juin, statuant sur le cas de Moussa Konate, estimant que rien dans le dossier ne justifiait son expulsion dans les conditions où elle est intervenue. Il est évident que cela touche autant le fond que la forme. La loi a donc été violée.

Puis il y a les révélations de Moussa Konate. Les déclarations faites par les commissaires de police, chargés de son expulsion, et par le conseil de France de Bamako font ressortir qu'en fait il a été frappé parce qu'il « est syndiqué à la C.G.T. et communiste, et qu'il mène la lutte avec tous les résidents dans les foyers Sonacotra pour des conditions de vie décentes ». Ce qui est non moins odieux, c'est qu'il lui a été dit : « Il y a trop de chômeurs en France, il faut que les immigrés retournent dans leur pays ». Cela ne rappelle que trop les déclarations officielles récentes.

Ce qui a été affirmé par le ministre de l'Intérieur et le président de la République ne correspondait donc pas à la vérité.

Enfin, la sincérité des rapports de police, base des décisions, est de plus en plus mise en cause par les déclarations publiques récentes de personnes qui contredisent ce que les rapports leur ont fait dire. C'est le cas notamment de M. Bissou, gérant du foyer Sonacotra, de Pierrefitte, où loge Moussa Konate, qui déclare que ce dernier « n'a jamais proféré de menaces de mort vis-à-vis sa famille et lui-même », et qu'il était « animé de volonté de négociations ». Or c'est le contraire qui est dit dans le dossier de la police et a servi à l'expulsion. Il y a d'autres cas de faillitances de même nature dans le dossier. Voilà qui est pour le moins troublant et ressemble étrangement à une véritable machination.

Moussa Konate est un travailleur honnête, qualifié, apprécié de ses chefs au Wagons-Lits, où il a repris son travail. C'est ce qui ressort des conclusions du commissaire du gouvernement au Conseil d'Etat, qui a relevé que Moussa Konate a été un militant de la C.G.T. comme ses camarades ne souffrent pas de l'injustice des conditions de vie insupportable ni les foyers trop étroits dans les foyers Sonacotra. C'est pourquoi tous les résidents mènent une action parfaitement légitime. Des accords ont été signés dans de nombreux foyers, respectés par leur auteurs. Mais il en est un certain nombre où la situation est bloquée, d'autant plus que le gouvernement s'est refusé à négocier nationalement avec les syndicats. Or seule une négociation globale permettra de résoudre les problèmes communs des résidents des foyers.

Par cette attitude, il porte la responsabilité de la situation créée. La République ne peut comme toujours, apporter des solutions à des problèmes réels. C'est ce qui est vrai que M. Diligent vient de nous annoncer, enfin, qu'il envisageait cette négociation. Pourquoi ne pas l'avoir fait avant ? Pourquoi dans ces conditions maintenir les mesures contre les expulsés ?

La C.G.T. agit fermement pour mettre en échec ce processus d'atteintes aux libertés. Elle est d'autant plus fondée à le faire que celle-ci ne se détache pas de toutes les atteintes qui se produisent journellement dans les entreprises. Depuis deux ans, elles se chiffrent par dizaines de milliers. Jamais, depuis trente ans, on n'en a connu autant.

La défense de Moussa Konate et de ses camarades est donc un symbole, elle intéresse tous les travailleurs et démocrates, car c'est leur liberté qui est défendue en même temps.

La liberté ne se divise pas. On ne peut se contenter d'un parler dans l'abstrait. C'est par les actes que se jugent aujourd'hui ses adversaires et ses meilleurs défenseurs.

* Secrétaire de la C.G.T.

(1) La décision ne sera connue que dans quelques jours.

FISCALITÉ

Le texte définitif de l'imposition des plus-values est d'une grande complexité

Principes généraux

Le texte définitif de la loi sur la taxation des plus-values paraîtra prochainement au « Journal officiel ». L'analyse qui en est faite ci-dessous montre d'abord la grande complexité du texte final. Elle souligne aussi que le gouvernement, tout en réussissant à sauvegarder les grands principes définis dans son projet initial, notamment l'assujettissement des plus-values à l'impôt général sur le revenu, a dû céder sur des points non négligeables.

Tout d'abord, l'exonération est à peu près totale pour les terrains agricoles, même au bénéfice des non-agriculteurs, soumis initialement à la taxation. Ensuite les délais de détention nécessaires pour bénéficier de l'exonération ont été ramenés de quarante ans à vingt ans pour les immeubles et trente ans pour les terrains.

L'abattement annuel sur les plus-values a été porté de 3 000 F à 6 000 F, un nouvel abattement de 20 000 F à 40 000 F, sur la plus-value de cession de la première résidence secondaire conjuguée, dans certains cas — assez réduits, il est vrai — avec une exonération lorsque le patrimoine est inférieur à 400 000 F ou même plus, va faire échapper à la taxation la quasi-totalité de cette catégorie de biens immobiliers. Ajoutons le relèvement de

LES VALEURS MOBILIÈRES

Le principe de la taxation est le suivant pour les valeurs mobilières :

— Aucun abattement (sauf celui de 6 000 F sur les plus-values et de 20 000 F sur les cessions) pour les ventes réalisées moins d'un an après l'achat, la plus-value étant alors ajoutée au revenu imposable ;

— De deux à dix ans de détention des valeurs mobilières, il est tenu compte de l'érosion monétaire effectivement constatée ;

— Après dix ans de détention, exonération totale.

Lorsqu'une série de titres de même nature ont été acquis à des dates et à des prix différents, il est tenu compte de l'érosion monétaire effectivement constatée ;

— Après dix ans de détention, exonération totale.

Lorsqu'une série de titres de même nature ont été acquis à des dates et à des prix différents, il est tenu compte de l'érosion monétaire effectivement constatée ;

— Après dix ans de détention, exonération totale.

Lorsqu'une série de titres de même nature ont été acquis à des dates et à des prix différents, il est tenu compte de l'érosion monétaire effectivement constatée ;

— Après dix ans de détention, exonération totale.

Lorsqu'une série de titres de même nature ont été acquis à des dates et à des prix différents, il est tenu compte de l'érosion monétaire effectivement constatée ;

— Après dix ans de détention, exonération totale.

Lorsqu'une série de titres de même nature ont été acquis à des dates et à des prix différents, il est tenu compte de l'érosion monétaire effectivement constatée ;

— Après dix ans de détention, exonération totale.

Lorsqu'une série de titres de même nature ont été acquis à des dates et à des prix différents, il est tenu compte de l'érosion monétaire effectivement constatée ;

— Après dix ans de détention, exonération totale.

Lorsqu'une série de titres de même nature ont été acquis à des dates et à des prix différents, il est tenu compte de l'érosion monétaire effectivement constatée ;

— Après dix ans de détention, exonération totale.

Lorsqu'une série de titres de même nature ont été acquis à des dates et à des prix différents, il est tenu compte de l'érosion monétaire effectivement constatée ;

Le régime des biens immobiliers

a) MAJORATION DU PRIX D'ACHAT.

Dans le décompte utilisé pour déterminer la plus-value, le prix d'acquisition est majoré des frais d'achat (10 % forfaitairement, si le cédant le désire), des dépenses de construction, de reconstruction, d'agrandissement, de rénovation, et d'amélioration (y compris le chauffage central), à condition qu'elles n'aient pas été déjà déduites du revenu imposable annuel du contribuable.

Les travaux auront été effectués par le cédant ou les membres de sa famille, ils pourront faire l'objet d'une évaluation, ou être estimés en appliquant le coefficient d'augmentation du prix des matériaux utilisés, ou en l'absence de factures, être fixés forfaitairement à 15 % du prix d'achat.

[On fait les frais de rénovation et d'amélioration intéressant directement le logement des résidences secondaires.]

Seront également pris en compte les intérêts des emprunts contractés pour l'acquisition ou la réparation d'une résidence secondaire dans certaines limites, les frais de vote pour les terrains à bâtir, et le montant des honoraires payés aux agents immobiliers pour la vente ou l'achat d'une résidence secondaire.

b) TAXATION.

— AUCUN ABATTEMENT — en dessous de l'abattement général EN DESSOUS DE DEUX ANS de détention.

— DE DEUX A DIX ANS DE DÉTENTION, DEUX RÉGIMES S'APPLIQUENT :

a) le régime général avec prise en compte de l'érosion monétaire effectivement constatée pour majorer le prix d'acquisition ;

b) le régime plus restrictif des « plus-values spéculatives occasionnelles » découlant des dispositions de l'article 35 A du code général des impôts (loi du 19 décembre 1953, modifiée en 1974) : le prix d'acquisition n'est majoré annuellement que de 3 % puis 5 % à partir de la cinquième année, ce qui constitue un correctif de l'inflation assez faible. Le régime restrictif n'est pas applicable dans les cas suivants :

— l'immeuble ne constitue pas la résidence principale du contribuable, mais il l'a été pendant cinq ans ;

— l'immeuble est affecté à une activité agricole ou à une activité commerciale ou industrielle pendant cinq ans au moins, ou que la cession ne porte pas sur des terrains à bâtir.

Dans le cas contraire, l'exonération n'est acquise pour les plus-values sur terrain à usage agricole ou forestier que lorsque le prix du mètre carré n'excède pas un chiffre fixé par décret en fonction de la nature des cultures.

Ce chiffre ne pourra être inférieur à 30 F pour les vignobles et les cultures maraîchères et les cultures florales, 10 F pour les cultures maraîchères et potagères, et 5 F (soit 50 000 F l'hectare) pour les autres terrains agricoles ou forestiers.

Les activités professionnelles

L'ensemble des plus-values réalisées sur des immobilisations dans le cadre d'une activité professionnelle (fonds de commerce, par exemple) est exonéré du droit commun : taxation à 50 % pour le court terme (détention de moins de deux ans) et à 15 % pour le long terme : ce taux est ramené à 10 % pour les contribuables exerçant une profession non commerciale (professions libérales), et à 0 % pour les fonds de commerce dont les propriétaires ont opté pour le forfait ou l'évaluation administrative.

Le GOUVERNEMENT S'EST MONTRÉ PERSUASIF

déclare M. Giscard d'Estaing

Samedi 10 juillet, à l'Elysée, M. Valéry Giscard d'Estaing s'est félicité, après la clôture de la session extraordinaire du Parlement, de la patience et de la ténacité dont M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Economie et des Finances, a fait preuve en défendant le projet de loi sur les plus-values. « Il a ajouté : « La session a montré que, non seulement il n'y avait pas eu de crise, mais que le gouvernement, au contraire, s'était montré persuasif. C'est ainsi qu'il n'a utilisé aucun moyen autoritaire, ni le vote bloqué, ni la question de confiance et que tous les votes ont été obtenus par la persuasion. »

Observant que le texte voté sur les plus-values était, dans son ensemble, conforme à ses intentions, il a déclaré : « Le gouvernement élabore des projets : il les défend. Le Parlement les discute et les vote. Il est donc tout naturel que le projet initial ait été discuté et modifié par les parlementaires qui, sur certains points, lui ont apporté des améliorations utiles, notamment en ce qui concerne l'application du texte à l'atteinte des contribuables ou des opérations qui, manifestement, ne doivent pas supporter de charges supplémentaires. »

Evocant l'ensemble des textes examinés par le Parlement au cours de la session, le président de la République a conclu : « Ces projets ont été votés par une large majorité de l'Assemblée nationale et du Sénat, bien que l'on ait constaté des difficultés ou des impossibilités pour leur adoption. »

« Dans cette large majorité, les parlementaires ont soutenu l'action conduite par le gouvernement et je les remercie du travail qu'ils ont accompli. Je suis parfaitement convaincu que l'adoption de certains de ces textes a supposé des efforts de discipline. Les parlementaires ont ainsi apporté leur soutien à la politique de réforme économique et qui sera poursuivie. »

SECTEUR NATIONALISÉ

LES SALAIRES DES CHEMINOTS ONT ÉTÉ AUGMENTÉS DE 7,1 %

AU 1^{er} JUILLET PAR RAPPORT AU 1^{er} JANVIER 1976

Le salaire de base des cheminots a été augmenté de 2,5 % au 1^{er} juillet (1,5 % au titre du rattrapage des prix et 1 % au titre de 0,75 %, à titre de provision). Il s'y ajoute, au titre de la progression du pouvoir d'achat, une attribution uniforme de points d'indice (soit de 12 F par point), soit 1 % en moyenne, conformément à l'accord signé le 24 mars 1976 par tous les syndicats sauf la C.G.T. et la C.F.D.T.

Au total, le relèvement moyen des salaires est de 7,1 % depuis le 1^{er} janvier, alors que la hausse de l'indice officiel des prix atteint 4,3 % pour les cinq premiers mois de l'année.

Les ventes de métaux précieux (y compris les pièces d'or, que le projet gouvernemental prévoyait d'exonérer) sont soumises non pas à l'imposition sur plus-values, mais à une taxe forfaitaire de 4 %.

Les ventes de bijoux, d'objets d'art et de collection sont taxées, elles, à 3 % forfaitaires au-dessus de 20 000 francs, et à 2 % en cas de vente aux enchères, l'exoné-

ration étant acquise lorsque l'acheteur est un musée national ou une collectivité locale.

Les objets précieux

Les ventes de métaux précieux (y compris les pièces d'or, que le projet gouvernemental prévoyait d'exonérer) sont soumises non pas à l'imposition sur plus-values, mais à une taxe forfaitaire de 4 %.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. DIPLOMATIE

— POINT DE VUE : « Parlement européen et Constitution française », par P. Sabourin.

2-3. EUROPE

— ESPAGNE : les thèmes du P.C. sont approuvés par les commissions ouvrières.

3. AFRIQUE

— T.F.A.I. : après les troubles de samedi.

4-5. PROCHE-ORIENT

— Liban, terre de civilisation et de tolérance, une libre opinion du professeur Paul Milhaud.

5. AMERIQUES

— Hongkong, ou le capitalisme au service de la Chine (III), par Philippe Pons.

6. ASIE

— La revue navale à Nice et à Toulon.

7. POLITIQUE

— Mgr ELCHINGER : non à la collaboration entre chrétiens et marxistes.

8. SOCIÉTÉ

— Un document de l'épiscopat sur l'euthanasie.

9. DÉFENSE

— La revue navale à Nice et à Toulon.

10. ARTS ET SPECTACLES

— DANSE : le Molegnot en France.

— FESTIVALS : muis jazzistes de Nîmes.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

— PAGES 11 ET 12

— VII^e Plan et plus-values, par Jean Delaunay.

— Les faux bons conseils donnés au tiers-monde.

— La livre n'est probablement pas sous-évaluée.

— Immigration : l'accroissement démographique est compensé par la diminution des entrées.

— Les notes de lecture, d'Adrienne Savary.

13. SPORTS

— TOUR DE FRANCE : Van Impe affirme sa supériorité.

— ATHLÉTISME : record du monde du lancer du poids à Colombes.

14. ÉDUCATION

— FEUILLETON

21. JUSTICE

— Le conseil des ministres va examiner le projet de loi « informatique et libertés ».

21. FAITS DIVERS

— La sécheresse menace un animal sur dix (II), par Alain Gaudin.

22-23. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— La sécheresse menace un animal sur dix (II), par Alain Gaudin.

— Les expulsions du week-end pascale, une libre opinion de Marcel Collin.

— Les notes de plus-values.

LIRE ÉGALEMENT

— RADIO-TELEVISION (9)

— Annonces classées (16 à 20)

— Aujourd'hui (14 et 15) : Carnet (15) ; « Journal officiel » (14) ; Météorologie (14) ; Mots croisés (14) ; Boules (20).

— Le numéro du « Monde » daté 11-12 juillet 1976 a été tiré à 491 751 exemplaires.

Le Monde

— 11-12 juillet 1976

— 491 751 exemplaires

— 11-12 juillet 1976

— 491 751 exemplaires

— 11-12 juillet 1976

— 491 751 exemplaires

— 11-12 juillet 1976

— 491 751 exemplaires

— 11-12 juillet 1976

— 491 751 exemplaires

— 11-12 juillet 1976

— 491 751 exemplaires

— 11-12 juillet 1976

— 491 751 exemplaires

— 11-12 juillet 1976

— 491 751 exemplaires

— 11-12 juillet 1976

— 491 751 exemplaires

— 11-12 juillet 1976

— 491 751 exemplaires

— 11-12 juillet 1976

— 491 751 exemplaires

— 11-12 juillet 1976

— 491 751 exemplaires

— 11-12 juillet 1976

— 491 751 exemplaires

— 11-12 juillet 1976

— 491 751 exemplaires

— 11-12 juillet 1976

— 491 751 exemplaires

— 11-12 juillet 1976

— 491 751 exemplaires

— 11-12 juillet 1976

— 491 751 exemplaires

— 11-12 juillet 1976

— 491 751 exemplaires

— 11-12 juillet 1976

— 491 751 exemplaires

— 11-12 juillet 1976

— 491 751 exemplaires

— 11-12 juillet 1976

— 491 751 exemplaires

— 11-12 juillet 1976

— 491 751 exemplaires

Le « Journal officiel » publie diverses mesures de protection de la mère et de la famille

Quelques semaines après sa discussion par les parlementaires (le Monde du 2 juillet), la loi de protection sociale de la famille, adoptée le 30 juin en dernière lecture par l'Assemblée nationale, vient d'être publiée au Journal officiel du 10 juillet.

BAISSE DU FRANC

Le franc, qui avait baissé à la fin de la semaine dernière, s'est à nouveau stabilisé lundi matin sur le marché des changes. Le cours du dollar qui, vendredi en clôture, s'était établi à 4,77 F était coté en fin de semaine à 4,750 et 4,75 F, ce qui portait le cours du D.M. à 1,550 franc.

En conséquence, le taux d'intérêt sur l'« euro-franc » s'est tordu : au jour le jour il est de 11 à 12 % et de 10 % à 11 % pour l'échéance à trois mois. À l'heure à laquelle nous servons, il ne semble pas que la Banque de France, dont on dit qu'elle a vendu vendredi une trentaine de millions de dollars, soit intervenue. L'entre fait notable du marché est la persistance de la faiblesse de la livre sterling.

Nouvelle soumission d'or de la Banque de France

Quant au cours de l'or, il s'est établi lundi matin aux alentours de 125 dollars l'once, à deux jours de la nouvelle adjudication du Fonds monétaire. Comme ce fut le cas lors de la précédente vente effectuée par cette institution, le 2 juin dernier, les gouvernements de banques centrales réunis ce lundi à Bâle, ou en tout cas certains d'entre eux, se consacrent au sujet de leurs soumissions directes ou indirectes d'or pour l'adjudication du 14 juillet. La précédente fois, la France avait, par l'intermédiaire de la B.R.I. acheté 33 000 onces d'or, soit 1 625 kilos au prix retenu par le F.M.I. : 136 dollars l'once. La Banque nationale suisse avait acquis à peu près la même quantité. L'intention de la Banque de France est, le 14 juillet, de faire pour la nouvelle adjudication, une soumission portant probablement sur une quantité du même ordre.

M. EDGAR FAURE PROPOSE DE NOUVEAUX STATUTS POUR L'ENTREPRISE

Une proposition de loi sur « des statuts nouveaux de l'entreprise » a été déposée par M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale.

Présentée conjointement par un certain nombre de députés appartenant au Nouveau Centre social, que préside M. Edgar Faure, elle s'inspire de « l'esprit du rapport Sud-Sud sur la réforme de l'entreprise ».

Pour ses auteurs ce texte répond à un triple objectif : — Permettre, par la souplesse de nouveaux types de sociétés, grâce à des statuts appelés à être librement adoptés par les intéressés ;

— ASSURER aux apporteurs de travail un rôle institutionnel au sein de l'entreprise ; — Permettre, par la souplesse des instruments juridiques mis en place, l'expérimentation de formes nouvelles de participation.

M. Edgar Faure et ses amis proposent de définir quatre statuts pour l'entreprise : la société anonyme à gestion participative ; l'entreprise des travailleurs associés ; la société coopérative ouvrière de production ; la société de partenaires.

a. Mayssignac

DECORATEUR FABRICANT

SOLDE

Avant collection de 1976-1977

Modèles - Prototypes - Maquettes - Stock

Ébénisterie

Salles à manger - Buffets - Tables

Éléments - Étagères - Meubles-lits

Bibliothèques - Bureaux - Secrétaires

Armoires 213 portes-Lits - Chevest

Commodes - Chiffonniers

Tapiserie

Salons - Canapés-lits - Lits classiques

Faméux confortables - Bergère

Chaises - Chiffonniers

Lampes - Tableaux - Tables basses

Boules de divan - Petits meubles

QUALITÉ SUPÉRIEURE

STOCKS TRES LIMITES

Styles et contemporains

ATELIERS-MAGASINS

BUREAU DES VENTES

DANS NOS IMMEUBLES 2500 M²

42-44, FAUBOURG SAINT-ANTOINE

PARIS 12 - BASTILLE PARKING

CONSEILS - PROJETS - DESSINS - DEVIS

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

343-06-31 3 LIGNES

TCHAIKOVSKI ET LES « JAGUAR »

La fête, c'était samedi : Ce soir l'armée, aux Tuileries, et le Lac des cygnes, non loin, dans la cour Carrée du Louvre.

Personne n'avait sans doute songé à ce spectacle et, par deux fois, Tchaïkovski et les deux mille spectateurs ont souffert du fracas des armes.

Au deuxième acte, alors qu'éclatait soudainement l'ensemble blême des compagnons d'Odette, ce sont trois Jaguar qui ont volé en trombe au-dessus du Louvre.

Passé l'entracte, c'est, moins bruyamment, mais de manière plus lancinante, qu'un hélicoptère a tourné par deux fois au-dessus de la cour Carrée.